

CHINE

La transition au capitalisme

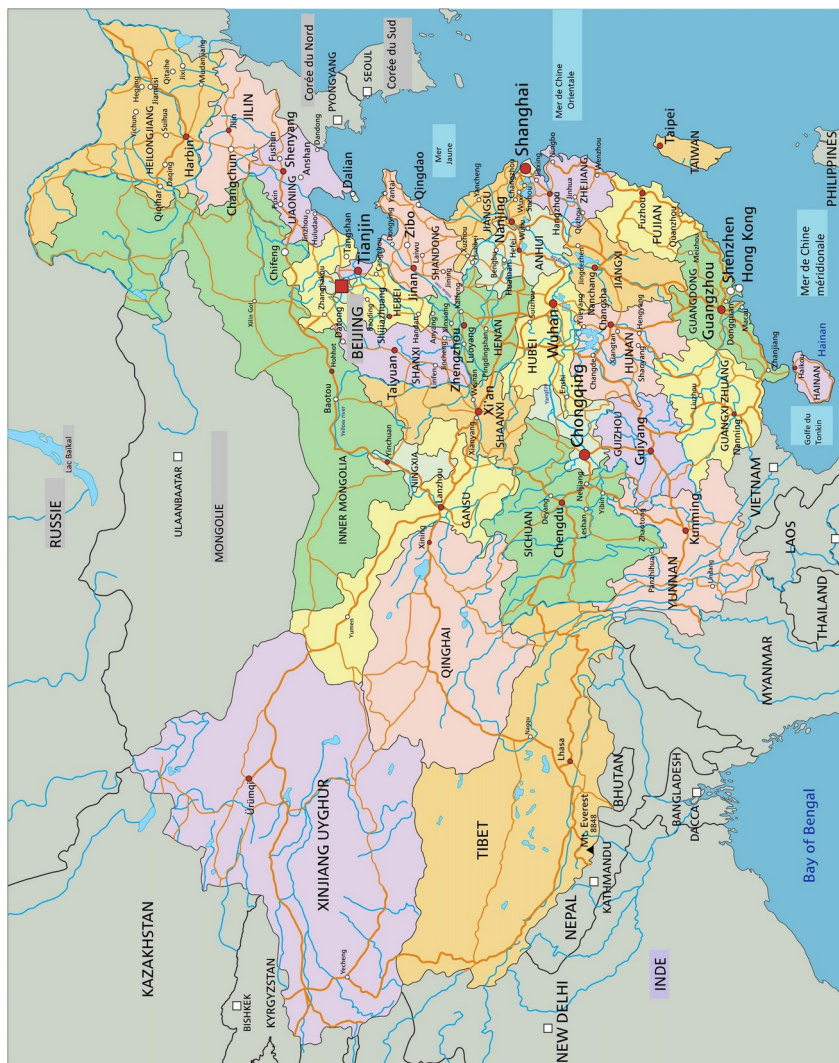
Articles extraits des numéros 1 et 2 de la revue *Chuǎng*

Traduction : collectif SENONEVERO

ISBN 979-10-90906-50-1



Éditions SENONEVERO



Sommaire

Qui est <i>Chuǎng</i> ?.....	ix
Présentation des textes par <i>Chuǎng</i>	xi
SORGHO ET ACIER.....	13
Le régime socialiste développementiste et la construction de la Chine.....	13
Introduction – Transitions.....	15
Précédents.....	27
Les dernières dynasties.....	27
Du ménage au marché mondial.....	32
Le Parti, la ville et le paysan.....	35
Les capitaux étrangers et les villes portuaires.....	37
Révolution rurale.....	42
Mandchourie japonaise.....	45
L'héritage industriel.....	51
La fracture urbaine.....	54
Nouvelle démocratie, ancienne économie.....	57
Canaliser l'agitation.....	67
Des nationalités à l'État.....	70
Développement.....	77
Premières nationalisations.....	77
Origines du premier plan quinquennal.....	81
L'extension du modèle soviétique.....	85
Échelles de salaire.....	92
Le travail sans la valeur.....	96
Collectiviser le travail rural.....	101
La relation Ville-Campagne.....	110
La première vague de grèves.....	113
Les origines du Grand Bond en avant dans les villes.....	123

La Grande Décentralisation.....	129
Ossification.....	137
Effondrement et militarisation.....	137
Repli rural.....	148
La production rurale et le système collectif.....	154
Le rôle de l'idéologie.....	159
La classe sous le socialisme.....	164
La ruine.....	171
La critique de classe dans la Révolution Culturelle	171
Les nouvelles tendances de pensée.....	181
Répression, concessions et terreur.....	185
Les limites de l'hérésie.....	192
Conclusion.....	199
La désintégration.....	199
POUSSIERE ROUGE.....	205
La transition capitaliste en chine.....	205
Introduction - Ermitage.....	207
Réclusion.....	207
La Nation Ermite.....	209
Crises convergentes.....	211
Pierre par pierre.....	216
La communauté matérielle.....	222
Les rives du Pacifique Les conditions internationales 1890-	
1970.....	225
L'encerclement.....	225
L'échec de la transition.....	227
Construire l'Asie de l'Est.....	232
Guerres totales.....	236
L'exportation de capitaux vers l'Orient.....	242
Stagnation.....	248
Le vol d'oies sauvages.....	253

Théâtre d'ombres.....	258
De la logistique.....	266
Frontières Conditions intérieures 1960-1980.....	273
Les lignes de fracture.....	273
Géographie de l'accumulation capitaliste.....	277
La campagne dans le régime socialiste développementiste.....	278
Genre et industrie rurale dans le Grand Bond en avant.....	281
Des efforts considérables pour la relance de l'agriculture.....	288
L'industrie rurale après le Grand Bond en avant....	291
Classe et crise dans le régime socialiste développementiste tardif.....	295
Briser le bloc.....	300
Triangles.....	308
Nation, État et famille.....	312
Les limites de l'esprit.....	317
Stagnation, modernisation et retour aux unités familiales.....	324
L'âge d'or de l'industrie rurale.....	333
Le marché dans la coquille de l'État.....	340
Les « Entreprises de Bourg et de Village » comme vecteur d'internationalisation.....	345
Diversification régionale de l'industrie rurale.....	348
La montée et la chute de la connexion Entreprises d'État - Entreprises de Bourg et de Village.....	352
La gestation de la valeur.....	359
Sinosphère Les conditions internationales 1970-2000....	369
Le capital dans la concurrence.....	369
Débuts du commerce et de l'investissement.....	371
Béhémot urbain	378

Ciel sans lune.....	384
Le Réseau de Bambou.....	389
Les guerres commerciales du Pacifique.....	397
Du fer à la rouille Les conditions intérieures 1980-2000.....	407
Les guerres de classes.....	407
La place Tian'anmen et la marche vers les institutions.....	409
De la bureaucratie à la bourgeoisie.....	420
La résurrection du Sud.....	431
Le recentrage de l'Asie de l'Est.....	438
Dettes.....	443
Surchauffe et effondrement dans les campagnes.....	452
Détruire le « bol de riz en fer ».....	459
Postface.....	471
Divergences entre quelques thèses de Chuǎng et certaines positions théoriques du Collectif d'édition Senonevero.....	471
Présentation analytique des divergences et des interrogations.....	472
Au-delà de la « critique » : tentative de synthèse.....	493
Élargissement.....	500
Bibliographie de cette postface.....	511
Chronologie de l'histoire de la Chine.....	514

Qui est Chuǎng ?

Nous avons demandé au groupe *Chuǎng* qui édite la revue dont nous publions aujourd'hui deux textes de se définir de façon la plus claire possible. Voici leur réponse :

« En ce qui concerne les antécédents et l'orientation théorique de notre groupe, nous ne pensons pas que la plupart des désignations héritées de l'histoire et qui définissent les différentes tendances théoriques ont beaucoup de pertinence aujourd'hui ; elles ne couvrent souvent pas les différences théoriques réelles qui existent entre les groupes aujourd'hui, et certainement pas celles qui sont les plus politiquement pertinentes.

C'est pourquoi nous nous appelons simplement "communistes" et refusons toute autre désignation. Vous avez raison de noter que nous nous sommes inspirés du travail d'*Endnotes*, d'*Aufheben* et de *Wildcat*, entre autres, et que nous avons probablement été les plus proches d'*Endnotes* à bien des égards – à la fois parce que notre travail est en débat avec le leur et ensuite parce que nous puisons dans le même matériel théorique issu de personnalités comme Jacques Camatte et Amadeo Bordiga. Mais nous nous appuyons également sur de nombreux aspects différents de la tradition historique communiste en Chine et au-delà.

Pour des raisons de sécurité, nous ne révélons pas les détails de notre origine ou de notre localisation, d'où nous venons ou où nous sommes situés, mais nous pouvons dire ce qui suit :

- nous sommes un collectif international dont les membres principaux sont originaires de quatre continents, y compris de Chine.

- nous vivons tous actuellement en Chine ou y avons vécu dans le passé, et nous nous y rendons régulièrement.

- la maîtrise de la langue chinoise est une condition d'adhésion

- nous travaillons avec des amis en Chine qui ont des points de vue politiques différents, en les interviewant et en traduisant leurs travaux. »

Note des traducteurs

Le collectif SENONEVERO a pris la décision, il y a pas mal de temps déjà, de procéder par un travail collectif à partir d'une version traduite par un logiciel. Nous nous sommes ensuite partagé les textes et avons travaillé chacun-chacune de notre côté.

Le résultat fut étonnant et peu satisfaisant. Nous nous sommes alors aperçus que la traduction était prisonnière des automatismes du logiciel et nous avons donc dû tout relire, corriger, affiner, ce qui explique les délais à la parution de ces textes.

Le travail final comporte encore beaucoup d'imperfections mais, arrivés à ce stade, nous avons considéré que l'importance de ces deux textes primait et que nous n'aurions pas les moyens de relancer une traduction professionnelle. C'est la raison pour laquelle nous publions ces textes en l'état actuel, après de nombreuses heures de lecture par plusieurs personnes.

Nous espérons que les lecteurs, lectrices ne nous en tiendront pas rigueur.

L'équipe de SENONEVERO

En couverture, une représentation du sinogramme dont chuǎng est l'écriture pinyin (*méthode de translittération du mandarin en alphabet latin*).

闯 Chuǎng: est l'image d'un cheval qui franchit une porte. Signification: Se libérer; Attaquer, charger; Percer, forcer son chemin d'entrée ou de sortie; Agir impétueusement.

闯 Chuǎng est le mouvement soudain lorsque la porte est brisée et que les possibilités d'un nouveau monde émergent au-delà.

Expressions d'autres contextes :

闯关 (chuǎngguān): pour faire fonctionner un blocus.

闯座 (chuǎngzuò): pour assister à une fête sans être invité.

Présentation des textes par Chuǎng

L'histoire que nous racontons ci-dessous explique la création de la Chine en tant qu'entité économique pendant un siècle. Nous cherchons plutôt à enquêter sur le passé afin de comprendre le moment actuel. Que signifie le ralentissement actuel de la croissance chinoise pour l'économie mondiale ? Quel espoir, s'il en est, les luttes contemporaines en Chine offrent-elles pour tout projet communiste futur ?

Notre objectif à long terme est de répondre à ces questions, afin de composer une perspective communiste cohérente sur la Chine qui ne soit pas embrouillée par le romantisme des révolutions mortes ou l'hystérie des taux de croissance rapides.

Nous proposons une histoire en trois parties de l'émergence de la Chine à partir des impératifs mondiaux de l'accumulation capitaliste. Nous commençons par la partie explicitement non capitaliste de cette histoire, l'ère socialiste et les *périodes immédiatement antérieures*, qui ont vu le développement des premières infrastructures industrielles modernes sur le continent est-asiatique. La deuxième partie couvrira la « Réforme et l'ouverture » initiée à la fin des années 1970, qui s'est terminée par la destruction du « bol de riz en fer » lors de la vague de désindustrialisation des années 1990. La dernière section, à venir, couvrira la période qui a suivi cette désindustrialisation et qui se poursuit aujourd'hui, y compris la transformation capitaliste de l'agriculture et la création du prolétariat contemporain chinois.

Alors que *Sorgho et Acier – Le régime socialiste développementiste et comment la Chine a été forgée*, la première partie de notre histoire économique, a exposé le caractère interne du régime socialiste développementiste et la formation de la Chine en tant que nation, cette deuxième partie *Poussière rouge – La transition au capitalisme en Chine*, se concentre sur les conditions mondiales qui, en fin de compte, entraînèrent le socialisme ermite du régime socialiste développementiste dans la poussière rouge de la production capitaliste.

Notre attention se déplace donc des sujets largement intérieurs couverts dans “Sorgho et Acier” vers une perspective simultanément intérieure et internationale nécessaire pour comprendre les structures parallèles qui ont produit les réformes graduelles de la Chine. Nous étudierons à la fois les pressions endogènes et exogènes d'ouverture de l'économie qui existaient dans les dernières phases de l'ère socialiste aussi bien que le caractère inégal et incomplet de la transition capitaliste une fois en cours.

Chuǎng

SORGHO ET ACIER

**Le régime socialiste développementiste et la
construction de la Chine**

Introduction – Transitions

À la fin du ^{xvi}^e siècle, l'un des premiers longs récits sur la vie en « Chine » a été publié en Europe. L'auteur était un mercenaire portugais nommé Galeote Pereira qui avait combattu au nom d'Ayutthaya contre les Birmans lors de la première guerre du début des temps modernes en Asie du Sud-Est. Par la suite, il devint pirate en mer de Chine méridionale, pillant les provinces côtières au début de ce qui allait devenir une épidémie de piraterie de plusieurs siècles, facilitée par la croissance du marché mondial. La dynastie Ming réagit par une campagne d'extermination de la piraterie, et Pereira fut capturé dans le Fujian et exilé à l'intérieur du pays, ne s'échappant vers l'Europe que des années plus tard grâce à la corruption et à l'aide des marchands portugais de Canton.

Son récit, édité et publié avec l'aide des jésuites, est l'un des seuls rapports de première main sur la « Chine » disponibles depuis l'époque de Marco Polo. Mais Marco Polo était venu d'une Europe provinciale et reculée pour observer le fonctionnement interne de la civilisation la plus avancée que le monde n'ait jamais connue à l'époque, la dynastie des Yuan (Mongols). Pereira, en revanche, venait d'une Europe très mouvante et arrivait dans une « Chine » fortement transformée, toutes deux à la veille d'un grand chaos.

S'il y a un point d'indétermination totale dans la naissance du monde capitaliste, c'est bien celui que représente alors la situation de la Chine. Les jeux étaient faits mais n'étaient pas encore réglés. Avec la plus grande marine, la technologie la plus avancée et une productivité agricole sans précédent, la dynastie Ming restait la structure politique la plus étendue et la plus puissante du monde. Elle égalait et surpassait en tout point l'Europe, et la question de la transition « ratée » de la Chine vers le capitalisme (connue sous le nom de « Paradoxe de Needham ») allait devenir une sorte d'énigme initiatique pour les futurs spécialistes de la région. Pereira était arrivé au milieu de la dégénérescence des Ming, causée en partie par les mines d'argent portugaise et espagnole et les nouveaux réseaux commerciaux dont il était lui-même un produit.

Mais le plus frappant dans le rapport de Pereira n'était pas l'histoire pleine de vicissitudes de son auteur ni ses descriptions du système judiciaire Ming, pittoresque mais efficace. Il s'agissait plutôt du fait curieux que, parmi tous les « Chinois » auxquels il s'était adressé, aucun n'avait entendu parler de la « Chine », ni de ses corrélats prétendus natifs (variantes du Zhongguo – le ou les pays « du milieu » ou « centraux »). Pereira lui-même voyageait exclusivement dans ce qui est aujourd'hui le sud de la Chine, traversant les provinces du Fujian, du Guangdong, du Guangxi et du Guizhou. Ces régions abritaient une myriade de « dialectes » locaux, la plupart aussi incommunicables entre eux que les « langues » européennes le sont entre elles, souvent centrés sur les liens locaux et les réseaux commerciaux qui reliaient les régions côtières à l'Asie du Sud-Est. Ces provinces n'ont pas non plus été peuplées exclusivement par l'ethnie « Han » – et même l'existence d'une telle catégorie a été récemment remise en question¹ – mais la région a plutôt accueilli les Hui, Baiyue, She, Miao-Yao, Zhuang et de nombreux autres groupes ethnolinguistiques. La « Chine » était en grande partie le produit de l'imagination occidentale. Les personnes interrogées par Pereira avaient du mal à comprendre la question de savoir de quel « pays » elles venaient, car il n'y avait pas de corrélation claire entre ce concept et celui d'indigène. En fin de compte, ils expliquaient qu'il y avait un souverain, mais de nombreux pays, qui utilisaient encore leurs anciens noms. La combinaison de ces pays constituait le « Grand Ming », mais chacun d'eux conservait une grande partie de sa spécificité locale. Ce détail n'était qu'une simple curiosité lorsque le récit fut publié en Europe, qui avait établi la « Chine » comme son mystérieux et ancien contrepoint, moins le nom d'un pays qu'une désignation des limites extérieures à l'expansion et à la colonisation capitalistes précoces. De tels projets ont eu tendance à échouer sur le continent est-asiatique, qui s'est avéré capable d'un commerce massif de marchandises et d'argent mais résistant à une véritable intégration dans la nouvelle économie mondiale. La

¹ W. Fletcher, « Thousands of genomes sequences to map Han Chinese genetic variation » in *Bioneers*, n° 536, 2009.
<https://www.progress.org.uk/thousands-of-genomes-sequenced-to-map-han-chinese-genetic-variation/>

Chine a désigné une sorte d'obstruction, une exception inquiétante aux nouvelles règles établies en Occident ².

Aujourd'hui, dans une économie mondiale frappée par la crise, la Chine se définit à nouveau par ses exceptions. Son ascension vertigineuse semble promettre une échappatoire presque messianique à des décennies de croissance en déclin : le mirage d'une nouvelle Amérique, avec un « rêve chinois » et le zèle moral de son PCC confucianiste puritain. Pour l'économiste occidental, cela prend la forme d'un sino-keynésianisme sans faille, alors que de nouveaux projets d'infrastructures sont lancés par des institutions financières mondiales plus « généreuses » telles que la Banque de développement de la Chine, promettant le salut des derniers arrière-pays lointains du monde. Dans le discours officiel de l'État chinois, cela ne représente rien d'autre que la lente transition vers le communisme, avec une longue escale dans le stade du « socialisme à caractéristiques chinoises », où les mécanismes capitalistes sont utilisés pour développer les forces productives jusqu'à ce que la richesse générale soit possible

Dans ces deux récits, la Chine reste une exception et un mystère, quelque peu inquiétante malgré son intégration complète dans l'économie mondiale. D'une certaine manière, elle semble exempte de règles, avec la vague intuition que, avec une population aussi importante, un gouvernement aussi puissant, une concentration aussi massive de capital fixe, etc., les Chinois détiennent ainsi une sorte de *deus ex machina* pour le drame de notre déclin économique mondial actuel. Le problème de cette lecture est le même que celui auquel était confronté Pereira il y a des siècles : l'objet même de l'enquête s'avère illusoire. Le mercenaire entre au cœur de l'empire pour découvrir que l'empire n'existe pas.

2 Voir le rapport original de M. Pereira in C. R. Boxer (ed.), *South China in the 16th century : being the narratives of Galeote Pereira, 1550-1575*, Londres, Hakluyt Society, 1953. Voir également l'essai d'A. Dirlik sur la création de l'empire du milieu, pour un aperçu plus complet de cette histoire : A. Dirlik, « Born in Translation, "China" in the Making of "Zhongguo" », in *Boundary 2*, 2015.
<http://boundary2.org/2015/07/29/born-in-translation-china-in-the-making-of-zhongguo>

L'un de nos principaux objectifs, à *Chuǎng*, est de dissiper ce mirage. Nous espérons voir la Chine avec clarté et dans une perspective communiste. Mais la seule façon de comprendre la Chine contemporaine et ses contradictions est de commencer par une enquête sur la création de la « Chine » en tant que telle. Ici, notre récit ne commence pas par une histoire prétendument ancienne (comme les historiens occidentaux et chinois voudraient nous le faire croire), ni par le récit romantique du projet révolutionnaire chinois, alternativement glorifié et diabolisé par la gauche. La « Chine » est, et a toujours été, une catégorie économique. Le mirage occidental de « l'Extrême-Orient » est apparu pour désigner la persistance obstinée de divers modes de production non capitalistes sur le continent est-asiatique. Après que « l'ouverture » de la Chine a démontré l'incohérence fondamentale de l'empire Qing, les nationalistes impériaux tardifs, souvent éduqués en Occident, ont fait un choix dans l'histoire de la région pour construire le récit d'un État-nation chinois cohérent remontant aux temps anciens. Ce projet a rapidement été poursuivi par les libéraux, les anarchistes et les communistes. Comme ce récit indigène de la « Chine » est né au milieu d'un empire paralysé, gouverné en droit par une force « étrangère » (les Mandchous) et en fait par une autre (l'Occident), l'une des principales caractéristiques de la nation « chinoise » nouvellement imaginée était son fondement dans une culture Han et une identité ethnique réprimées.

L'opposition aux Qing a d'abord pris le caractère d'une restauration de la domination Han, et les organisations de résistance nouvellement formées, telles que les sociétés secrètes, ont été perçues comme des partisans de cette essence nationale perdue, leur slogan : « Fan Qing Fu Ming » – S'opposer aux Qing, Restaurer les Ming.

Mais quels étaient les « Ming » que ces premiers nationalistes cherchaient à restaurer ? Dans un sens, cette revendication renvoyait à cette indétermination fondamentale, quand les dés de l'histoire volaient encore dans les airs et qu'il semblait que le Grand Ming, plutôt que l'Europe occidentale, aurait pu donner naissance au capitalisme dans tout sa violence et sa gloire. En même temps, « Restaurer les Ming » était une sorte de promesse. Elle signifiait un développement

selon les principes occidentaux, la création de la « Chine » en tant qu'entité comparable (et à égalité avec) les nations occidentales qui avaient divisé la région en un maillage d'accords commerciaux et de ports ouverts par des traités inégaux. C'est cette promesse qui allait se concrétiser au ^{xx}^e siècle.

L'histoire que nous racontons ci-dessous explique la création de la Chine en tant qu'entité économique pendant un siècle. Contrairement aux nationalistes, nous n'espérons pas découvrir une lignée secrète de culture, de langue ou d'ethnicité pour expliquer le caractère unique de la Chine d'aujourd'hui. Contrairement à de nombreux gauchistes, nous ne cherchons pas non plus à tracer le « fil rouge » de l'histoire, à découvrir où le projet socialiste a « mal tourné » et ce qui aurait pu être fait pour parvenir au communisme dans un univers alternatif³. Nous cherchons plutôt à enquêter sur le passé afin de comprendre le moment actuel. Que signifie le ralentissement actuel de la croissance chinoise pour l'économie mondiale ? Quel espoir, s'il en est, les luttes contemporaines en Chine offrent-elles pour tout projet communiste futur ?

Notre objectif à long terme est de répondre à ces questions, afin de composer une perspective communiste cohérente sur la Chine qui ne soit pas embrouillée par le romantisme des révolutions mortes ou l'hystérie des taux de croissance rapide. Nous proposons une histoire en trois parties de l'émergence de la Chine à partir des impératifs mondiaux de l'accumulation capitaliste. Nous commençons par la partie explicitement non capitaliste de cette histoire, l'ère socialiste et ses précurseurs immédiats, qui ont vu le développement des premières infrastructures industrielles modernes sur le continent est-asiatique. La deuxième partie couvrira la « Réforme et l'ouverture » initiée à la fin des années 1970, qui s'est terminée par la destruction du « bol de riz en fer » lors de la vague de désindustrialisation des années 1990. La dernière section couvrira la période qui a suivi cette désindustrialisation et qui se poursuit aujourd'hui, y compris

3 Pour un aperçu de cette tendance dans l'histoire de la gauche, voir « Unity in Separation » in *Endnotes*, n°4, Bell & Bain, Glasgow, 2015, p.73-75.

la transformation capitaliste de l'agriculture et la création du prolétariat contemporain chinois.

Cette périodisation n'est pas arbitraire. Nous segmentons cette histoire à la fois en fonction de la périodisation mondiale établie par le collectif communiste anglophone *Endnotes* et en fonction des changements clés dans le degré d'incorporation de la région dans les impératifs d'accumulation mondiale. Cette première section couvre la période non capitaliste, au cours de laquelle le mouvement populaire dirigé par le Parti communiste chinois (PCC) a réussi à la fois à détruire l'ancien régime et à arrêter la transition vers le capitalisme, laissant la région coincée dans une stase incohérente comprise à l'époque comme « socialisme ». Le système socialiste, que nous appelons « régime socialiste développementiste », n'était ni un mode de production ni une « étape de transition » entre le capitalisme et le communisme, ni même entre le mode de production tributaire et le capitalisme. Comme ce n'était pas un mode de production, ce n'était pas non plus une forme de « capitalisme d'État », dans lequel les impératifs capitalistes étaient poursuivis sous le couvert de l'État, la classe capitaliste étant simplement remplacée dans la forme mais non dans la fonction par la hiérarchie des bureaucrates du gouvernement.

Au contraire, le régime socialiste développementiste désigne l'effondrement de tout mode de production et la disparition des mécanismes abstraits (qu'ils soient tributaires, filiaux ou commerciaux) qui régissent les modes de production en tant que tels. Dans ces conditions, seules des stratégies de développement fortes, menées par l'État, étaient capables de stimuler le développement des forces productives. La bureaucratie s'est développée parce que la bourgeoisie n'en était pas capable. Étant donné la pauvreté de la Chine et sa position par rapport au long arc de l'expansion capitaliste, seuls les programmes « Big push » d'industrialisation d'un État fort, associés à des configurations locales de pouvoir résistantes, étaient capables de construire avec succès un système industriel. Mais la construction d'un système industriel n'est pas la même chose que la transition réussie vers un nouveau mode de production.

Ce système industriel n'était pas immédiatement ou « naturellement » capitaliste. L'histoire est fondamentalement contingente. À l'époque socialiste, les marchés n'existaient pas comme avant (sous le système impérial) ni comme ils existeraient à l'avenir (sous le capitalisme). L'argent existait nominalelement, mais il n'était guidé ni par les impératifs mercantiles du mode de production tributaire ni par les impératifs de valeur du système capitaliste. Au contraire, il était le simple reflet mécanique de la planification de l'État, qui n'était pas calculée en fonction des prix mais en fonction des quantités de produits industriels. L'argent ne pouvait pas fonctionner comme l'équivalent universel. Pendant ce temps, les rentes étaient extraites dans les campagnes sous forme de céréales via les « ciseaux de prix », mais cette extraction ne reflétait pas celle du système fiscal impérial, et n'entraînait pas non plus la dépossession de la paysannerie et la privatisation des terres agricoles. Peut-être plus important encore, la paysannerie a été fixée plus fermement qu'à toute autre période de l'histoire chinoise. Le fossé entre les zones rurales et urbaines qui s'est creusé au cours de ces années allait devenir une caractéristique fondamentale du régime socialiste développementaliste. Il n'y a pas eu d'urbanisation substantielle sous le socialisme, à part celle causée par la reconstruction de l'immédiate après-guerre et la croissance naturelle. La transition démographique (dans laquelle la population agricole rurale est supplantée par les travailleurs urbains de l'industrie et des services) n'a pas eu lieu.

Pendant ce temps, il n'y avait aucun signe de transition vers le communisme, qui restait un horizon purement idéologique. La main-d'œuvre s'est accrue, les heures de travail ont eu tendance à augmenter et la socialisation de la production a créé des unités locales autarciques et atomisées, permettant une vie collective à petite échelle mais ne parvenant pas à créer la nouvelle société communautaire promise. La liberté de mouvement diminua à mesure que les crises proliféraient, deux classes d'élite distinctes se formèrent, le fossé entre la campagne et la ville s'élargit et une classe de travailleurs dépossédés commença à prendre forme dans les dernières décennies de la période. Les grèves et autres formes

de troubles se sont multipliées, culminant dans la « courte » Révolution culturelle de 1966-1969, dont la répression allait finalement conduire à une transition capitaliste complète.

Tout au long de la période révolutionnaire et jusqu'à la fin des années 1950, nous qualifions ce processus de « projet communiste ». Ce projet a été incroyablement diversifié tout au long de son existence, et il a toujours été défini par son statut de mouvement de masse avec des racines profondes dans la population. Au début, son fondement théorique et son orientation stratégique étaient principalement ceux des communistes anarchistes. Avec le temps, la vision et la stratégie particulières du PCC allaient gagner en hégémonie, mais cela signifiait aussi que le PCC lui-même absorbait une partie de l'hétérogénéité du mouvement, qui allait prendre la forme de factions (et de purges) au sein du Parti lui-même. Cette hégémonie n'a cependant pas été imposée au projet. Elle était le résultat d'un mandat populaire donné au PCC, qui avait fait partie intégrante de la formation d'une armée paysanne et d'un mouvement ouvrier clandestin couronnés de succès pendant l'occupation japonaise.

Le PCC a maintenu son hégémonie sur le projet communiste dans les premières années de l'après-guerre en dirigeant des initiatives de redistribution populaire dans les campagnes et en reconstruisant les villes. Avec les échecs de la fin des années 1950 (famine dans les campagnes et grèves dans les villes côtières), non seulement le mandat populaire du PCC a été remis en question, mais le projet communiste lui-même a commencé à s'ossifier. La participation populaire s'étant évaporée en réponse à ces échecs, ce qui avait été un projet communiste de masse a été réduit à ses moyens : le régime socialiste développementiste. Ce dernier ne pouvait lui-même être maintenu que par l'intervention de plus en plus importante du Parti, qui à la fois le fusionnait avec l'État (en tant qu'appareil administratif bureaucratique de facto) et coupait son couplage avec le projet communiste.

Cependant, même au plus fort de sa diversité, ce projet a finalement été défini par un horizon communiste particulier qui avait émergé de la combinaison du mouvement ouvrier européen et de l'histoire propre de la région en matière de

révoltes paysannes millénaires. Aujourd'hui, cet horizon communiste n'existe plus. Il est inutile de « prendre parti » sur ces questions historiques, simplement parce qu'il n'y a pas de symétrie entre hier et aujourd'hui ; les conditions matérielles (expansion industrielle rapide, grande périphérie non capitaliste, etc.) qui structuraient cet horizon communiste antérieur sont absentes, même si les crises fondamentales du capitalisme demeurent. Il n'est pas question de savoir si les communistes d'aujourd'hui seront confrontés aux mêmes problèmes, ils ne le seront pas. Au contraire, il ne reste que la question de savoir comment le communisme et la stratégie communiste peuvent être conçus sans cet horizon.

Pour les communistes d'aujourd'hui, dont nous sommes, la pratique, la stratégie et la théorie du PCC (ainsi que d'autres au sein de ce courant communiste historique) semblent au mieux étrangères et, au pire, odieuses. Malgré les dures limites matérielles de l'époque, nous pouvons dire clairement que de nombreuses actions du PCC sont tout simplement injustifiables. D'autres sont obscures ou alors d'une confiance en soi excessive et incompréhensible. Mais ce genre de jugement de valeur n'a qu'une fonction analytique limitée. De nombreux textes ont déjà été écrits sur cette époque, la décrivant en termes de « faux » communistes trahissant les « vrais », ou simplement comme le produit de dirigeants zélés et avides. L'histoire que nous examinons n'est pas une histoire de morale. Pour notre approche matérialiste, les questions de trahison ou de rectitude n'ont qu'une importance minime. Le projet communiste chinois était un phénomène collectif, créé par l'effort et le soutien de millions de personnes. Nous tentons d'écrire l'histoire de ce projet collectif et de sa disparition définitive.

À ces fins, notre objectif est également d'expliquer l'ère socialiste chinoise, plutôt que d'aborder les questions du socialisme du xx^e siècle en général. Des études comparatives de différents projets révolutionnaires seraient certainement utiles, mais de telles études nécessitent des éléments de comparaison. Aujourd'hui, la littérature sur la Chine et les autres États socialistes tend à être fortement marquée par l'expérience russe [*]. L'une de nos thèses fondamentales est simplement que la Chine n'est pas la Russie. Bien qu'influencées par l'expérience

russe, les tentatives chinoises de l'imiter n'ont jamais abouti, et ont néanmoins été appliquées dans un contexte fondamentalement différent. Plus important encore, le point de référence russe était lui-même en perpétuel mouvement, et les Chinois se sont souvent inspirés de périodes différentes de l'histoire russe pour concevoir leurs propres formes de gestion d'entreprise et de planification industrielle.

Au-delà, la géographie de l'influence russe était inégale. En dehors du centre industriel du Nord-Est, la production chinoise était plus fortement influencée par d'autres systèmes de gestion d'entreprise, de planification économique et d'administration d'État. Si les Chinois ont pris la Russie comme modèle, ils en ont également hérité de nombreux autres : de l'époque impériale, du régime nationaliste de la période républicaine, des Japonais et des entreprises occidentales des villes côtières. Toutes ces influences ont été combinées dans des tentatives conscientes de créer une nation distinctement « chinoise », avec une économie nationale unifiée. Le résultat fut un système beaucoup plus décentralisé et inégal que ce que l'on peut voir dans la propagande de l'époque.

Une autre de nos thèses fondamentales est qu'il y avait une différence frappante entre ce que la Chine socialiste disait et ce qu'elle faisait. Une trop grande partie de la littérature actuelle (tant académique que de gauche) utilise des données peu fiables tirées de sources douteuses ⁴, fondées sur des sources dépassées recueillies à une époque où des gains ou des pertes politiques étaient en jeu dans la « ligne » de tel ou tel sur des sujets comme la « Révolution culturelle ». Les méthodes de base utilisées dans ce type de littérature sont idéalistes. La propagande est examinée comme s'il s'agissait d'une description factuelle du système industriel. Les usines modèles sont décrites comme si elles reflétaient la réalité. Le mythe du socialisme chinois est censé correspondre exactement à la composition réelle de la société chinoise. La Chine redevient une sorte de mirage, cette fois reformaté pour les nouvelles

4 Pour les exemples récents les plus lus de cette tendance, voir Chino, « Bloom and Contend : A Critique of Maoism », in *Unity and struggle*, disponible en ligne, 2013, et L. Goldner, « Notes Toward a Critique of Maoism », in *Insurgent Notes*, n°7, 2012.

coordonnées de la Guerre froide. Le résultat est une version de Village Potemkine de la Chine socialiste, d'un côté vilipendée et de l'autre présentée comme l'une des seules lumières vacillantes dans l'obscurité d'un siècle perdu.

Aujourd'hui, nous ne misons sur aucune de ces positions. Les seuls enjeux que nous voyons sont ceux que pose notre moment actuel : une Chine centrale dans l'économie mondiale mais aussi frappée par ses crises, sa croissance qui ralentit, sa population déchirée entre un avenir absent et un passé inaccessible. Si ces enjeux sont réels, ils méritent une analyse historique digne de ce nom. Notre objectif est d'utiliser les éléments les plus concrets et les plus fiables disponibles afin de raconter une histoire matérialiste de la Chine. La mythologie socialiste représentée dans la propagande, les cérémonies populaires et les coutumes quotidiennes n'est pas ignorée, mais reléguée à sa signification réelle : celle d'un projet idéologique prenant finalement la capacité de résistance d'une religion, capable d'exprimer certains espoirs, certaines craintes et vérités sociales, mais incapable de décrire l'économie réellement existante. Nous nous concentrons sur des chiffres concrets, des sources récemment déclassifiées et un ensemble d'études ethnographiques et de projets de recherche archivistique plus fiables.

Le résultat, nous l'espérons, est une image de la Chine socialiste telle qu'elle était réellement, ni un désert totalitaire ni le royaume des cieux. La nation que nous décrivons ci-dessous n'était pas la «Chine de Mao» dans le sens où l'entend l'expression. C'était un projet construit par des millions de personnes, et son résultat ultime (bien que non déterminé historiquement) est la Chine que nous voyons aujourd'hui – une Chine qui soutient les fondements d'une économie mondiale en voie de désintégration. Une Chine qui, nous l'espérons, sera finalement détruite par des millions de Chinois, aux côtés de milliards d'autres qui détruiront leurs milliers de nations et, avec elles, cette économie monstrueuse qui met chacun sous le joug de tous et tous sous celui de personne.

NdT :

[*] Chuǎng écrit parfois Russie, d'autres fois Union soviétique pour nommer l'URSS. Bien que nous préférions unifier la désignation de ce pays par URSS, nous traduisons selon l'original.

Précédents

Les dernières dynasties

Le développement dans l'ère impériale ne commence pas avec la stagnation d'une prétendue « Chine traditionnelle ». L'État impérial, souvent en concurrence avec les membres de l'élite des propriétaires terriens, intervenait périodiquement dans la société rurale, remodelant à chaque fois son caractère social. Lors de l'une de ses dernières interventions importantes (inaugurant la fin de la période impériale), la dynastie Ming (1368-1644) a tenté de créer une paysannerie indépendante afin d'éliminer les rivaux qui se disputaient le contrôle du surplus agricole et de stabiliser la société. Pour ce faire, les paysans ont reçu des terres, mais pas aussi équitablement que prévu. À cette époque, comme pendant une grande partie de l'histoire de la région, les paysans n'étaient pas seulement des agriculteurs : ils cultivaient mais produisaient aussi des articles d'artisanat, notamment des tissus de soie ou de coton. Et l'État Ming, comme les dynasties dirigeantes précédentes, a encouragé cette double production en exigeant le paiement d'impôts sur les céréales, les tissus et la main-d'œuvre.

La double nature de la production rurale devait durer jusqu'au début de la période socialiste, lorsque la collectivisation allait y mettre fin. En particulier, la production artisanale est restée plus largement rurale et beaucoup plus longtemps qu'en Europe ⁵. La nature urbaine de la production

⁵ J.L. Rosenthal et R. B. Wong, *Before and Beyond Divergence : The Politics of Economic Change in China and Europe* Harvard University Press, 2011, p. 101. Ils affirment que cela est dû au fait que la guerre en Europe a poussé ce type de production dans des zones urbaines protégées, alors qu'en Chine, la guerre a été plus sporadique au cours du dernier millénaire. Ce n'est qu'à long terme que l'Europe en a bénéficié, en s'engageant beaucoup plus tôt sur une voie différente, à forte intensité de capital. Nous utilisons ici Rosenthal et Bin Wong non pas pour leur grande comparaison Europe-Chine, mais pour fournir une vision à long terme de la relation entre la production et la division entre la campagne et la ville en Chine.

en Europe l'a rendue plus intensive en capital au fil du temps. Alors que la production des Ming et des Qing avait une orientation rurale et ouvrière, l'Europe avait, dans la même période, une orientation urbaine et capitaliste ⁶, ce qui signifie que le fossé entre les zones rurales et urbaines était plus étroit chez les Ming et les Qing, et que la production était plus diffuse. En fait, du milieu du ^{xiii}^e au ^{xix}^e siècle, la population urbaine a diminué par rapport à la population rurale. En Europe, c'est l'inverse qui s'est produit ⁷.

Dans le continuum rural-urbain commun à l'Asie de l'Est continentale, de nombreux villages entouraient une ville de marché (shi). Les jours de marché, les paysans, les marchands et les nobles se rendaient dans ces villes qui, chez les Ming et les Qing, étaient liées à l'économie mondiale. De grandes villes administratives et intermédiaires commerciales se sont développées aux périodes de développement commercial sous les Ming. Ce n'est qu'au ^{xx}^e siècle qu'un net clivage entre les zones rurales et les zones urbaines va apparaître, en grande partie à cause des politiques de l'époque socialiste ⁸.

La production s'est accrue à la fin de la période impériale, tout comme l'excédent rural et le commerce régional et ce à l'échelle de l'empire. Cela s'est transformé en une révolution commerciale Ming qui a entraîné une inégalité croissante dans la propriété foncière rurale. Avec le développement du commerce, le système fiscal est devenu trop complexe à maintenir, et l'État s'est retourné vers le paiement des impôts en monnaie plutôt qu'en nature. La société rurale Ming passa sous la domination de la noblesse des propriétaires terriens, qui était particulièrement forte dans le Sud développé. Cette

6 *Ibid.*, p. 101 et 110. Ils affirment qu'en général, la main-d'œuvre est moins chère à la campagne qu'en ville, et que pour le capital, c'est l'inverse qui est vrai. Les guerres européennes ont entraîné une production à plus forte intensité de capital dans les villes. Pour une Chine, plus pacifique, le calcul était différent, et l'artisanat restait plus rural en raison du coût moins élevé de la main-d'œuvre, p. 106-107.

7 *Ibid.*, p. 111.

8 J. Eyferth, *Eating Rice from Bamboo Roots : The Social History of a Community of Handicraft Papermakers in Rural Sichuan, 1920-2000*, Harvard University Press, 2009 ; J. Brown, *City Versus Countryside in Mao's China : Negotiating the Divide*, Cambridge University Press, 2012.

noblesse louait des terres ou se lançait dans l'agriculture à grande échelle, utilisant souvent la main-d'œuvre servile des paysans qui avaient perdu leurs terres et ne pouvaient plus survivre de façon indépendante dans l'économie où le commerce se développait. Avec le développement commercial de l'artisanat rural, le contrôle du travail servile féminin est devenu de plus en plus important pour la gestion des exploitations. Une forme de « propriété foncière patriarcale » s'est développée, dans laquelle les domaines géraient la main-d'œuvre féminine en même temps que leur mariage et leur sexualité ⁹.

Avec le développement commercial, les contrats de location sont devenus de plus en plus impersonnels, et les locataires se sont appauvris. La noblesse Ming s'installait de plus en plus dans les villes en tant que propriétaires absenteïstes, surtout dans le sud. La pauvreté rurale a entraîné une augmentation des migrations et un effondrement général du contrôle de l'État Ming sur la société rurale et la collecte des revenus ruraux. Le premier système Ming s'est essentiellement désintégré sous la pression du développement du commerce, et son expérience de création d'une économie paysanne à petite échelle s'est soldée par un échec.

Lorsque l'État Ming s'est affaibli à la fin du xvi^e siècle, les paysans ont commencé à résister aux taxes et, dans de nombreuses régions, cela s'est transformé en rébellion. De nouvelles critiques radicales et millénaristes contre la « recherche du profit » sont apparues parallèlement à des idéaux égalitaires et communautaires ¹⁰. Ces luttes paysannes ont affaibli la noblesse terrienne et ont conduit à l'extension des droits des locataires dans de nombreuses régions de Chine, transformant le système des propriétaires fonciers de la dynastie Ming en celui de la dynastie Qing (1644-1911). Elles ont également mis fin, dans une large mesure, au travail servile et à la propriété foncière patriarcale. En raison de la position plus forte de la paysannerie « locataire », les investissements dans les terres à louer ont fourni des rendements plus faibles

9 K. Le Mons Walker, *Chinese Modernity and the Peasant Path : Semicolonialism in the Northern Yangzi Delta*, Stanford University Press, 1999, p. 37-39.

10 *Ibid.*, p. 41-47.

aux propriétaires, rarement supérieurs à 8 % avant impôt au xix^e siècle, selon certaines estimations, et certainement inférieurs à ceux que pouvaient apporter les investissements dans le commerce ou l'usure ¹¹. La taille des exploitations agricoles a diminué à partir de la fin de la dynastie Ming, et au début du xx^e siècle, il n'existait que peu de fermes en propriété propre. Le patriarcat des grands propriétaires fonciers s'était transformé en patriarcat des ménages paysans ¹². Le patriarcat des ménages paysans s'intéressait principalement au contrôle du travail domestique, et la logique économique de ces unités de production domestique visait à satisfaire la subsistance des ménages. Comme la main-d'œuvre ne pouvait pas être licenciée dans un ménage, la tendance était de continuer à ajouter des intrants de travail jusqu'à ce que la consommation soit satisfaite, même si la productivité marginale de ces intrants continuait à baisser. Dans ces conditions, «la rationalité paysanne consistait en une pratique visant la survie, et non de maximisation du profit» ¹³. La productivité du travail agricole stagnait largement, et l'augmentation de la production était le résultat de l'intensification du travail. Au lieu d'augmenter la productivité du travail et le développement économique, l'augmentation de la production a entraîné une baisse de la productivité du travail, un processus appelé « involution » ¹⁴.

La noblesse rurale a changé de stratégie en réponse à la résistance et à la rébellion des paysans au moment de la transition Ming-Qing, profitant davantage du commerce et de l'usure que des rentes foncières. En d'autres termes, le travail rural était contrôlé par le ménage patriarcal plutôt que par la noblesse, tandis que le surplus était extrait par le contrôle de l'élite sur les marchés ruraux. Ce changement a transformé la manière dont la noblesse rurale et l'État impérial finissant ont tenté de contrôler l'extraction des surplus ruraux pendant les Qing. Au lieu de se concentrer sur les rentes foncières, la noblesse achetait les surplus produits par les paysans et les

11 P. Richardson, «*Economic Change in China, c. 1800-1950*», Cambridge University Press, 1999, p. 69.

12 K. Le Mons Walker, *op. cit.*, p. 10 ; P. Huang, *The Peasant Family and Rural Development in the Yangzi Delta, 1350-1988*, Stanford University Press, 1990, p. 60

13 P. Huang, *ibid.*, p. 105.

14 *Ibid.*

vendait aux ménages qui les transformaient, puis les rachetait à ces ménages et les vendait sur les marchés urbains, principalement régionaux, une petite partie se retrouvant sur les marchés internationaux. Il ne s'agissait pas d'un « putting-out system » [*] comme on le voyait en Europe ¹⁵.

Au début des Ming, la plupart des ménages ruraux ne produisaient pas de marchandises à vendre sur les marchés, mais plutôt une variété de biens de subsistance et ils vendaient ensuite un petit surplus à la noblesse rurale, qui revendait ensuite ces produits comme marchandises. Mais avec l'accroissement de la commercialisation et de la spécialisation, un plus grand nombre de ménages ont commencé à se concentrer sur la production marchande sans pour autant abandonner la production de subsistance pour leurs unités familiales : une situation de commercialisation sans développement ¹⁶. Avec le temps, beaucoup ont commencé à satisfaire leurs besoins en achetant également sur les marchés, les régions qui produisaient des biens haut de gamme achetant des aliments sur les marchés régionaux à partir de zones plus périphériques. Et c'est la noblesse rurale qui contrôlait ces marchés.

Dans cette situation, les propriétaires nobles n'intervenaient que rarement dans le processus de production ou de travail lui-même, achetant plutôt à bas prix et vendant à prix élevé. Ils contrôlaient l'accès aux marchés et aux capitaux, mais pas le processus de production. En d'autres termes, l'excédent était extrait par une noblesse, qui se souciait peu de la productivité relative du processus de production, et n'investissait donc pas dans la transformation de la production. En outre, dans ce système à forte intensité de main-d'œuvre, la quasi-totalité de l'économie restait rurale ¹⁷. L'économie de la Chine impériale ne disposait pas d'une classe entrepreneuriale urbaine comparable à celle qui, en Europe, a transformé le surplus rural de la révolution agraire en

¹⁵ T. Brook, *The Confusions of Pleasure : Commerce et culture en Chine Ming*, University of California Press, Berkeley, 1998, p. 199.

¹⁶ P. Huang, *op. cit.*

¹⁷ P. Richardson, *op. cit.*, p. 26 ; J.L. Rosenthal et Bin Wong, *op. cit.*, chapitre 4.

développement capitaliste¹⁸. Quel que soit le surplus rural existant, dont le montant exact fait l'objet de nombreux débats¹⁹, celui-ci n'était pas facilement orienté vers le développement à forte intensité de capital, ce qui aurait augmenté sensiblement la productivité du travail.

NdT :

[*] putting-out system ou domestic system, généralement traduit par « système domestique » : forme d'exploitation dans laquelle les marchands fournissent aux travailleurs ruraux (le plus souvent à domicile) des matières premières, voire des outils, puis viennent récupérer en échange d'un salaire le produit transformé. Cette forme, qui apparaît en Europe à partir du xvi^e siècle, avant la première révolution industrielle, est analysée par Marx en tant que « formes mixtes » ou « formes de transition à la subsumption formelle proprement dite, telles que le capital usuraire ou le capital marchand » (Chap VI inédit, *Le Capital*, Livre I).

Du ménage au marché mondial

La fin du xix^e siècle jusqu'aux années 1930 marque la période au cours de laquelle les zones les plus développées de l'agriculture chinoise ont été subsumées formellement²⁰ sous le marché capitaliste mondial. À cette époque, la Chine rurale, en particulier les régions côtières, était liée au nouveau marché mondial de fixation des prix des produits agricoles, connu sous le nom de « premier régime alimentaire mondial ». Les

18 H. Hung, « Agricultural Revolution and Elite Reproduction in Qing China : The Transition Capitalism, Debate Revisited », in *American Sociological Review*, USA vol. 73, n° 4, août 2009, p. 569-588.

19 P. Richardson, *Economic Change in China, c. 1800-1950*, op. cit., chapitre 6 ; D. Little, *Understanding Peasant China : Case Studies in the Philosophy of Social Science*, Yale University Press, 1989, chapitre 4.

20 La subsumption formelle est un moment où un processus de travail préexistant est introduit dans le marché capitaliste, mais le processus de travail n'est pas encore transformé. L'exemple du texte montre un moment où l'agriculture chinoise est subsumée au sein du marché capitaliste mondial par le biais du système de marché intérieur, mais où la façon dont les gens travaillent n'est pas transformée de manière significative dans le processus. Ce qui change, ce sont les prix que les agriculteurs et les commerçants reçoivent pour les produits agricoles qu'ils vendent, même s'ils les produisent toujours de la même manière.

marchands étrangers, leurs agents chinois et les marchands chinois firent irruption dans le continuum campagne-ville, transformant les marchés et écrasant les producteurs paysans. La vague de commercialisation depuis les Ming ainsi que l'intégration des marchés ruraux au sein du capitalisme mondial ont fait que, dans les années 1930, dans de nombreuses régions, jusqu'à 40 % de la production agricole se retrouvait sur le marché, ce chiffre atteignant 50 % dans les régions les plus développées ²¹.

Si les commerçants et les nobles marchands ont souvent bien réussi leur intégration aux marchés chinois et internationaux, les résultats pour les ménages paysans ont été plus mitigés. Néanmoins, les niveaux de consommation des ruraux n'étaient pas très inférieurs à ceux des citadins, estimés à 81 % de la consommation urbaine moyenne dans les années 1930, des ratios qui ont probablement duré jusqu'au milieu des années 1950, bien que cela en dise peut-être plus sur la faiblesse de l'économie urbaine que sur la force des ruraux ²². Les effets de l'intégration dépendaient du produit dans lequel on se spécialisait. Les producteurs de thé, par exemple, ont souffert à partir des années 1880, lorsque les plantations de thé britanniques d'Asie du Sud ont commencé à produire à plein. Dans l'industrie textile du coton, les fileurs avaient du mal à concurrencer les fils étrangers, filés à la machine. En revanche, les importations de ce type de fils bon marché ont d'abord permis aux tisseurs de s'améliorer et ce n'est qu'avec le temps qu'ils ont eux aussi eu de plus en plus de mal à s'imposer sur le nouveau marché. Les installations industrielles de tissage appartenant à des étrangers, le long de la côte – construites pour la plupart depuis le début du siècle – ont commencé à pénétrer le marché. S'approvisionnant en grande partie à l'étranger, l'industrie a conduit en partie à la désintégration initiale du continuum ville-campagne.

Le marché international émergent des produits agricoles a commencé à se désagréger après la première guerre mondiale, en raison de la guerre elle-même et de la diminution du commerce pendant la Grande Dépression. Cela a conduit aux

²¹ P. Richardson, *ibid.*, p. 73.

²² M. Selden, *The Political Economy of Chinese Socialism*, M.E. Sharpe, Amherst, 1988, p. 159.

premières tentatives de construction d'une économie capitaliste nationale en Chine. Dans les années 1930, le secteur industriel (manufacturier, textile, mines, services publics et construction) ne représentait encore que 7,5 % de l'économie chinoise, l'agriculture employait environ 80 % de la population active, la consommation personnelle représentait environ 90 % du revenu national et le commerce international était encore assez faible²³. Au cours de cette nouvelle phase, le Parti nationaliste (Guomindang, ci-après GMD) qui avait pris le contrôle d'une grande partie de la Chine à la fin des années 1920, a tenté d'achever la transition capitaliste et de construire une économie nationale en créant un lien plus fort entre les installations industrielles des villes côtières et les matières premières produites dans la Chine rurale. Au début des années 1930, les factions du GMD se sont consciemment tournées vers un modèle fasciste italien d'indépendance économique et de productivisme pour réintégrer les sphères rurales et urbaines. Cela impliquait un fort contrôle gouvernemental sur les marchés intérieurs et une coopération entre l'État et le secteur privé dans l'industrialisation. Pourtant, ces politiques ont été empêchées par la faiblesse de l'administration, l'accent mis par le leader du GMD, Chiang Kai-shek, sur le développement militaire, et l'invasion japonaise de la côte chinoise en 1937, qui a inauguré la Seconde Guerre mondiale en Asie²⁴.

Malgré ces problèmes, l'agriculture a probablement encore produit un excédent supérieur aux niveaux de la consommation dans les années 1930, bien qu'il soit très probablement très faible. Pourtant, l'économie était structurée de telle manière que cet excédent n'était pas « mobilisé pour l'investissement » dans un processus d'industrialisation²⁵. La subsumption inégale des marchés régionaux préexistants au

23 P. Richardson, *op. cit.*, p. 26-27. Ces chiffres sont des estimations approximatives. Certains ont affirmé que les taux de croissance jusqu' à l'invasion japonaise de 1937 étaient plus élevés, mais ces chiffres ont été fortement critiqués (voir P. Richardson, *Economic Change in China, c. 1800-1950, op. cit.*).

24 M. Zanasi, *Saving the Nation : Economic Modernity in Republican China*, University of Chicago Press, 2006.

25 N. Lardy, « *Agriculture in China's Modern Economic Development* », Cambridge University Press, 1983, p. 12.

sein du capitalisme mondial avait conduit à un paysage économique non intégré, et aucune véritable économie « chinoise » n'a vu le jour. La tentative du GMD de construire une économie nationale dans les années 1930 a échoué avec l'entrée en guerre. La création d'une économie nationale ainsi que l'augmentation du surplus absolu produit étaient des problèmes que le régime socialiste développementiste chercherait à surmonter avec l'institutionnalisation d'une nouvelle relation ville-campagne qui a commencé à émerger dans les années 1950, relation qui briserait définitivement le continuum ville-campagne.

Le Parti, la ville et le paysan

Au moment de l'invasion japonaise, le GMD a trouvé sa principale opposition sous la forme d'une armée paysanne mobilisée par un Parti communiste chinois (PCC) réinventé. Mais le PCC lui-même avait émergé des décennies plus tôt du même terreau intellectuel tumultueux que le GMD, tous deux ayant débuté comme essentiellement urbains. Le congrès fondateur du PCC de 1921 devait à l'origine se tenir à Shanghai. Perturbée par la police, la réunion fut déplacée vers le nord, à Jiaxing, où douze délégués fondèrent le PCC comme branche de l'Internationale communiste. Au fur et à mesure que ce premier PCC se développait, il restait essentiellement urbain, avec des intellectuels et des ouvriers industriels qualifiés. Six ans après sa fondation, c'est encore à Shanghai que cette première incarnation du PCC a connu sa fin violente. Dans le cadre d'une alliance, soutenue par l'URSS, avec le GMD, les révolutionnaires prirent le contrôle de la plupart des villes clés de Chine dans une série d'insurrections ouvrières. Après que la victoire eut été assurée avec le succès de l'insurrection de Shanghai en 1927, le GMD se retourna contre les communistes, arrêtant un millier de membres du PCC et de dirigeants de syndicats locaux, en exécutant officiellement quelque trois cents et en faisant disparaître des milliers d'autres.²⁶

²⁶ Pour un examen du rôle des communistes dans le mouvement ouvrier de Shanghai, voir : P. Stranahan (1994), « The Shanghai Labor

Le « Massacre de Shanghai » a été à l'origine de la destruction du mouvement communiste urbain à l'échelle nationale. Les soulèvements de Canton, Changsha et Nanchang furent écrasés. En l'espace de vingt jours, plus de dix mille communistes des provinces du sud de la Chine furent arrêtés et sommairement exécutés. Au total, au cours de l'année suivant avril 1927, on estime que jusqu'à trois cent mille personnes ont été tuées dans la campagne d'extermination anticommuniste du GMD ²⁷.

Les seuls fragments survivants du PCC étaient ses bases rurales dans la paysannerie. À la fin de la « Longue Marche », sept ans plus tard, le Parti s'était recomposé en recrutant des paysans, expropriant des terres et concentrant son agitation sur les tensions existant de longue date dans les campagnes ouvertes au marché, élargissant ainsi cette base rurale. Transformé en armée paysanne, le nouveau Parti ne dirigeait qu'une aile urbaine marginale et clandestine, même après avoir retrouvé son influence nationale. Alors que de plus en plus de territoires tombaient sous le contrôle communiste au cours des quinze années entre l'invasion japonaise et l'expulsion du GMD par la guerre civile, le PCC s'est retrouvé à prendre le contrôle de zones urbaines dans lesquelles il n'avait que peu ou pas d'influence organique, son lien avec son propre passé urbain ayant été profondément rompu par les massacres dans tout le pays vingt ans plus tôt. À ce moment-là, le Parti lui-même avait été transformé, son appareil organisationnel s'était fondamentalement fondu dans le fonctionnement d'une armée paysanne et les exigences de l'administration rurale. Après avoir parcouru sa longue marche de la ville à la campagne, le Parti revenait alors comme un étranger.

Movement, 1927-1931», *East Asian Working Paper Series on Language and Politics in Modern China*.

27 R. Chubanshe, *History of the Chinese Communist Party, 1919-1949*, Beijing, 1991, vol. 1, p. 216.

Les capitaux étrangers et les villes portuaires

Les villes dans lesquelles le PCC est retourné au cours de la guerre n'étaient plus les mêmes que celles qu'il avait quittées. Entre 1902 et 1931, les investissements étrangers avaient quadruplé²⁸. Avant la guerre sino-japonaise, en « 1936, on estimait que les capitaux étrangers constituaient 73,8 % du capital industriel total de la Chine »²⁹. La grande majorité des grandes entreprises étaient financées par des investissements étrangers. Mais même ceux-ci n'étaient pas très élevés au départ. Des enquêtes menées par le GMD ont révélé que « entre 1929 et 1933, seules 250 unités pouvaient être enregistrées comme usines modernes », et « en 1933, sur les 18 708 usines privées, seules 86 étaient des entreprises de plus de mille travailleurs [...] 16 273 avaient moins de trente travailleurs. »³⁰. Non seulement ces usines « modernes » ne représentaient qu'une petite partie de l'emploi en Chine avant-guerre, mais elles représentaient également une faible fraction de la production industrielle malgré leur grande part dans le capital industriel : elles n'en représentaient que 28 % environ, les 72 % restants étant produits par les petits ateliers artisanaux, souvent ruraux, qui constituaient l'essentiel de la structure industrielle du pays avant la guerre »³¹.

Cela ne veut pas dire que l'industrie chinoise urbaine d'avant-guerre était nécessairement inefficace ou dépassée. Bien qu'ils ne soient pas organisés en grands conglomerats industriels centralisés, les réseaux commerciaux urbains décentralisés de Chine, composés de petites entreprises et d'artisans, excellaient à être intégrés sans heurts dans des entreprises commerciales étrangères et à surpasser les produits étrangers sur les marchés intérieurs du pays (ainsi que, dans certains cas, sur les marchés internationaux). Bien que

28 C.F. Remer, *Foreign Investments in China*, New York, MacMillan, 1933, p. 76.

29 C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, Seton Hall University Press, 1963, p. 4.

30 *Ibid.*, p. 4-5. Pour plus de détails, voir la propre citation de Chu-Yuan C-Y Cheng non traduite en pinyin : « Certain Characteristics in the Economic Developments of China's Capitalism », in *Ching-chi Yen-chiu (Economic Research)*, Vol 1, No. 5, Pékin : décembre 1955, p. 64.

31 *Ibid.*, p. 5.

remontant dans certains endroits aux Song du Sud et ayant connu un renouveau important sous les Qing, ces réseaux de production urbains n'opposaient pas de résistance à la transformation technologique.

La production artisanale dans les villes des périodes Qing et républicaine a pu absorber les nouvelles techniques industrielles tout en conservant son caractère décentralisé, à petite échelle et en réseau. Tant le gouvernement officiel du GMD que des chefs de guerre indépendants *de facto* comme Chen Jitang du Guangdong se sont engagés dans des campagnes d'industrialisation dans des villes comme Canton, Nanjing et Chongqing (la capitale des nationalistes en temps de guerre); mais ces campagnes semblent avoir surtout renforcé et étendu les réseaux de production préexistants, en les renforçant par de nouveaux intrants technologiques plutôt que de les remplacer simplement par des usines plus « modernisées »³².

Ce tissu industriel en réseau, organisé administrativement et flexible, était la pierre angulaire des villes portuaires chinoises, où la main-d'œuvre « coolie » était devenue un élément central de la production elle-même et de la myriade de services nécessaires au bon fonctionnement des industries d'exportation ; cette main-d'œuvre coolie n'était dans bien des cas guère plus que de l'esclavage, à l'instar des formes de servitude utilisées aux autres frontières du capital. Les premiers marchés du travail chinois étaient particulièrement aptes à faciliter le déploiement et la vente de cette main-d'œuvre, tant dans des villes comme Canton qu'à l'étranger, où l'on trouvait des coolies coupant la canne à sucre dans les

32 Pour plus de détails sur la façon dont cela a pris forme dans les villes portuaires de l'époque, voir : L. Johnson, « Shanghai : An Emerging Jiangnan Port, 1638-1840 », in *Jiangnan in Late Imperial China*. Albany State University of New York Press, 1933, p. 171-4. Pour plus de détails sur l'industrie textile, voir : « Feuerwerker, Handicraft and Manufactured Cotton Textiles 1971-1910 », in *Journal of Economic History*, vol 30, n° 2, 1970, p. 371-375. Pour des détails sur la campagne d'industrialisation de C. Jitang à Guangzhou, voir A. Lin, « Warlord, Social Welfare and Philanthropy : The Case of Guangzhou under Chen Jitang, 1929-1936 », in *Modern China*, vol 30, n° 2, avril 2004, p. 151-198. Pour une vue d'ensemble, voir G. Arrighi, *Adam Smith in Beijing*, New York, Verso, p. 336-344.

plantations cubaines, construisant des chemins de fer à travers les montagnes Rocheuses et extrayant de l'argent au Pérou. De telles pratiques ont clairement marqué le début de la transition de la Chine vers le capitalisme. Cette transition a pris une forme quasi coloniale, seules de petites parties du pays étant directement subordonnées aux impératifs capitalistes, même si la demande internationale a commencé à exercer une forte attraction sur la production intérieure. La discipline et la vente du travail faisaient partie intégrante de ce processus.

Mais cela n'a pas pris une forme immédiatement « moderne ». La période républicaine a plutôt hérité du système de « supervision officielle et de gestion des marchands » (guandu shangban). Conçu pour une époque où les marchands étaient distincts de la classe dirigeante officielle confucianiste et universitaire, le système du guandu shangban subordonnait les intérêts économiques des marchands aux intérêts politiques des fonctionnaires universitaires. Pendant la période républicaine, l'effondrement de l'administration impériale et la montée de marchands-entrepreneurs nettement plus puissants ont perturbé cette pratique, sans toutefois la renverser complètement. De nombreux fonctionnaires étaient, depuis, devenus des entrepreneurs, tandis que la bureaucratie du GMD offrait une nouvelle caution officielle, bien que très transformée, au développement industriel à l'époque du « capitalisme bureaucratique »³³.

Cela signifie que les propriétaires officiels des usines et des ateliers (y compris les capitalistes chinois) étaient rarement intéressés par les détails de leurs investissements, tant qu'ils continuaient à faire des bénéfices. Il était donc courant de faire appel à des tiers pour assurer la gestion technique et administrative. Mais même ces gestionnaires n'étaient pas directement responsables de la production :

Les gestionnaires, engagés pour produire du profit, étaient évalués pour leurs résultats, quels que soient les moyens utilisés pour les obtenir. Ils étaient les intermédiaires entre les travailleurs et les propriétaires et leurs alliés gouvernementaux.

33 S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, Pantheon Books, New York, Verso, 1977, p. 32-33.

La loyauté envers le propriétaire était bien plus importante que la compétence. Les administrateurs devaient donc déléguer l'autorité principale des opérations à des travailleurs qualifiés et expérimentés, appelés « chefs de gang »³⁴.

Une grande partie du travail quotidien dans l'usine ou sur les quais était à bien des égards autogérée par les travailleurs sur place. Ces travailleurs étaient organisés en unités libres qui étaient elles-mêmes reliées entre elles par une hiérarchie décentralisée, le « chef de gang » (batou) ou l'entrepreneur en main-d'œuvre agissant comme les pivots de ce réseau directement accessible aux administrateurs. Ces administrateurs étaient étrangers aux détails techniques du travail lui-même, sans compter que beaucoup étaient littéralement étrangers, incapables même de parler aux travailleurs en bas de la chaîne. Tout cela était bien sûr accompagné de la brutalité prévisible, dans laquelle de riches gestionnaires venaient superviser leurs usines sur des chaises à porteurs en velours portées par des coolies, les gestionnaires recevant des salaires mensuels d'environ trois cents fois ceux des travailleurs eux-mêmes.

Aux côtés du chef de gang et de l'entrepreneur de main-d'œuvre, il y avait aussi des maîtres de guildes et des sociétés secrètes. Bien que souvent fondées au départ sous les Qing comme des organisations rebelles d'un type ou d'un autre, sous les Nationalistes, la guilde et la société secrète ont pris le caractère de rackets criminels. Chacune d'entre elles a également contribué à façonner les formes de déploiement de la main-d'œuvre qui allaient se développer au cours de cette première période d'intégration capitaliste. Les guildes ont délaissé l'art du métier au profit de la recherche de contrats lucratifs. Elles « devinrent de jeunes entreprises de structure capitaliste dont les directeurs, les maîtres de la guilde, embauchaient des gens pour des salaires qui étaient rapidement reversés à la guilde sous forme de cotisations [...] La brutalité dans l'application du monopole de la guilde sur l'embauche et la construction était courante »³⁵.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*, p. 33.

Les sociétés secrètes, interdites sous les Qing, avaient aidé à encadrer la révolution républicaine de 1911 et, en retour, furent autorisées à opérer ouvertement pour la première fois. Cela a fondamentalement transformé la fonction des sociétés secrètes et a mis fin à la période où elles pouvaient être considérées comme des « révolutionnaires primitifs ». Certaines sont restées fidèles à leurs origines de « bandits sociaux » et ont rejoint le parti communiste. Mais les autres sont devenues des réactionnaires ordinaires :

Pendant les dernières décennies de la période républicaine, ils ressemblèrent beaucoup à la mafia sicilienne, opérant comme des syndicats terroristes et se débarrassant des éléments de « banditisme social » qui avaient été les leurs. Leur liaison continue et mutuellement profitable avec le Kuomintang pendant les années 1920 et 1930 leur a valu la réputation de tueurs à gages du gouvernement (utilisés contre des travailleurs non armés à Shanghai, en 1927), et d'agents des éléments les plus corrompus et les plus réactionnaires du Parti nationaliste ³⁶.

L'influence de ces groupes s'est accrue dans le vide créé par la destruction des syndicats communistes et des cellules du Parti après 1927. Le résultat a été une ville dans laquelle les entrepreneurs, le système des chefs de gang, les guildes et les sociétés secrètes ont tous formé un maillage complexe de déploiement de la main-d'œuvre défini à la fois par la dépendance au salaire et la menace de violence directe commune dans les régimes coloniaux d'accumulation.

En dehors de ces villes portuaires, la Chine n'avait que des projets industriels urbains limités à l'intérieur du pays, « confinés dans des enclaves isolées au sein de l'énorme économie agricole » ³⁷. Ces projets étaient généralement établis comme des tentatives de la part de responsables gouvernementaux des périodes Qing et républicaine pour construire des infrastructures militaires capables de renforcer

³⁶ F. Davis, *Primitive Revolutionaries of China : A Study of Secret Societies of the late Nineteenth Century*, University Press of Hawaii, Honolulu, 1971, p. 171-172

³⁷ S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, op. cit., p. 34.

leurs provinces respectives. Ces « enclaves » industrielles étaient largement autosuffisantes, tout comme les quelques projets intérieurs construits par des étrangers. La grande majorité de l'industrie était une industrie légère située dans le continuum rural-urbain. Ce n'est qu'après l'invasion japonaise qu'une structure industrielle véritablement « moderne » a été construite sur le continent chinois.

Révolution rurale

Lorsque la révolution s'est déplacée dans la sphère rurale à partir de la fin des années 1920, le PCC a eu du mal à s'organiser dans les villages du sud. L'État républicain a pu intervenir dans les relations sociales rurales dans les campagnes du sud d'une manière qu'il ne pouvait pas faire dans le nord ³⁸. Comme de nombreux propriétaires du sud s'étaient installés dans les villes en tant que propriétaires absenteïstes à la fin de la période impériale, l'État a joué un rôle beaucoup plus important dans la médiation des relations de classe dans les villages du sud, lui permettant de « pénétrer la société locale et de coordonner, à ses propres fins, les activités des différents groupes et classes sociales sans employer une force despotique et coercitive. » ³⁹. Dans le nord, cependant, les villages étaient moins divisés par classes et plus unifiés contre l'intrusion de l'État, surtout depuis les tentatives tardives d'augmenter leurs impôts. Cette différence géographique dans les relations entre l'État et la société a donné au PCC plus d'occasions de s'organiser dans le nord pendant la guerre, où il a travaillé avec des villages unifiés contre les nationalistes et les Japonais. En d'autres termes, l'exacerbation des différences de classes n'était pas la stratégie la plus efficace pour le PCC, et le village devint « l'unité de base » des efforts de mobilisation ⁴⁰. Cette

38 C. Liu, *Peasants and Revolution in Rural China*, Routledge, Londres, 2007.

39 *Ibid.*, p. 47.

40 *Ibid.*, p. 98 ; A. Day, « A Century of Rural Self-Governance Reforms : Reimagining Rural Chinese Society in the Post-Taxation Era », in *The Journal of Peasant Study*, 2013, p. 937.

relation fut renforcée par les politiques foncières et fiscales du PCC pendant la guerre.

Ce succès dans les villages relativement unifiés du nord est devenu un modèle pour la révolution. Le nouveau populisme du Parti s'est développé à partir des contradictions sociales produites au cours des décennies précédentes par la subsumption inégale de la sphère rurale au sein du capitalisme mondial. Ces conditions ont contribué à créer deux tendances politiques contradictoires : une politique de lutte des classes, qui répondait à l'inégalité rurale croissante et au contrôle de plus en plus strict de la noblesse sur les surplus et les marchés ruraux, et une politique d'unité nationale, qui faisait face à l'invasion étrangère, à l'impérialisme et à la soumission aux puissances étrangères. Bien que de nombreux moments d'antagonisme de classes aient eu lieu pendant la révolution, la politique d'unité nationale a dominé pendant la période révolutionnaire et une grande partie de la période post-révolutionnaire. En ce sens, les conditions de la politique du PCC reflétaient celles du GMD, avec son accent sur l'unité nationale, bien que le PCC ait été plus à même de combler la contradiction entre ces deux politiques avec le concept de « peuple ». L'accent mis sur l'unité nationale était incomplet et unilatéral. « Le peuple », en revanche, n'était défini ni par la seule citoyenneté nationale ni par la classe sociale. Au contraire, la position subjective de chacun vis-à-vis de la révolution le plaçait à l'intérieur ou à l'extérieur du « peuple ». Ainsi, même la bourgeoisie nationale (les capitalistes chinois qui ne collaboraient pas directement avec les puissances étrangères) et les riches paysans et propriétaires patriotiques pouvaient devenir membres du « peuple », à condition de mettre leur poids (et leurs ressources) au service de la révolution. Cet accent mis sur la subjectivité restera une composante importante de la politique du PCC à partir de cette époque.

Les progrès de la réforme agraire – qui ont donné lieu à une série de campagnes et de mouvements de base pour la redistribution des terres – ont fluctué avec la politique du parti. Dans les régions du nord, sous le contrôle du Parti avant 1949, la réforme agraire a commencé en 1946, lorsque la guerre civile avec le GMD a été relancée. Au départ, le Parti ne

donnait son « approbation » qu'aux paysans qui prenaient des terres aux propriétaires, mais en 1947, il a fait de la « redistribution égalitaire des terres » un « principe directeur » ⁴¹, un processus initial qui a pris fin en 1948 lorsque le Parti a décidé qu'il avait été mené de manière trop radicale. Un processus de réforme agraire plus radical, qui a éliminé la noblesse rurale, n'a repris qu'après l'arrivée au pouvoir du PCC au niveau national, ce qui a conduit à une redistribution des terres à grande échelle.

Bien que souvent issu de rébellions paysannes répétées qui s'étaient produites indépendamment du Parti, le processus lui-même impliquait que les cadres du Parti ⁴² identifient des éléments actifs clés parmi la paysannerie pauvre pour mener la lutte contre les classes de propriétaires terriens et de paysans riches. L'objectif était d'éliminer les classes d'exploiteurs ruraux tout en cultivant un groupe actif de partisans locaux. Cette double approche était essentielle pour renforcer le pouvoir de l'État dans les villages, car elle donnait aux nouvelles structures administratives un mandat local. Ce processus allait également fournir les graines d'une nouvelle structure de classe qui allait se développer au cours de l'ère socialiste, puisque le processus impliquait de classer publiquement les villageois en cinq catégories de classe, en fonction de leur rapport à l'exploitation avant la prise du territoire par les communistes. En Chine du Nord, ce processus a été plus violent, car les divisions de classe se sont aggravées dans les villages auparavant plus unifiés. Une fois le processus terminé, une nouvelle structure de pouvoir villageoise a émergé. Dans le Sud, le processus a été plus doux, seuls les excédents de terres des riches paysans étant redistribués. La plupart des propriétaires d'avant-guerre

⁴¹ L. Fangchun, *Class, Power and the Contradictions of Chinese Revolutionary Modernity : Interpreting Land Reform in Northern China 1946-48*, thèse de doctorat, Université de Californie, Los Angeles, 2008, p. 3.

⁴² « Cadre » traduit ici le terme chinois « ganbu », qui désigne les fonctionnaires du parti et de l'État. Le terme peut être utilisé au singulier ou au pluriel. Bien que souvent peu claire pour les lecteurs de langue anglaise, la traduction est devenue la norme dans toute la littérature, c'est pourquoi nous l'utilisons tout au long de ce document pour maintenir la cohérence avec nos sources.

étaient absentéistes, et ne vivaient donc plus dans les villages une fois la réforme agraire commencée. Les principes directeurs du processus de réforme agraire d'après 1949 étaient d'augmenter la production tout en éliminant les classes qui pouvaient concurrencer l'État pour le surplus.

Malgré la diversité des méthodes, à travers la Chine, les propriétés foncières ont été largement égalisées au sein des villages. La grande majorité des familles paysannes en ont bénéficié et le Parti a obtenu un soutien critique. Officiellement, 300 millions de paysans ont gagné des terres et plus de 40 % des propriétés foncières ont été redistribuées. Les propriétés de ceux désignés comme propriétaires fonciers sont passées de 30 % à 2 % ⁴³, ce qui a renforcé la production des ménages ruraux, de nombreuses familles de paysans ayant désormais pour la première fois un accès direct aux moyens de production. La réforme agraire a été pratiquement achevée en 1953, créant l'égalité de la propriété foncière au niveau des villages, renforçant le contrôle du Parti sur les villages et éliminant la noblesse rurale, rivale de l'État dans l'extraction des surplus ruraux. En facilitant le processus, le Parti avait gagné un large mandat populaire. Pendant ce temps, l'économie rurale se remettait du long marasme de la guerre, produisant un surplus que le nouvel État cherchait maintenant à extraire ⁴⁴.

Mandchourie japonaise

L'invasion japonaise a eu des effets contradictoires sur l'économie chinoise. Tout d'abord, elle a entraîné des destructions sans précédent. L'infrastructure nationale de transport construite à l'époque des Qing et des républicains a été réduite en miette par les bombes. Le système bancaire nouvellement créé, qui avait stabilisé les prix pour la première

43 C. Riskin, *China's Political Economy : The Quest for Development Since 1949*, Oxford University Press, 1987, p. 50.

44 V. Lippit, *Land Reform and Economic Development in China : A Study of Institutional Change and Development Finance*, Routledge, Londres, 1975, considère la facilitation de l'industrialisation comme le principal avantage des politiques rurales du PCC.

fois depuis le programme américain d'achat d'argent (argent métal : programme du New Deal, en 1935), s'est rapidement effondré sous l'occupation. Cela a entraîné des tentatives désespérées d'imprimer des billets de banque pour soutenir les dépenses de guerre, déclenchant une crise inflationniste qui allait finalement dévaster l'économie républicaine. Face à la destruction de la ceinture de riz du sud, les denrées alimentaires se sont raréfiées et le million d'ouvriers industriels et les dix millions d'artisans du pays ont été confrontés au chômage et à l'hyperinflation des prix des denrées alimentaires. Une grande partie de ce chaos économique s'est poursuivie pendant la guerre civile dans les zones sous contrôle du GMD, et tous ces problèmes ont ensuite été hérités par le PCC après sa victoire ⁴⁵.

Mais la destruction n'était pas le seul héritage. À l'approche de la guerre du Pacifique, les Japonais ont fait d'énormes investissements en Mandchourie et à Taïwan, construisant essentiellement une structure industrielle entièrement nouvelle en quelques années, dont l'échelle et la portée dépassaient de loin les investissements réalisés par les capitalistes étrangers au cours du siècle précédent. Ensemble, ces ceintures manufacturières construites par les Japonais étaient deux fois plus grandes que l'ensemble de l'industrie chinoise d'avant-guerre⁴⁶.

La géographie productive de l'Asie de l'Est continentale a ainsi été reformatée, avec moins de dépendance à l'égard des ports et des zones d'exportation et beaucoup plus de la nouvelle industrie lourde intérieure produisant pour la consommation intérieure (principalement militaire). Pendant ce temps, toute la région du Nord-Est a connu une vague d'urbanisation qui n'a pas pu être égalée en ampleur ou en vitesse avant les années 1980. En 1910, les citoyens de la Mandchourie ne représentaient que 10 % de sa population totale. En 1940, la population urbaine avait doublé ⁴⁷, et

45 Voir C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, op. cit., p. 6-7.

46 Pour les chiffres exacts, voir *ibid.*, p. 8.

47 D. Tucker, « Labor Policy and the Construction Industry in Manchukuo : Systems of Recruitment, Management, and Control in P. H. Kratoska, Ed., *Labor in the Wartime Japanese Empire*, ME

nombre de ces nouveaux résidents étaient eux-mêmes des migrants venus d'autres régions du nord de la Chine, qui retournaient fréquemment dans leurs villages après avoir terminé une mission de travail, aidés en cela par les réseaux de chemins de fer et de bateaux à vapeur japonais⁴⁸.

Contrairement aux réseaux industriels décentralisés et à petite échelle des villes portuaires, la zone de production japonaise était de grande échelle, intégrée verticalement et complètement absorbée par la bureaucratie de la production du temps de guerre. La structure des usines tentait d'imiter les énormes conglomerats tayloristes de la ceinture industrielle américaine, avec des entreprises à forte intensité de capital basées sur les machines les plus avancées, toutes exploitées par « une main-d'œuvre chinoise bon marché et une gestion quasi féodale du travail »⁴⁹. Au début du développement de la région, une main-d'œuvre japonaise plus qualifiée fut utilisée, mais rapidement les Japonais formèrent des techniciens chinois moins chers pour les remplacer.

Ces travailleurs chinois étaient, en Mandchourie comme ailleurs, fournis par des chefs de bande (gangs-bosses) ou entrepreneurs de main-d'œuvre, qui recevaient des employeurs japonais la somme totale des salaires et les distribuaient aux travailleurs comme ils le jugeaient bon, en s'en réservant une large part. Mais alors que le système des gangs utilisé dans les villes portuaires du sud voyait les chefs de bande, en concurrence avec les guildes et autres entrepreneurs, commander de plus petits réseaux de recrutement de main-d'œuvre qui étaient envoyés dans des entreprises beaucoup plus petites, ces usines japonaises modernes nécessitaient un déploiement de main-d'œuvre à une toute autre échelle. Beaucoup n'utilisaient « qu'un petit nombre de batou qui fournissaient et géraient plusieurs milliers d'ouvriers »⁵⁰. Cette gestion était répartie selon une hiérarchie de chefs de

Sharpe, Inc., Armont, NY, 2005, p. 28.

48 La similitude avec le système chinois actuel de main-d'œuvre rurale migrante basé sur la classification *Hukou* est remarquable.

49 D. Tucker, « Labor Policy and the Construction Industry in Manchukuo : Systems of Recruitment, Management, and Control » *op. cit.*, p. 28.

50 *Ibid.*, p. 29.

bande verticalement intégrée, avec le « batou numéro 3 » au bas de l'échelle commandant des équipes d'« une quinzaine d'ouvriers ». Dans le même temps, la hiérarchie des chefs de gang était elle-même amortie par une bureaucratie étendue, avec d'autres fonctionnaires également, tels qu'un xiansheng ou un sensei (qui était commis, comptable et payeur), des cuisiniers et des porteurs ⁵¹.

En dessous de tout cela, il y avait les ouvriers, considérés comme temporaires, et les « occasionnels » encore plus mal lotis qui n'avaient pas la protection d'un chef de gang. Les ouvriers non occasionnels recevaient un salaire, souvent journalier, et recevaient du chef de gang certaines aides supplémentaires, notamment de la nourriture, un logement, des soins médicaux, une protection et des activités récréatives. Les salaires eux-mêmes étaient souvent échelonnés en fonction de l'origine des ouvriers, les migrants ne recevant que les deux tiers de ce que recevaient les travailleurs locaux ⁵². Dans certains cas, comme dans les mines de charbon de Fushun, les ouvriers étaient embauchés et payés directement par l'entreprise, mais le travail était toujours supervisé par les chefs de bande agissant en qualité d'administrateurs du travail. À un niveau plus élevé, la gestion de toute la région avait un caractère tayloriste, avec des experts comme Wada Toshio, directeur de l'Institut de psychologie Daito d'Hiroshima, envoyés pour tester les aptitudes des travailleurs, augmenter leur efficacité et standardiser la production ⁵³.

Confrontés à une pénurie de main-d'œuvre vers le début des années 1940, les Japonais se sont rapidement tournés vers des moyens de recrutement plus coercitifs. Ils forcèrent notamment les jeunes scolarisés, les prisonniers, les vagabonds et la population flottante de chômeurs ou de travailleurs occasionnels à effectuer un service de travail largement non rémunéré et obligatoire, le tout officialisé par la loi d'avril 1940 sur l'armée nationale, qui visait la conscription universelle dans les projets de développement militaire et industriel. Ceux qui n'étaient pas enrôlés dans l'armée elle-même étaient envoyés dans les corps de travail national « entre vingt et

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*, p. 36.

⁵³ *Ibid.*, p. 31-32.

vingt-trois ans travailler dans la construction militaire, les industries essentielles ou la production locale »⁵⁴ La brutalité de ce régime de travail ne doit pas être sous-estimée, et a été assez justement comparée aux camps de concentration allemands dans l'ampleur et la portée de sa dévastation.

Tout au long de cette période, les tentatives de rationalisation et de modernisation du déploiement du travail par la mise en œuvre de méthodes tayloristes et l'utilisation de salaires horaires ont donc coexisté avec des régimes qui s'appuyaient, en dernier ressort, sur la menace de violence, que ce soit de la part du chef de bande ou par la relance des systèmes de travail en corvée et des méthodes de production et de commerce « tributaires », et ont finalement été supplantées par ces régimes. Ce système présentait des similitudes avec diverses formes d'accumulation précapitaliste observées dans toute l'Eurasie, et les auteurs qui ont écrit sur le système de travail de Mandchourie l'ont négligemment qualifié de « féodal ». Plus important encore, ces aspects « féodaux » du régime de travail sont souvent décrits comme étant en tension avec le système proprement « rationnel » et tayloriste de déploiement de la main-d'œuvre par le biais de la relation salariale.

Mais cette opposition n'est pas aussi claire. Malgré ses éléments prétendument « féodaux », l'industrialisation japonaise de la Chine continentale peut très bien être considérée comme le début d'une transition vers un mode de production explicitement capitaliste dominé par la production de valeur. Plutôt que de voir l'édification du complexe de guerre japonais (ou de ses équivalents allemands, italiens ou américains) comme étant motivée par une simple folie militaire, nous devons comprendre ces expansions militaires comme des nécessités d'accumulation posées par des États confrontés à des limites de leur croissance et embourbés dans une crise de la production de valeur. La colonisation japonaise du continent a été une réponse à une crise du capitalisme mondial. Dans un sens, cela peut être compris comme un processus « d'accumulation primitive », mais seulement si nous séparons le terme de ses connotations d'un

⁵⁴ *Ibid.*, p. 49-50.

capitalisme commercial en expansion, autour de la gestation européenne du mode de production capitaliste dans ses séquences génoises, néerlandaises ou britanniques.

L'entrée du Japon en Mandchourie a marqué une tentative de passer de la simple pratique coloniale des « entreprises capitalistes opérant principalement par des modes archaïques (« précapitalistes ») d'organisation du travail aux niveaux techniques faibles et généralement stagnants »⁵⁵ (une légère simplification pour la Chine, mais largement conforme à la façon dont les choses fonctionnaient dans les villes portuaires) à des entreprises industrielles à grande échelle, hautement mécanisées et coordonnées, capables d'accroître la productivité et donc de générer une plus-value relative, plutôt que de simplement récolter une plus-value absolue auprès d'un plus grand nombre de travailleurs. Le produit de ce processus était destiné à être échangé et investi sur les marchés nationaux et internationaux en pleine croissance, que les Japonais (re)construisaient activement.

Le développement par le Japon du système des chefs de bandes et la mise en place du travail forcé n'étaient donc en aucun cas une forme de retour aux modes de production précapitalistes. Il s'agissait plutôt d'une logique capitaliste de production poussée à l'extrême – littéralement un effort de dernière minute pour préserver les relations sociales capitalistes qui assuraient la poursuite de l'accumulation de valeur sur le continent est-asiatique. Une progression des taux de croissance, la circulation croissante des marchandises sur le marché intérieur et le début de la transition démographique urbaine ont suivi, parallèlement à la prolétarianisation massive des anciens paysans migrants. Ces formes de déploiement de la main-d'œuvre étaient en fait le complément ultime des campagnes de « rationalisation » tayloristes, car, face à la pénurie de main-d'œuvre et aux défaites militaires, seules ces formes de déploiement de la main-d'œuvre ont fonctionné, ou, plus exactement : ont fait travailler les gens. [*]

NdT :

[*] jeu de mot intraduisible sur work, à la fois « fonctionner » et « travailler ».

55 J. Banaji, *Theory as History*. Haymarket, Chicago IL, 2010, p. 62.

L'héritage industriel

Après l'effondrement de ce complexe militaire japonais sous les offensives soviétiques et américaines en 1945, le capital fixé en Mandchourie a été transféré à la propriété de l'État du GMD. Cette structure industrielle était principalement orientée vers la production d'électricité (63 % de l'industrie électrique du pays était détenue par l'État du GMD après la défaite japonaise, produite par des usines saisies aux Japonais en retraite) et de matériaux industriels primaires (acier et fer : 90 %, tungstène : 100 %, étain : 70 %, ciment : 45 %). La valeur totale du capital industriel de l'État a été multipliée par cent en dix ans, passant de 318 millions de yuans en 1936 à 3 161 millions de yuans en 1946, où il représentait 67,3 % du capital industriel total ⁵⁶.

Le GMD a été totalement incapable de gérer cette vaste nouvelle bureaucratie. Incapables de maîtriser l'inflation, les tendances économiques désastreuses initiées sous les Japonais se sont poursuivies sous les Nationalistes, qui étaient mal adaptés pour relancer le projet d'expansion impériale commencé par leurs prédécesseurs. La classe moyenne qui avait commencé à se former avant l'invasion était désormais pratiquement liquidée. Un nouveau «seigneurisme» de guerre bureaucratique (bureaucratic warlordism) apparut à côté et au sein du GMD qui s'effondrait, créant des conditions presque parfaites pour le développement des armées communistes dans les campagnes.

Alors que le GMD commençait à céder des territoires au PCC pendant la guerre civile, cette structure industrielle d'État construite par le Japon était la composante la plus intacte de la production non agricole dont les communistes ont hérité. La Mandchourie a été conquise très tôt grâce à l'aide militaire substantielle de la Russie, qui a fourni des quantités importantes de munitions, d'artillerie, de chars et d'avions à

⁵⁶ C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, op. cit., p. 8-9.

l'armée communiste tout en contribuant à la reconstruction du système ferroviaire de la Mandchourie. Mais cette assistance a également eu un coût important, puisque Staline a ordonné aux troupes russes de s'associer au GMD et de piller les usines de Mandchourie afin de restaurer l'industrie de l'URSS elle-même, qui avait souffert de la guerre ⁵⁷.

C'est donc en Mandchourie que le PCC s'est d'abord confronté aux questions de l'industrialisation et de l'urbanisation qui allaient devenir de plus en plus centrales à l'époque socialiste. Cela signifiait non seulement que le Parti devait trouver des moyens de surmonter les obstacles techniques, puisque son « aile urbaine ne pouvait pas fournir les cadres formés nécessaires pour s'occuper de la relance de la production urbaine » ⁵⁸, mais aussi qu'il devait fusionner ses ailes urbaine et rurale, qui avaient auparavant fonctionné avec une relative autonomie. L'aile urbaine, dirigée par Liu Shaoqi, avait été engagée dans des activités clandestines pendant le contrôle du GMD et l'occupation japonaise, ce qui nécessitait que son organisation mette l'accent sur le secret, des chaînes de commandement hautement contrôlées et une discipline stricte.

Lorsque l'aile urbaine s'est vu confier la responsabilité de la production en temps de guerre et des premières étapes de l'industrialisation dirigée par les communistes, elle fonctionnait encore sous une structure de commandement très contrôlée conçue pour les activités clandestines. Les problèmes que cela posait étaient reconnus, mais il n'y avait pas d'alternative. Même lorsque les travailleurs eux-mêmes pouvaient intervenir pour faire fonctionner les machines après la fuite des responsables japonais et du GMD, l'aile urbaine du Parti était la seule force restante capable de coordonner la production entre les usines et de gérer la distribution de leur production au-delà de la ceinture géographiquement concentrée de l'industrie lourde en Mandchourie.

⁵⁷ D. Heinzig, *The Soviet Union and Communist China, 1945-1950 : The Arduous Road to the Alliance*. East Gate, New York City, NY, 1998, p. 101.

⁵⁸ S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, op. cit., p. 45.

Les décisions qui y ont été prises, plus que partout ailleurs, ont touché à la racine du projet communiste. Si le Parti se contentait de s'emparer de l'infrastructure industrielle construite par les Japonais, il risquait de relancer le processus d'expansion brutal pour lequel ces industries avaient été construites et de reconstruire la bureaucratie nécessaire à leur fonctionnement. Même si le Parti déléguait le contrôle direct de ces industries aux travailleurs restants, formés pour les faire fonctionner, cela n'aurait pas permis de résoudre les problèmes structurels inhérents au fonctionnement de ces grandes usines, ni le défi posé par leur concentration géographique. La hiérarchie des chefs de gang aurait pu être remplacée par celle de représentants élus, mais cela aurait simplement remplacé une bureaucratie plus darwinienne par une bureaucratie démocratique.

En d'autres termes : l'infrastructure industrielle de la Mandchourie n'était pas un moteur de production politiquement neutre qui pouvait simplement être saisi et conduit à de meilleures fins. Au contraire, l'ensemble de ses réseaux logistiques, sa géographie inégale et son organisation de base au niveau des usines (allant de la construction physique à l'administration), ont été conçus précisément pour aspirer les travailleurs migrants dans le nouveau noyau urbain-industriel, les coupant de leurs propres moyens de subsistance et les forçant à dépendre de diverses strates de gestion pour leur propre reproduction, que ce soit par le biais de salaires ou de logements et de soins médicaux fournis par des chefs de gangs. Cela ne signifie pas, bien sûr, que cette infrastructure était intrinsèquement mauvaise ou inutile pour un projet communiste – mais simplement que les gains de la technologie moderne et l'augmentation de la productivité étaient étroitement liés à ces limites.

Le problème était de savoir comment, précisément, utiliser la capacité de production de cette infrastructure héritée tout en transformant simultanément les relations de production de la société – une transformation qui ne peut se produire qu'à une échelle beaucoup plus grande que l'entreprise individuelle, et qui n'est en aucun cas produite par une agglomération linéaire de petits changements apportés aux relations des travailleurs individuels avec les lieux de travail

individuels, bien que ceux-ci soient évidemment importants et se produisent à chaque étape du processus. Ce n'est donc qu'en s'attaquant à ce problème plus vaste que les théories du Parti sur l'organisation industrielle deviendront pertinentes. Ces théories descendantes, entre-temps, étaient souvent associées à l'activité ascendante des travailleurs de ces industries, dont les propres opinions sur ces questions contribuaient à l'hétérogénéité globale du projet communiste, qui n'était en aucun cas réductible au PCC. Les trois décennies suivantes seront marquées par des luttes pour la transformation et l'expansion de cet héritage industriel, le Parti absorbant nombre de ces positions hétérogènes pour assurer son hégémonie stratégique – une hégémonie fondée sur les potentiels de production.

La fracture urbaine

Malgré la majorité paysanne du pays et sa base révolutionnaire rurale, ce sont les villes qui sont devenues centrales dans la tentative d'étendre les acquis de la modernisation au-delà des frontières de la Mandchourie et des ports du Sud. Pour la première fois dans l'histoire de la région, l'archipel industriel allait ainsi se fondre dans une véritable « économie nationale », tout en créant une tête de pont majeure dans la transition espérée vers une société communiste mondiale. Lors de la deuxième séance plénière du septième comité central du PCC en mars 1949, Mao déclara que « le centre de gravité du travail du Parti s'est déplacé du village vers la ville »⁵⁹, mais les « enclaves industrielles » des villes se sont avérées être de sérieux obstacles, non pas tant à la construction de « l'économie nationale » (en fait, elles s'avéraient être de dangereux accélérateurs), mais plutôt à la construction de tout ce qui se rapproche d'un projet communiste au xx^e siècle.

⁵⁹ *ibid.*, p. 44.

L'ère socialiste a en effet été une période de transition, au cours de laquelle une « économie nationale » a été progressivement construite à partir de sous-régions économiques disparates et de diverses méthodes de déploiement de la main-d'œuvre. Mais la caractéristique fondamentale de cette « économie nationale » – dont on pourrait dire qu'elle s'étend de la ville à la campagne, déterminant la relation entre les deux – était la mise en œuvre de la norme céréalière et l'acheminement net des ressources de la campagne à la ville. En d'autres termes, le pivot de tout le projet de développement était l'élargissement de la fracture entre les villes et les campagnes, malgré l'augmentation de la richesse sociale totale du pays.

L'énigme fondamentale posée par l'existence de la ville était la suivante : comment était-il possible de mettre en œuvre une révolution agraire pour réduire les coûts de base de la vie, permettant une égalité qui n'était pas l'égalité dans la pénurie dans le pays le plus pauvre du monde, sans également saper les bases de ce projet égalitaire en privilégiant les zones industrielles géographiquement concentrées et en générant de nouvelles hiérarchies par l'urbanisation ? Pour mettre cela en perspective, il suffit de rappeler que l'Asie de l'Est continentale, au moment de sa révolution, était l'une des régions les plus sous-développées du monde.

Comparée à la Chine en 1943, la Russie en 1913 (elle-même un pays agraire largement sous-développé à la veille de sa révolution) fabriquait déjà trois fois plus de tonnes d'acier, deux fois plus de tonnes de fer, avait deux fois plus de kilomètres de chemins de fer et produisait trente fois plus de pétrole ⁶⁰. Tout cela est exprimé en termes absolus, plutôt que par habitant, sans tenir compte de la population chinoise nettement plus nombreuse. De cette population, très peu de personnes étaient employées dans les industries urbaines modernes. Jusqu'au début des années 1950, moins de 2 % de la population chinoise étaient « ouvriers et employés » ⁶¹, la grande majorité étant des paysans.

60 Voir le tableau 1 dans C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, Université of Michigan, op. cit., p. 14.

61 C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, op. cit., p. 14.

L'urbanisation n'est pas un problème simple. Les théories urbaines sont souvent saturées d'idéologie. La plus populaire est le « modèle commercial » du développement capitaliste, qui dépeint le capitalisme comme une émanation inévitable de la nature humaine, et qui suppose aussi généralement « que les villes sont dès le début un capitalisme embryonnaire »⁶². Cela implique « que les villes étaient par nature anti-féodales, de sorte que leur croissance, quelle que soit la façon dont elle s'est produite, a sapé les fondations du système féodal »⁶³. Ce modèle tend également à déduire que les villes sont, en fait, anti-féodales dans tout mode de production autre que le capitalisme et que toutes les formes d'urbanisation sont intrinsèquement capitalistes.

En réalité, le capitalisme n'a pas été le seul mode de production qui a connu des processus d'urbanisation majeurs. Néanmoins, on suppose souvent simplement que l'abolition du capitalisme implique l'abolition de la ville et l'éclatement de l'industrie en une « cité-jardin » de champs, d'usines et d'ateliers, dans laquelle la population elle-même doit être à peu près égale sur tout le territoire habité. Les travaux de Marx et Engels eux-mêmes exacerbent cette confusion. La « répartition plus équitable de la population entre la ville et la campagne » est l'une des dix mesures avancées dans le *Manifeste communiste*. Bien que cette mesure puisse être comprise comme une réponse aux inégalités particulières entre la campagne et la ville qui étaient apparues en Europe à l'époque, elle est ensuite rendue a-historique dans *L'origine de la famille*, où Engels revendique la ville comme une « caractéristique fondamentale de la civilisation », et donc un point d'origine pour toutes les structures de classe premières⁶⁴.

Dans les premières années de l'ère socialiste chinoise, un principe similaire sera rapidement inscrit dans les documents officiels, reprenant le langage du *Manifeste*. Peu d'attention a été accordée au fait que, contrairement à la norme européenne observée par Marx et Engels, l'Asie de l'Est

62 E. M. Wood, *The Origin of Capitalism : A Longer View*, New York, Verso, 2002, p. 13.

63 *Ibid.*, p. 15.

64 *Ibid.*, p. 201.

continentale présentait déjà une répartition très équitable de la population entre la ville et la campagne. Cette politique a été conçue pour répondre à un problème qui n'existait que très peu, et le résultat a été que toute tentative de créer les conditions permettant d'abolir la distinction entre ville et campagne a eu tendance à accroître l'inégalité entre les deux. Mais la reconnaissance du problème a également permis de mettre un terme à l'urbanisation elle-même – en doublant effectivement la fracture en fixant une plus grande partie de la population dans les campagnes sous-financées. La fracture urbaine a donc été exacerbée par toutes les tentatives pour y échapper.

Nouvelle démocratie, ancienne économie

Bien que rencontrée très tôt en Mandchourie, la question de la ville n'a été mise au premier plan qu'à la fin de la guerre civile, quand toutes les grandes zones urbaines de Chine sont tombées aux mains de l'armée révolutionnaire, à l'exception de celles de Hong Kong et de Taïwan. Auparavant, les problèmes posés par l'industrie urbaine avaient été soit partiellement résolus, soit temporairement reportés par la guerre. Les villes du Nord et du Nord-Est sont devenues des centres de production en temps de guerre, ce qui a nécessité à la fois des niveaux d'emploi élevés et une reprise plus complète de ces industries des mains de leurs anciens propriétaires, qu'il s'agisse de capitalistes privés ou de bureaucrates japonais et du GMD. Dans ces régions libérées plus tôt, « de nombreuses entreprises privées étaient en fait dirigées par des travailleurs après avoir été abandonnées par leurs anciens propriétaires et tout ou partie de leur personnel de direction »⁶⁵. Il en était largement de même pour les industries d'État dans les premiers stades de la production en temps de guerre, avant l'importation de cadres et de techniciens soviétiques.

65 J. Sheehan, *Chinese Workers: A New History*, Londres, Routledge, 1998, p. 17.

La situation a cependant changé à la fin de la guerre civile. Dans les villes portuaires du Sud, plus tard libérées, de nombreux propriétaires et directeurs restèrent présents, amenant de précieuses compétences techniques et l'accès au crédit étranger en échange d'un traitement favorable du Parti. Plus important encore, la victoire signifiait que les communistes s'étaient emparés de plusieurs des plus grandes zones urbaines du pays précisément au moment où la relance des industries de ces villes en temps de guerre s'essouffait et où le blocus économique soutenu par les États-Unis venait juste de commencer. Le nombre de travailleurs et de réfugiés de guerre a grimpé en flèche, mais de nombreuses industries des villes côtières avaient été bombardées par les Japonais ou sabotées par le GMD qui battait en retraite. Rien qu'à Canton, «il a été rapporté en décembre 1949 que moins d'un quart des entreprises de la ville fonctionnaient à pleine capacité, alors que près d'un tiers de la main-d'œuvre totale était au chômage » ⁶⁶.

Ces chômeurs avaient eux-mêmes contribué de manière significative à la victoire communiste. Plutôt que d'être les sujets réticents d'un nouveau régime, le renversement des Japonais puis du GMD avaient été activement encouragé par de nombreux travailleurs. Tout au long des années 1930, des vagues de grèves périodiques avaient déferlé sur le territoire occupé, résultat à la fois de l'activité communiste clandestine et d'un mouvement ouvrier de grande envergure, bien que désorganisé. Après que les Japonais ont transféré le pouvoir au GMD, les grèves n'ont fait qu'augmenter, « avec plus de 3 millions d'ouvriers participant à des grèves rien qu'en 1947 » ⁶⁷. En entendant parler des programmes de réforme agraire des communistes dans les campagnes et des saisies d'usines dans le nord, de nombreux ouvriers ont été incités à agir contre le GMD dans l'espoir que les techniques de gestion brutales, les bas salaires et les hiérarchies arrogantes qu'ils connaissaient soient renversés par la prise de contrôle directe des industries du sud ⁶⁸.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 18.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 15.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 16.

Mais alors que le parti se concentrait sur la réforme agraire dans les campagnes, la tâche immédiate dans les villes devenait la relance de la production. S'ils ne pouvaient pas remettre les usines en marche, il n'y aurait aucun moyen de moderniser l'agriculture, laissant la paysannerie à son cycle historique de croissance démographique, marqué par la famine et l'expansion mercantile. Plus pressant encore, il y avait le problème des chômeurs urbains, eux-mêmes sous-alimentés et logés dans des conditions épouvantables – de nombreux citadins vivant littéralement dans les décombres laissés par vingt ans de guerre presque constante. Un flux de population en provenance des zones rurales en guerre avait à la fois gonflé la population urbaine et réduit la capacité de production alimentaire du pays.

En 1949, les villes fortement peuplées étaient donc tributaires des importations de biens de consommation et de nourriture, et de nombreux habitants étaient logés dans des bidonvilles informels. Lorsque le blocus international des communistes victorieux a commencé, le pays a rapidement été privé de ces importations nécessaires ⁶⁹. Si les Chinois devaient reconstruire leurs villes, ils devraient produire leur propre béton, acier, électricité et, surtout, des céréales pour nourrir les travailleurs à chaque étape de ce processus.

Si, en revanche, les villes devaient être partiellement abandonnées au profit de la transformation des campagnes dans le but de construire une sorte de socialisme agraire, on ne savait pas comment le pays déchiré par la guerre pourrait échapper à une famine immédiate, à une nouvelle expansion de l'activité commerciale conduisant à une autre ère de seigneurs de la guerre ou à son pendant direct, l'invasion étrangère – une menace qui se profilait à l'horizon lorsque les Américains commencèrent à occuper une grande partie du territoire dont les Japonais s'étaient emparés des décennies auparavant. Peut-être plus important encore, une telle option aurait probablement conduit à la rupture des liens fraîchement renoués avec l'URSS, l'une des seules sources d'aide internationale et de formation technique de la Chine,

69 S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, op. cit., p. 44-45 pour un aperçu de ces problèmes.

sans parler de la plus grande menace militaire frontalière de la Chine ⁷⁰.

Néanmoins, les tentatives de formes agraires de socialisme n'étaient pas sans précédent, puisque les anarchistes, les républicains et les communistes avaient préconisé et même tenté de construire de tels projets ruraux égalitaires dans le passé, notamment dans les mouvements du Nouveau village, de la Reconstruction rurale et de la Coopération villageoise du début du xx^e siècle. Certains, comme l'anarchiste tolstoïen Liu Shipei, ont envisagé que l'objectif final de tout projet égalitaire en Chine soit de nature antimoderne, en rendant au pays son héritage agraire ⁷¹. Bon nombre des premiers membres du PCC étaient issus du mouvement anarchiste et avaient conservé plus qu'une petite fidélité aux modèles de développement décentralisé qui mélangeaient l'activité industrielle et agricole et encourageaient ainsi l'émigration à partir des centres urbains.

Bien que cette dernière option puisse sembler absurde, étant donné le dévouement intellectuel du Parti à un marxisme tronqué et à certaines des pires caractéristiques du Haut stalinisme, [*] il faut se rappeler à quel point le programme communiste s'était déjà éloigné dans les campagnes de la voie soviétique. L'attachement chinois aux pratiques staliniennes, et surtout les justifications théoriques de ces pratiques, étaient davantage le produit d'un pragmatisme opportun que d'une croyance naïve en l'infailibilité du modèle russe. Les lectures de l'histoire socialiste chinoise privilégient souvent indûment le rôle de la théorie et de l'idéologie dans les décisions d'une époque qui était en fait marquée par une immense diversité et une expérimentation continue, même si elle n'était pas couronnée de succès.

Ici, cependant, nous soulignons que les conditions matérielles de base d'une société et les limites objectives

⁷⁰ Une revue de la littérature sur la Mandchourie en temps de guerre montre que de nombreux communistes chinois craignaient que les russes ne s'emparent tout simplement de la Mandchourie et peut-être de toute la péninsule coréenne après avoir chassé les Japonais.

⁷¹ A. Dirlik, *Anarchism in the Chinese Revolution*, University of California Press, Berkeley, 1991, p. 100-109.

qu'elles posent sont primordiales pour toute compréhension marxiste de l'histoire. Cela ne veut pas dire que l'héritage idéologique des communistes chinois n'était pas pertinent – nous verrons à quel point il était paralysant – mais nous soulignons par là que les limites auxquelles le projet communiste chinois a été confronté au xx^e siècle n'étaient pas principalement des limites imaginaires. Pour revenir à l'exemple ci-dessus : s'il y avait eu de puissants facteurs d'attraction matériels offrant aux gens une vie meilleure dans une campagne en temps de paix, il est probable qu'il y aurait eu une pression démographique vers les zones rurales – pas du tout sans précédent dans l'histoire des villes de la région – et que le Parti aurait dû d'une manière ou d'une autre restreindre ou accommoder cette tendance.

Le fait le plus marquant, cependant, est que la prospérité agricole n'a pas été au rendez-vous. Les villes étaient en ruines. Les industries du Nord-Est étaient moins impactées, dirigées à cette époque par des ouvriers plus ou moins directement. Mais la majorité de ces travailleurs n'avaient jamais eu accès aux compétences techniques de haut niveau nécessaires aux réparations complexes, à la modernisation ou à la coordination entre les usines. De plus, il n'y avait que peu ou pas d'infrastructures conçues pour apporter les gains de cette industrie lourde du Nord-Est au reste du pays. Le réseau ferroviaire était coupé en des milliers d'endroits, il n'y avait pas de routes nationales et le Parti n'avait guère hérité d'une marine marchande, les États-Unis menaçant de toute façon de couler les navires chinois en partance.

Dans les villes portuaires, de nombreuses entreprises avaient été gravement endommagées, mais souvent leurs propriétaires et directeurs n'avaient pas fui avec les nationalistes en retraite. Cette « bourgeoisie urbaine, dont les membres étaient alphabétisés, possédaient les connaissances techniques et l'expérience commerciale indispensables à la production urbaine », était le « principal rival politique urbain du PCC »⁷². La taille moyenne plus petite des entreprises des villes portuaires signifiait également que l'élite

72 S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, op. cit., p. 45.

locale n'était pas du tout une classe homogène, composée de petits propriétaires, administrateurs et experts techniques répartis le long d'une hiérarchie de production complexe et décentralisée. Certains n'étaient guère plus que des travailleurs qualifiés, tandis que d'autres avaient été des chefs de bande influents aspirant à constituer leur propre fief portuaire. Un segment beaucoup plus restreint était constitué de capitalistes nationaux, qui avaient souvent accès à des flux de crédit limités en provenance de l'Ouest. La réparation des usines, la mobilisation des réseaux d'ouvriers et la gestion quotidienne de la production dépendaient entièrement des compétences techniques et managériales réparties dans cette hiérarchie.

La restructuration de l'économie était coordonnée par trois acteurs principaux. Il y avait d'abord les militaires, « qui ont envoyé des représentants (qui étaient également membres du Parti) dans les différentes usines où ils ont revendiqué l'autorité du nouveau gouvernement »⁷³, mais ces représentants militaires n'étaient pas particulièrement familiarisés avec la production industrielle et, par conséquent, ils ont dû s'appuyer sur la hiérarchie des techniciens et des administrateurs déjà en place. Deuxièmement, il y avait l'aile urbaine du PCC lui-même, dont de nombreux membres étaient des travailleurs qualifiés. Néanmoins, l'aile urbaine du Parti était petite et habituée à fonctionner dans une hiérarchie de commandement rigide rendue nécessaire par le secret. Alors que l'expérience du Parti rural en matière de médiation entre des conflits sociaux simultanés et d'administration de vastes pans de la production en avait fait une organisation souple et adaptable, l'expérience du Parti urbain était beaucoup plus limitée.

Enfin, il y avait « les travailleurs qualifiés et alphabétisés qui, avec la bénédiction du Parti communiste, ont été rapidement promus à des postes de direction dans les usines par les syndicats »⁷⁴, mais ces travailleurs étaient rares, en raison de l'analphabétisme généralisé des habitants des villes et de la majorité des cadres du PCC : « Rien qu'à Shanghai [...] le taux d'analphabétisme pour tous les employés, y compris les

⁷³ *ibid.*, p. 48.

⁷⁴ *Ibid.*

employés de bureau et les cols blancs, était estimé à 46 % ». En même temps, « parmi les cols bleus ouvriers d'usine, ce chiffre était beaucoup plus élevé, probablement proche de 80 % pour le personnel de l'industrie dans tout le pays. ». En revanche, « en 1949, la quasi-totalité des étudiants des universités et des écoles techniques supérieures chinoises étaient issus des classes moyennes urbaines et des classes moyennes supérieures »⁷⁵. Et ces étudiants n'étaient plus simplement des élites éduquées dans les classiques confucéens. Au lieu de cela, « bien plus de la moitié (63 %) des membres de ce groupe qui étaient diplômés de l'université et des écoles techniques en 1949 s'étaient spécialisés dans des matières essentielles pour l'industrialisation »⁷⁶.

La réponse du Parti a été de lancer une campagne de recrutement, espérant renforcer ses rangs avec des intellectuels loyaux et des techniciens qualifiés. Le risque de carriérisme et de corruption a été clairement repéré, mais il a été considéré comme un mal nécessaire qui pourrait être déraciné par la suite. Parallèlement aux nouveaux organes du Parti, de nouveaux syndicats furent créés afin de rationaliser la production et de permettre aux travailleurs d'exercer un certain contrôle sur les nouvelles recrues du Parti, moins dignes de confiance. Dans un premier temps, le parti avait tenté d'éliminer de son système industriel restructuré les anciens chefs de gangs, les voyous des syndicats du GMD et les membres des sociétés secrètes, mais cela s'est avéré presque impossible et la tentative n'a fait que retarder davantage la reprise de l'industrie. Les cadres locaux ont reçu pour instruction d'ouvrir le recrutement dans les nouveaux syndicats, en espérant que la propre perspicacité politique des travailleurs, combinée aux campagnes de réforme parrainées par l'État, suffirait à empêcher ces élites de bas étage de reprendre le pouvoir⁷⁷.

Plus haut dans la chaîne, cependant, la politique du parti était conciliante. Il était nécessaire non seulement de conserver les connaissances techniques des élites de niveau moyen et

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*, p. 49.

⁷⁷ J. Sheehan, *Chinese Workers: A New History*, Londres, Routledge, *op. cit.*, p. 25-26.

inférieur, mais aussi d'acquérir de nouveaux investissements en capital fixe afin de reconstruire et de développer la production industrielle. Le blocus économique limitant l'importation de capital fixe et l'accès aux prêts internationaux, seule la bourgeoisie urbaine restante disposait du type de relations nécessaires pour acquérir les importations et les crédits essentiels à la reconstruction.

Il en résulta un système de gestion qui, à certains égards, ressemblait beaucoup à celui des villes portuaires d'avant la guerre : « En 1953, environ 80 % du personnel d'encadrement était d'origine bourgeoise et 37 % d'entre eux étaient des diplômés d'avant 1949, des étudiants chinois de retour de l'étranger ou des propriétaires d'usines. L'une des principales différences était la présence généralisée du parti, mais son nombre était encore faible. Bien que le recrutement ait augmenté, » en 1953, seuls 20 % environ du personnel de direction et du personnel technique étaient membres du Parti communiste urbain, ouvriers promus ou directeurs et responsables syndicaux nommés directement par le Parti ⁷⁸. Entre-temps, les grèves avaient atteint un niveau sans précédent et de nombreux capitalistes avaient réagi en fermant simplement toutes leurs usines encore en activité, en licenciant les ouvriers et en attendant de voir s'ils devaient prendre ce qu'ils pouvaient et s'enfuir.

Le Parti a développé une politique de redressement sur deux fronts. Tout d'abord, il a signé le traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle sino-soviétique au début de 1950, accordant aux russes certains privilèges en Mandchourie et obtenant un prêt de 300 millions de dollars pour la reconstruction de l'industrie. Cette mesure a été jugée nécessaire sans ambiguïté : « les Soviétiques ont fourni un allié international relativement fort et absolument vital » étant donné l'embargo et le blocus militaire des États-Unis sur la côte orientale et l'absence totale de toute route terrestre entre la Chine et les autres nations industrielles. Le patronage de la seule puissance nucléaire du monde en dehors des États-Unis, à une époque où le général MacArthur menaçait la

⁷⁸ S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, op. cit., p. 49.

Chine et la Corée du Nord d'attaques nucléaires, était peut-être tout aussi important. Peu après la signature du traité, l'URSS a commencé à envoyer la première vague de techniciens en Chine – en particulier dans le Nord-Est – pour relancer la production et former une nouvelle génération d'ingénieurs chinois.

Le deuxième volet du plan de relance était la « politique de coexistence » définie dans le « programme commun ». Formulé à la fin de 1949, le programme a été consolidé pendant les années de guerre et de consolidation politique qui ont suivi. Il visait à achever la « révolution bourgeoise » dans les villes, en utilisant les éléments du capitalisme « qui sont bénéfiques et non nuisibles à l'économie nationale ». En d'autres termes, « contrôler, et non pas éliminer, le capitalisme »⁷⁹. Cela signifiait en fait la conciliation avec les capitalistes urbains restants, qui seront progressivement maintenus par l'État dans leurs propres industries en échange de leur expertise technique dans le projet de développement industriel.

La taille du secteur privé à cette époque était importante. Bien qu'elle ne représentât que 55,8 % de la valeur de la production brute de l'industrie dans son ensemble, la production privée représentait environ 85 % du total des ventes au détail, ce qui la place au centre de la circulation des marchandises. Dans le même temps, le Parti a cherché à cultiver et à utiliser la productivité du secteur privé, mais il a également cherché à contenir sa volatilité : « La politique communiste à ce stade consistait à lutter contre les activités spéculatives d'une part, tout en aidant au développement d'une activité privée normale ». La bourse de Shanghai a été fermée et tous les fonds publics ont été concentrés dans les banques d'État. Cela a ralenti la production, entraînant la fermeture des banques privées et « d'un établissement commercial sur dix »⁸⁰.

79 Cette phrase est tirée des principes de la Nouvelle Démocratie de Mao, cités dans M. Meisner, *Mao's China and After : A History of a People's Republic*, The Free Press, New York, 1977, p. 59.

80 C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, op. cit., p. 65-66.

Le parti a réagi par une relance massive, l'État passant des commandes à des prix garantis pour les biens produits par le secteur privé et accordant des écarts de prix de gros spéciaux aux grandes entreprises commerciales afin d'encourager la circulation des marchandises sur le marché intérieur.

Le déclenchement de la guerre de Corée a permis de sécuriser cette relation, la demande de fournitures militaires ayant explosé. Les affaires étaient si bonnes que « de nombreux grands industriels, qui avaient auparavant retiré leurs capitaux de Chine, ont maintenant repris confiance dans la politique communiste et sont revenus »⁸¹, apportant avec eux de nouveaux capitaux et du personnel technique.

Parmi les revenus générés par le nouveau boom industriel des villes portuaires, l'État a pris une part de plus en plus importante sous forme d'impôts, qui allaient bientôt servir de base à de nouvelles vagues d'industrialisation dirigées par l'État. La croissance du secteur privé durant cette période a été suffisamment robuste pour raviver les craintes d'une poursuite incontrôlable de la transition vers le capitalisme déjà en cours, dans laquelle les énergies commerciales déborderaient les tentatives du Parti pour les contrôler. Par conséquent, une fois la réforme agraire achevée et le système bancaire entièrement nationalisé, l'État a commencé à restreindre l'industrie privée avec le lancement de la campagne des Cinq-anti en janvier 1952, qui tentait de déchaîner la rage, longtemps refoulée, des travailleurs contre leurs employeurs d'une manière qui faciliterait le début de la nationalisation de l'industrie.

NdT :

[*] Par « Haut stalinisme » (« High stalinism »), les historiens anglo-saxons de l'URSS désignent la période 1945-1953, de la fin de la Seconde guerre mondiale à la mort de Staline.

⁸¹ *Ibid.*, p. 66-67.

Canaliser l'agitation

De nombreux travailleurs urbains s'étaient sentis déçus ou trahis par la poursuite du capitalisme dans les villes portuaires, et le début des années 1950 a vu une lente augmentation de l'agitation industrielle. Le nouvel État a répondu à ce mécontentement de plusieurs façons. Tout d'abord, des concessions ont été accordées à de nombreux travailleurs. Les salaires ont augmenté et les moyens de subsistance de la plupart des citadins se sont considérablement améliorés – ce qui n'était pas nécessairement une tâche difficile, puisque la paix seule constituait une amélioration par rapport à deux décennies de guerre et d'occupation. Deuxièmement, de nouvelles organisations de masse ont été créées, notamment de nouveaux syndicats et un Conseil national du travail, afin de fournir des moyens moins perturbateurs sur le plan économique pour résoudre les conflits sur le lieu de travail ⁸². Bien que ces nouvelles organisations se soient souvent révélées maladroites et peu réactives, elles étaient encore considérées au départ comme un outil important pour la réorganisation de l'industrie et pour la dévolution de plus de pouvoir aux travailleurs.

Enfin, lorsque les salaires et autres concessions ne pouvaient plus être augmentés et que les nouveaux syndicats risquaient de déclencher une nouvelle explosion de prise de pouvoir dans les entreprises de la part des travailleurs, le Parti a réagi avec le «Mouvement de réforme démocratique», suivi des mouvements « Trois, et Cinq Antis » , destinés à entamer la réforme de l'industrie et à inspecter le nouveau système industriel à la recherche de traces de corruption et d'infiltration par les anciens chefs de gangs, les membres de sociétés secrètes et les sympathisants nationalistes cherchant à restaurer le pouvoir qu'ils avaient perdu en s'incorporant au Parti-État en développement.

Au plus fort de la campagne des « Cinq Antis », « des millions d'ouvriers et d'employés ont été mobilisés pour dénoncer leurs employeurs et l'un des résultats des

82. J. Sheehan, *Chinese Workers: A New History*, Londres, Routledge, *op. cit.*, p. 23-34.

nombreuses dénonciations publiques des capitalistes a été la grande augmentation des suicides d'hommes d'affaires »⁸³.

Il s'agissait essentiellement d'une extension des méthodes de réforme agraire aux villes, concédant à la colère des travailleurs et fournissant en même temps des bénéfices exceptionnels au nouvel État, qui a saisi plus de 1,7 milliard de dollars américains sous forme d'amendes aux entreprises privées pour s'être engagées dans « diverses transactions illégales ». Cela signifie également que le fonds de roulement des entreprises privées a baissé en conséquence jusqu'à ce que « les entreprises privées soient largement réduites à des coquilles vides »⁸⁴.

Bien qu'ils aient réussi à empêcher les travailleurs de s'emparer directement du pouvoir et à paralyser l'influence du capital privé, ces programmes ont entraîné une baisse de la production car les travailleurs et les cadres syndicaux étaient constamment mobilisés dans des attaques contre leurs employeurs et les entreprises étaient dépouillées de leur fonds de roulement dans tout le pays. Le « mouvement des Cinq Antis », à son apogée, « a amené un certain nombre d'entreprises à cesser leurs activités et a entravé la production dans de nombreuses autres »⁸⁵ tout en créant un dangereux précédent en donnant aux travailleurs le pouvoir sur leurs directeurs et les propriétaires d'entreprises. Craignant la stagnation économique et les demandes renouvelées de saisie des entreprises par les travailleurs, le Parti a commencé à faire reculer le mouvement de réforme.

Dans le même temps, il a réorienté l'économie autour de l'État, créant toute une infrastructure commerciale pour remplacer les marchés restreints du secteur privé. Cette période a vu une augmentation massive du nombre de sociétés d'État et de magasins de détail. « À la fin de 1952, il y avait plus de 30 000 magasins d'État dans tout le pays, soit 4,7 fois plus qu'en 1950 »⁸⁶. Le parti a fusionné les coopératives rurales

83 C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, op. cit., p. 67.

84 *Ibid.*, p. 68.

85 J. Sheehan, *Chinese Workers: A New History*, Londres, Routledge, op. cit., p. 42.

86 C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, op. cit., p. 68.

d'approvisionnement et de commercialisation avec les nouvelles coopératives urbaines de consommateurs, les magasins d'État et d'autres coopératives en un seul « réseau commercial socialiste », triplant ainsi le total des ventes au détail contrôlées par le commerce d'État et multipliant par cinq les ventes du commerce coopératif entre 1950 et 1952. L'effet a été aussi prononcé dans le commerce de détail que dans le commerce de gros, l'influence des coopératives et des entreprises d'État ayant triplé dans chaque secteur. Le commerce extérieur, quant à lui, a été presque entièrement confié à l'État qui, en 1952, contrôlait 93 % de tout le commerce international ⁸⁷.

Dans tout cela, il est important de se rappeler que les acquis du début des années 1950 ont été largement acceptés. Malgré la déception et l'agitation, la plupart des travailleurs ont limité leurs attaques au niveau de l'entreprise. Il y a eu peu de véritables vagues de grèves au cours de ces années et le Parti a conservé la confiance d'une grande majorité de la population. La campagne des « Cinq Antis » en 1952 est « généralement considérée comme le point culminant de l'influence des travailleurs et des syndicats dans l'industrie privée » ⁸⁸, puisque le contrôle direct des travailleurs sur leurs propres entreprises s'est accru parallèlement à des augmentations de salaires, de la protection sociale et des moyens de subsistance généraux.

La consommation alimentaire par habitant dans les villes a atteint un pic entre 1952 et 1955, avec 241 kg de céréales consommées par personne et par an en 1952 et 242 kg en 1953. Ces chiffres ont baissé lentement pendant le reste des années 1950, puis de façon catastrophique lors du Grand Bond en avant [1958-1960 ; ci-après GBA, NdT], après quoi la consommation alimentaire par habitant ne dépassera plus 240 kg jusqu'en 1986 ⁸⁹.

L'ère de la « Nouvelle Démocratie », alors, n'a pas été principalement causée par, ou même significativement définie

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ J. Sheehan, *op. cit.*, p. 42.

⁸⁹ M. Selden, *The Political Economy of Chinese Development*, M.E. Sharpe, New York, 1993. p. 21, tableau 1.3.

par l'idéologie mécanique que la direction du Parti a utilisée pour la justifier. C'était une réponse pragmatique à plusieurs limites matérielles simultanées du projet communiste, dans lequel la collaboration avec les capitalistes restants était considérée (à juste titre ou non) comme nécessaire. Pendant ce temps, des concessions étaient faites aux travailleurs en échange de leur approbation limitée des concessions politiques qui incluaient la participation des travailleurs eux-mêmes à l'expulsion (et poussant souvent au suicide) de beaucoup de leurs employeurs.

Cette période de développement industriel urbain, associée à l'ère de la réforme agraire dans les campagnes, peut donc être considérée comme la continuation momentanée de la transition vers le capitalisme qui avait été abandonnée et relancée plusieurs fois dans l'histoire récente du pays. Le Parti l'a compris comme tel, désignant cette période comme l'achèvement de la « révolution bourgeoise » dans les villes portuaires. Le phénomène s'inscrivait ainsi parfaitement dans la mythologie déterministe du Haut-Stalinisme, mais cette adéquation n'était que l'utilisation des ressources théoriques disponibles pour justifier l'action pragmatique en cours. La fidélité théorique au Stalinisme était, en fait, le résultat plutôt que la cause des tendances industrielles observées dans les années qui ont suivi immédiatement la fin de la guerre civile.

Des nationalités à l'État

Les premières années après 1949 ont également été une période au cours de laquelle le parti a eu le temps d'expérimenter ses propres formes d'administration industrielle et de se préparer à l'arrêt de la transition capitaliste, à l'expropriation des élites urbaines et à la mise en place d'un système éducatif national ouvert à tous, indépendamment de la classe sociale. Le Nord-Est est très tôt tombé sous le contrôle des révolutionnaires et une grande partie de sa structure industrielle a été transférée directement à la gestion des travailleurs (supervisés par les techniciens soviétiques), sous la propriété de l'État. Ce fut donc l'une des

premières régions à expérimenter des formes de production non capitalistes.

En même temps, la Mandchourie était le nom d'un problème de nature spatiale. Il fallait non seulement produire des biens industriels – ce dont l'autogestion ouvrière était certainement capable – mais aussi les distribuer dans tout le pays pour reconstruire les villes ravagées par la guerre, construire des logements pour des millions d'habitants des bidonvilles et moderniser l'agriculture. Le système électrique devait être étendu au reste du pays, des chemins de fer et des autoroutes devaient être construits, ainsi que des écoles et des centres médicaux dotés en personnel et répartis dans tout le pays.

Le Parti et l'armée étaient les deux seules organisations nationales après la fin de la guerre civile. Ils étaient donc les seuls moyens disponibles pour coordonner, distribuer et faciliter la production au jour le jour. Ces problèmes allaient finalement conduire à la fusion complète du Parti et de l'État au cours de l'ère socialiste. Mais ce n'était en aucun cas la seule issue possible. En fait, la voie de la moindre résistance semblait aller dans une direction très différente. Historiquement, les détenteurs du pouvoir dans les dynasties précédentes avaient trouvé qu'il était beaucoup plus facile de gouverner à distance. Pour une région aussi vaste et diverse que l'Asie de l'Est continentale, cette stratégie s'est avérée pendant des millénaires à la fois moins coûteuse et plus efficace que ses alternatives. Les anciennes dynasties avaient supervisé l'activité militaire, développé les échelons supérieurs de la bureaucratie et assuré la construction de projets d'infrastructure à grande échelle, mais, au-delà de cela, la portée de l'État s'étendait rarement jusqu'en bas.

C'est précisément ce phénomène de quasi-absence de l'État au plan local qui a fait apparaître très tôt l'anarchisme comme la « voie révolutionnaire la plus prometteuse », puisqu'elle « correspondait le mieux à l'existence sociale réelle ». Les États précédents, bien que techniquement énormes en termes de territoire et de population, n'étaient à la plupart des égards que très peu liés aux lieux et aux personnes relevant de leur domaine :

La grande majorité de la population, après tout, vivait sa vie pratiquement sans relation avec l'État, dont les fonctionnaires n'atteignaient presque jamais le niveau du village, et dont les taxes et les règlements étaient pour la plupart administrés par des membres de l'élite locale, avec des liens nombreux et variés avec leurs communautés. La vie des gens était marquée par diverses formes de communauté et de solidarité – auto-assistance, religieuse, cérémonielle, clanique, liée au cycle du travail et aux réseaux de marché – et ces formes de solidarité avaient rendu de nombreuses communautés capables de résister et de se mobiliser face aux menaces extérieures, y compris l'autoritarisme impérial ⁹⁰.

De nombreux anarchistes avaient espéré renforcer ces formes de résistance locales en un mouvement révolutionnaire égalitaire visant à étendre les potentialités anti-étatiques déjà présentes dans la culture villageoise chinoise. Ces tentatives ont cependant été des échecs systématiques. Plusieurs des anarchistes les plus éminents de Chine, dont Li Shizeng, Wu Zihui, Zhang Ji et Zhang Jingjiang, ont finalement rejoint le Parti nationaliste et y ont joué un rôle de premier plan, siégeant à son comité central et nouant des relations étroites avec Chiang Kai-shek et d'autres membres de l'aile droite du GMD. Ceux qui ont conservé leur croyance en une révolution égalitaire et essentiellement communiste, face aux échecs de l'anarchisme, ont afflué au PCC nouvellement fondé ⁹¹.

Les échecs du mouvement anarchiste du début du xx^e siècle et la longue histoire des formes d'exploitation en dehors d'une formation nationale ont conduit nombre de ces jeunes radicaux à adopter des stratégies visant plutôt à briser l'héritage dynastique par la construction d'un État fort. Toutefois, contrairement à l'approche de l'État impérial qui consiste à ne pas intervenir au niveau des collectivités locales,

⁹⁰ C. Connery, « The Margins and the Center : For a New History of the Cultural Revolution », *Magazine Viewpoint*, n° 4 : The State, 28 septembre 2014.

⁹¹ Voir également A. Dirlik, *Anarchism in the Chinese Revolution*, University of California Press, Berkeley, *op. cit.*, pour une vue d'ensemble, en particulier le chapitre 7. Voir également : P. Zarrow, *Anarchism and Chinese Political Culture*, Université de Columbia, New York, 1990.

le nouvel État s'étendrait jusqu'au peuple, qui en deviendrait l'élément de base. Cet État deviendrait ainsi de plus en plus transparent et poreux, ses activités seraient visibles et accessibles au niveau local. Les idéaux anarchistes ont été préservés de façon marginale dans cette vision, qui verrait l'auto-organisation locale incorporée dans le fonctionnement de base d'une nouvelle forme de gouvernement. La catégorie populiste du « peuple » serait concrétisée par sa fusion immédiate avec cet appareil administratif, rendant l'État lui-même communal.

Dans le même temps, l'URSS fut considérée comme un exemple emblématique, bien que profondément défectueux, d'un système non capitaliste capable de survivre dans un isolement relatif, en évitant à la fois l'invasion militaire et l'embargo économique. La bureaucratie et la brutalité qui ont accompagné les changements de pouvoir internes à l'URSS n'étaient nullement invisibles pour les communistes chinois – beaucoup avaient, après tout, dans les années 1920, supplié le Comintern de les aider à rompre les liens avec les nationalistes, mais leurs craintes ont d'abord été rejetées, puis horriblement confirmées, voyant leurs amis et leurs proches être systématiquement massacrés. Néanmoins, l'URSS était le seul exemple au monde d'une société moderne qui était aussi essentiellement non capitaliste. Peut-être plus important encore, c'était aussi la seule nation industrielle avec laquelle la Chine partageait une frontière terrestre accessible. Cela en faisait à la fois une menace militaire et la seule option pour l'aide internationale au développement. Cette relation allait devenir de plus en plus importante à mesure que les États-Unis instauraient leur embargo sur le littoral chinois.

La question de la construction d'une économie nationale et d'un État national qui l'accompagne est également l'un des rares domaines où les ressources théoriques et empiriques disponibles ont eu un sérieux effet de distorsion sur la stratégie du Parti. L'échec matériel des projets anarchistes et libéraux a fait que la seule voie révolutionnaire alternative a été de plus en plus considérée comme la construction d'une économie nationale qui servirait de tête de pont au début de la révolution communiste mondiale. Mais le lien entre le projet de développement national et la révolution mondiale qui

s'ensuivrait était, au mieux, faible. Bien qu'une stratégie ait commencé à se former autour de la construction d'une nouvelle politique nationale chinoise, aucune stratégie n'a été immédiatement élaborée sur la manière dont une Chine en proie à des conflits et à un embargo pourrait contribuer à la propagation de la révolution mondiale.

De nombreux facteurs matériels ont pesé sur les décisions prises pendant cette période. La population chinoise était sous-alimentée, sous-armée, et avait été entraînée dans une guerre presque constante pendant toute une génération. La poursuite de cette guerre pour libérer davantage de territoires au-delà des frontières nationales préexistantes n'était pas immédiatement envisageable. La guerre de Corée était en fait un test de cette capacité, car les Chinois sont venus en aide aux Nord-Coréens et ont combattu l'armée américaine jusqu'à la fin. Bien que l'armée chinoise de paysans illettrés, à moitié affamés, ait pu repousser l'armée la plus avancée du monde, les risques de l'entreprise militaire étaient énormes et son état empêchait fondamentalement toute nouvelle expansion internationale.

De plus, le PCC avait lui-même été reformaté par ses années passées dans la campagne chinoise. Auparavant, les dirigeants du Parti, tels que Chen Duxiu et Wang Ming, avaient été clairement internationalistes et avaient critiqué les tendances nationalistes croissantes au sein du Parti lui-même. Nombre des membres de la base du Parti étaient, à cette époque, des ouvriers et des syndicalistes des villes portuaires, dont la vie quotidienne était marquée par des contacts cosmopolites avec des ouvriers, des techniciens et des révolutionnaires de diverses tendances venus du monde entier, mais surtout d'Europe et des colonies d'Asie du Sud-Est. En même temps, des dirigeants comme Chen et Wang étaient des dogmatiques obstinés, trop attachés aux décisions du Comintern dominé par la Russie, aveugles aux défaillances de celle-ci, croyant fermement à l'universalité de son cheminement vers la révolution, dédaignant les conflits sociaux préexistants et de grande ampleur dans la campagne chinoise, et voués au marxisme le plus mécanique et le plus naïvement optimiste. Le résultat fut que leurs tentatives d'insurrection urbaine échouèrent, que leur subordination

volontaire au Comintern entraîna une alliance impopulaire et finalement désastreuse avec les Nationalistes, et que la première incarnation du Parti fut essentiellement détruite.

Un résultat secondaire de cette situation, cependant, fut que les principaux internationalistes du Parti furent discrédités, rétrogradés et remplacés par des personnalités dont la stratégie envisageait un rôle beaucoup plus important pour le projet de développement national par rapport à l'expansion internationale de la révolution communiste. Cela ne veut pas dire que Mao ou d'autres étaient purement intéressés par le développement national chinois ou qu'ils n'avaient pas de stratégie internationale. Mais, alors que l'ancien PCC s'était formé à une époque de révolution internationale où le renversement de régimes au cœur de l'Europe semblait encore plausible, le nouveau PCC a émergé dans un monde écrasé sous le talon des empires réactionnaires, dans lequel les mouvements révolutionnaires les plus prometteurs avaient été écrasés et les armées des pays impériaux renforcées par la guerre.

Les tendances nationalistes du nouveau PCC ne peuvent cependant pas être purement réduites aux inclinaisons théoriques ou stratégiques de sa direction. Le soutien massif à l'hégémonie du Parti sur le projet communiste a transformé le projet lui-même. Basé au sein d'une paysannerie illettrée, en grande partie liée à la terre et parlant des « dialectes » souvent incommunicables, il n'y avait pas de perspective cosmopolite ou mondiale innée à la nouvelle base de soutien du Parti. Dans le même temps, aucune culture ou entité politique ancienne et distinctement « chinoise » ne s'ancrait dans les sombres profondeurs de l'histoire. Le projet égalitaire a été compris comme le fait de relier, pour une fois, des nationalités disparates et distinctes sur le plan régional en une entité politique équitable d'une ampleur et d'une interconnexion plus grandes que ce que la plupart des gens n'avaient jamais connu dans leur vie quotidienne. L'étape suivante de cette expansion mondiale n'aurait semblé qu'une possibilité lointaine, entièrement dépendante de la première.

En outre, il faut se rappeler que la stratégie de construction de l'État du PCC était populaire non pas tant en raison d'un

prétendu attachement culturel à un État fort, mais précisément en raison de la promesse du Parti de réinventer les fonctions de l'État nouvellement élargi. Là encore, la paysannerie chinoise avait, traditionnellement, vécu une vie quasi en marge de l'État marquée par diverses formes de communauté et de solidarité. Mais la quasi absence de rapport à l'État dans la vie des villages correspondait à un amalgame de micro-États, et chaque forme de communauté et de solidarité (familiale, religieuse, commerciale) était en fait la constitution de territoires contrôlés par des micro-monarques (patriarche, prêtre, marchand) qui se chevauchaient. Cette confédération balkanisée de régimes mineurs était d'une certaine manière liée vers le haut à la bureaucratie *de jure* de la dynastie gouvernante. Les voyous locaux associés à des clans particuliers pouvaient percevoir des impôts auprès des villageois, en prenant une part pour eux-mêmes avant de livrer le reste aux gouverneurs de rang supérieur. De même, des prêtres ou des notables formés à l'école confucéenne pouvaient agir pour réprimer les dissidences contre le régime en place. Mais dans la plupart des cas, la vie quotidienne n'avait que peu de contacts avec l'État en tant que tel, tandis que les contacts réguliers avec ces micro-États n'étaient pas du tout compris comme des contacts avec un État, mais étaient plutôt vécus en termes de cérémonie, de tradition, d'autonomie confucéenne, etc.

Après l'échec des tentatives anarchistes d'utiliser des formes indigènes de solidarité et de communauté, les communistes et les républicains se sont tournés vers l'État fort comme alternative. Mais, alors que les nationalistes, dans la pratique, mettaient l'accent sur la force disciplinaire de l'État contre la population, les communistes insistaient à la fois sur son pouvoir de redistribution et sur sa capacité de coordination. L'État à construire n'était pas seulement un État qui s'étendait jusqu'au bas de l'échelle, mais un État qui, une fois enraciné dans le local, relierait également ce local à la richesse sociale générale. La création de la Chine était donc un projet économique. C'est cette promesse, au-delà de toute mythologie nationaliste, qui a permis d'obtenir le soutien de la majorité paysanne du pays au programme du PCC.

Développement

Premières nationalisations

La création de la Chine en tant qu'entité économique devait se faire en une série d'étapes imbriquées, qui allaient culminer avec la collectivisation dans les campagnes et les nationalisations dans les villes. Une fois achevées, l'agriculture collectivisée et l'industrie nationalisée deviendraient les graines de développement de base pour la croissance d'une économie nationale. Dans la mythologie de l'époque, ces institutions devaient être les atomes composant le nouveau type d'État, à la fois communal et extensif. Dans l'idéal, elles formeraient des unités d'administration à peu près cohérentes et standardisées, répondant à la fois à l'initiative locale et à la planification descendante. En réalité, cependant, elles se transformèrent en nœuds incohérents et autarciques dans un réseau de production très inégal.

Les nationalisations dans les villes devaient à l'origine être réalisées en cinq étapes. La première consistait à s'emparer de ce qu'on appelle le « capital bureaucratique » et des entreprises étrangères. Elle était déjà largement achevée dans le Nord-Est avec la prise par le GMD des infrastructures construites par le Japon. Celles-ci étaient considérées comme des « entreprises à monopole d'État » et allaient devenir le cœur du nouveau secteur industriel lourd de la Chine.

En 1949, bien avant le premier plan quinquennal, « les entreprises industrielles d'État du nouveau régime représentaient 41,3 % de la valeur de la production brute des grandes industries modernes de la Chine ». Le nouveau secteur d'État, dirigé par le PCC, possédait

- 58 % des ressources en énergie électrique du pays,
- 68 % de la production de charbon,
- 92 % de la production de fonte brute,

97 % de l'acier, 68 % du ciment, 53 % du fil de coton.

Elle contrôlait également tous les chemins de fer, la plupart des communications et des transports modernes, et la majeure partie des activités bancaires et du commerce intérieur et extérieur ⁹².

Mais ces entreprises, bien qu'étant sous monopole d'État, étaient toujours soumises aux impératifs capitalistes de l'accumulation de valeur, et étaient donc considérées comme « capitalistes d'État » plutôt que « socialistes ». Néanmoins, la stratégie conciliante de la transition contrôlée et finalement limitée de la Nouvelle Démocratie vers le capitalisme a été essentiellement ignorée dans le Nord-Est.

Dans les villes portuaires, de nombreuses grandes entreprises similaires n'ont pas été immédiatement nationalisées. Au lieu de cela, même celles qui appartenaient à des capitalistes étrangers ont été autorisées à poursuivre leurs activités. Au fil du temps, les restrictions imposées aux entreprises détenues par des intérêts américains, britanniques ou français ont été progressivement renforcées par le biais d'une augmentation des taxes et de « l'interdiction de licencier les employés chinois ». Cela a essentiellement forcé les investisseurs étrangers des entreprises à continuer à « verser de l'argent en Chine pour maintenir leurs entreprises à flot, au lieu de récolter des profits ». De ce fait, la valeur des actions de ces entreprises s'est rapidement effritée sur les marchés boursiers occidentaux, et soit elles ont déposé des demandes de fermeture et de reprise de tout capital fixe que le PCC autoriserait, soit elles ont simplement abandonné leurs biens aux communistes ⁹³.

Après ce transfert de capital « bureaucratique », les étapes suivantes de la nationalisation ont été franchies : « (2) la nationalisation du système bancaire ; (3) le transfert des entreprises et usines privées ; (4) la « coopérativisation » de l'artisanat et des colporteurs ; et (5) la création de « communes urbaines » ⁹⁴. La deuxième étape a été franchie rapidement. La nationalisation des banques a commencé immédiatement

⁹² C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, *op. cit.*, p. 60-61.

⁹³ *Ibid.*, p. 62.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 60.

après la fin de la guerre civile et a entraîné la liquidation massive de la plupart des « 446 banques privées dans six grandes villes chinoises », l'État retirant tous les fonds publics des institutions financières privées pour les transférer à la Banque du peuple. En moins d'un an, « 233 banques, représentant 52 % du total, ont été fermées ». Celles qui restaient ont rapidement été fondues dans des entités « conjointes » plus importantes qui étaient, en réalité, des unités administratives de la banque centrale. La nationalisation du système bancaire était achevée en 1952.⁹⁵

Les troisième et quatrième étapes de la nationalisation – le transfert des entreprises et des usines privées – ont été les plus longues et aussi les plus cruciales. La nationalisation des entreprises privées « a impliqué trois millions d'entreprises et d'usines privées et a touché directement une population urbaine de soixante-dix millions d'habitants »⁹⁶, restructurant fondamentalement l'organisation industrielle de toutes les grandes villes chinoises, bien que les grandes villes portuaires à vocation commerciale en aient fait les frais. Ce fut également la phase de nationalisation qui visait à freiner et finalement à stopper la transition vers le capitalisme déclenchée à l'époque de la Nouvelle Démocratie, puisqu'elle visait les grandes entreprises privées perçues comme étant à l'avant-garde de cette transition.

Les entreprises privées sont d'abord passées de l'exécution de contrats d'État à des entreprises mixtes (État-privé) officielles, dans lesquelles la production n'était plus guidée par des contrats mais par des objectifs planifiés par l'État, et l'autorité ultime dans l'entreprise était transférée des investisseurs et des propriétaires à l'État. La part des commandes publiques dans la production industrielle privée totale est passée de 12 % seulement en 1949 à 82 % en 1955. Afin d'atténuer les réactions négatives des anciens propriétaires de ces entreprises, l'État a accepté de les rembourser à un taux d'intérêt fixe sur les recettes futures⁹⁷.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 63-64.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 64.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 69

Dans les entreprises commerciales privées (celles qui se spécialisent dans la distribution de biens), la transformation a été plus lente. Il était assez facile d'atteindre les objectifs de production, mais le remplacement des structures de marché complexes créées par les entreprises à la recherche de valeur par un système de distribution fonctionnel dirigé par l'État était une tout autre tâche. Comme nous l'avons vu, les réseaux commerciaux d'État ont été expérimentés dans les campagnes et dans le Nord-Est. Mais ce n'est qu'en 1953 que l'État a commencé à transformer le commerce de gros en « commerce d'État », ne transférant encore que les plus grandes entreprises commerciales privées à la propriété de l'État, en conservant les mêmes marchands et employés, chacun faisant en grande partie le même travail.

Alors que la troisième étape de la nationalisation a vu la restructuration complète de la plupart des industries urbaines de taille moyenne à grande, la quatrième visait à une réinvention complète de l'industrie chinoise en tant que telle, en commençant par ses racines rurales. Dans la plupart des grandes villes chinoises, et dans presque toutes les zones rurales, la production était dominée par les petites entreprises. Ces petits ateliers ou détaillants, que l'on appelle en gros « artisanat et colporteurs », constituaient l'épine dorsale décentralisée de la production quotidienne chinoise, et étaient essentiels à la distribution des biens de base dans l'intérieur rural de la Chine. Selon les statistiques gouvernementales, même en 1954, « environ vingt millions de personnes [...] pratiquaient encore l'artisanat à titre individuel et la valeur de leur production était d'environ 9,3 milliards de yuans [...], ce qui représentait environ 17,4 % de la valeur de la production brute du pays »⁹⁸. Dans l'artisanat, les outils et autres moyens de production étaient propriété des producteurs individuels.

Les artisans privés étaient encouragés à se joindre à des « petits groupes d'approvisionnement et de commercialisation », puis à des « coopératives d'approvisionnement et de commercialisation » et enfin à des « coopératives de producteurs », qui toutes remplissaient les commandes des établissements commerciaux d'État. Dans ces

⁹⁸ *Ibid.*, p. 74.

coopératives, les artisans conservaient d'abord la propriété légale de leurs outils et de leurs produits, puis commençaient à mettre en commun la main-d'œuvre pour obtenir des matières premières moins chères et commercialiser les produits, et enfin, mettaient en commun leurs propres bénéfices et géraient collectivement les fonds de réserve et de prévoyance. Cette transformation s'est étendue à l'ère de la Nouvelle Démocratie et au début du premier plan quinquennal, le nombre de membres des coopératives d'artisanat passant de 89 000 en 1949 à 250 000 en 1952. À la fin de 1955, ce nombre était passé à environ 2,2 millions, mais il ne représentait encore que « 29 % du total des artisans du pays ». Enfin, en 1956, une campagne nationale a été lancée pour organiser systématiquement les artisans en grandes coopératives, et le nombre de membres est passé de 29 % de tous les artisans à 92 % à la fin de l'année ⁹⁹.

Origines du premier plan quinquennal

L'achèvement des troisième et quatrième étapes de la nationalisation a sapé tous les mécanismes antérieurs de distribution des marchandises en détruisant à la fois les marchés capitalistes modernes et les réseaux mercantiles des artisans et des colporteurs (essentiellement ruraux) de la région. Sans la loi de la valeur guidant la distribution des marchandises, la localisation des investissements et les mouvements de personnes, le Parti et le nouvel État étaient considérés comme les seules forces alternatives capables d'une coordination à grande échelle. Comme la transition vers le capitalisme était intentionnellement ralentie, le Parti a demandé à l'ossature de l'État central de reprendre les fonctions de base de la production, lançant un nouveau cycle de développement national guidé par la structure de planification expérimentée dans le Nord-Est. C'est ainsi qu'a débuté la fusion du Parti et de l'État, et c'est là que la structure de classe de l'ère socialiste a commencé à prendre racine.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 75-76.

Dans le Nord-Est, il y avait eu au départ une certaine méfiance quant au passage à une planification économique globale. Bien que la planification ait été possible plus tôt, la direction régionale « s'est appuyée sur une relation contractuelle peu coordonnée pour gérer l'économie »¹⁰⁰ jusqu'en 1951. Gao Gang, l'un des dirigeants régionaux du Parti, exprima une grande méfiance face au manque d'expertise et de données statistiques disponibles, ainsi qu'aux limites absolues inhérentes à l'idée même d'un plan national. Il soutenait que « nous ne sommes pas Dieu, et nous ne pouvons pas élaborer un plan parfait »¹⁰¹.

Néanmoins, il avait une grande confiance dans le système russe et a été le fer de lance des efforts pour développer une infrastructure de planification économique plus complète, en chargeant le Parti de collecter en région des statistiques industrielles et de remodeler le système administratif descendant pour y inclure « des consultations et des échanges d'informations fréquents à différents niveaux de la hiérarchie »¹⁰², ce qui a abouti à des plans qui ont été élaborés au niveau central, mais aussi contrôlés en fonction de ce dont les entreprises étaient réellement capables. Le travail de planification fut rationalisé par l'invention d'un système de comptabilité standardisé pendant le « New Record Movement » [*], et l'administration a été normalisée grâce à la mise en place du « système de responsabilité » et de la « gestion par un seul homme », qui ont créé des hiérarchies imbriquées, dirigées par le directeur de l'usine.

Ces nouveaux systèmes, malgré la consultation entre les niveaux administratifs, n'ont cependant pas suffi à empêcher les aberrations qui accompagnaient l'incitation à déclarer de faux chiffres de production afin de satisfaire un plan lointain. Le gaspillage et l'inefficacité sont devenus monnaie courante. Dès 1951, les dirigeants de la région du Nord-Est « ont commencé à introduire l'approche de la mobilisation, qui permettait aux travailleurs de participer à la formulation des

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 75-76.

¹⁰¹ P. N.S. Lee, *Industrial Management and Economic Reform in China, 1949-1984*, Oxford University Press, 1987, p. 22.

¹⁰² *Ibid.*

plans annuels et à la supervision de leur application » ¹⁰³, mais même avec une participation massive des travailleurs entre 1951 et 1953, les heures supplémentaires étaient nombreuses, les travailleurs souffraient et les machines étaient utilisées jusqu'à leur point de rupture. Une infrastructure de planification mieux rationalisée, même avec un niveau élevé de contrôle direct par les travailleurs, n'était en aucun cas une solution aux problèmes fondamentaux que sont le mauvais équipement et le manque de personnel formé.

Dans la même période, de nouveaux systèmes de salaires et de formation technique ont été conçus avec l'aide de techniciens russes, et les machines ont été modernisées. Les méthodes d'organisation industrielle expérimentées dans le Nord-Est seront plus tard connues sous le nom de « modèle soviétique », en concurrence avec le « modèle de Shanghai » ou de « Chine orientale » commun dans les villes portuaires. Mais ce que les spécialistes qualifient souvent de « modèle soviétique » recouvre en fait deux tendances alternées dans l'organisation industrielle et la gestion d'entreprise, la première influencée par les méthodes du haut Stalinisme des campagnes de mobilisation de masse à côté de « campagnes de production effrénée et de supervision étroite par les comités du Parti », et la seconde plus conforme aux plans quinquennaux de l'URSS des années 1930, une méthode d'organisation « réduite à la gestion par un seul homme » qui « imposait en fait un ordre hiérarchique et bureaucratique strict sur les entreprises qui était contraire aux impulsions mobilisatrices du haut-Stalinisme ¹⁰⁴ ». Le « modèle soviétique » construit dans le Nord-Est était donc lui-même rongé par des contradictions, chaque tendance opposée étant théoriquement justifiée par les différentes périodes de l'industrialisation russe.

L'expérience n'était pas seulement basée sur les théories dominantes du développement industriel non capitaliste tirées de l'URSS, elle a également été construite avec la participation directe de milliers de russes. La province du nord-est de « Liaoning a été le lieu de plus de la moitié des projets d'aide soviétiques, un minimum de 10 000, peut-être même 20 000,

¹⁰³ *Ibid.*, p. 24.

¹⁰⁴ M. W. Frazier, *The Making of the Chinese Industrial Workplace*, Cambridge University Press, 2002, p. 17.

experts et conseillers industriels soviétiques ont travaillé en Chine pendant les années 1950 ». Entre-temps, « au moins 80 000 ingénieurs, techniciens et chercheurs de pointe chinois ont été formés en URSS »¹⁰⁵, ce qui a placé ces techniciens dans une position d'autorité centrale *de facto* et a soulevé la question du rôle que le PCC devrait jouer sur le lieu de travail.

Au début, le comité du Parti de chaque entreprise était resté formellement séparé de la direction technique, chargé principalement de « superviser et garantir » le travail. Cela impliquait de mener des campagnes de mobilisation, de superviser l'application des politiques, de promouvoir les formes de gestion relativement démocratiques courantes à l'époque (généralement sous la forme d'un « congrès des travailleurs et du personnel ou d'un comité de direction de l'usine »), ainsi que de superviser la formation et les promotions. Les directeurs d'usine n'étaient souvent pas membres du parti. La « gestion par un seul homme » n'a donc jamais été pratiquée dans sa forme la plus pure, car de nombreux contrôles existaient par rapport aux décisions des directeurs.

Cela signifie qu'au lieu de la « gestion par un seul homme » décrite dans les manuels du parti de l'époque, la plupart des entreprises avaient une structure de pouvoir double, divisée entre la direction du parti et la direction technique, chacune étant profondément enracinée dans les pratiques courantes d'autogestion ouvrière et chacune offrant sa nouvelle forme de mobilité ascendante. La théorie même de la gestion par un seul homme allait rapidement devenir un point de discord lorsque l'expérience du Nord-Est fut étendue au reste du pays en 1953¹⁰⁶. La structure industrielle qui en résulta, bien qu'infléchi par diverses caractéristiques soviétiques, prit rapidement un caractère propre.

¹⁰⁵ S. Andors, *China's Industrial Revolution : Politics, Planning and Management, 1949 to the Present*, op. cit., p. 53.

¹⁰⁶ P. N.S. Lee, *Industrial Management and Economic Reform in China, 1949-1984*, Oxford University Press, op. cit., p.28-p.29.

NdT :

[*] Tentative d'unifier les statistiques industrielles et les normes de planification pour l'ensemble de la Mandchourie immédiatement après 1949, afin d'intégrer tous les équipements industriels hérités sans transition des Japonais ; cette unification s'inspirait souvent directement des normes soviétiques et s'effectuait sous supervision soviétique – mais évidemment sans être une réplique exacte de ces normes.

L'extension du modèle soviétique

Ne voulant pas retomber dans la transition capitaliste, beaucoup ont considéré que les formes de planification économique centralisée, la rationalisation tayloriste et la promotion des industries lourdes prônées par les russes étaient la seule option possible. Le « modèle de la Chine orientale » de l'industrie des villes portuaires, bien que fonctionnel au niveau des entreprises individuelles, n'avait développé aucune méthode de coordination à plus grande échelle, à l'exception de mécanismes basés sur la valeur, tels que les marchés. Le Nord-Est offrait la seule expérience d'une direction ostensiblement non capitaliste, malgré une méfiance générale à l'égard d'une dépendance excessive à l'égard de la théorie, de l'aide et de l'expertise technique soviétiques.

En 1952, Gao Gang, un des six présidents du Conseil d'État, fut promu de la direction régionale du parti du Nord-Est à la tête de la Commission de planification, où il a été chargé d'achever la conception du premier plan quinquennal. Ce plan visait à étendre les bénéfices des industries du Nord-Est à l'ensemble du pays en créant de nouveaux centres industriels en dehors des villes portuaires ou de la Mandchourie et en transformant le pays fragmenté et multinational en un tissu économique unifié et normalisé. L'infrastructure de planification du nouvel État était composée d'un niveau complexe de ministères et de bureaux imbriqués, supervisés par le Conseil d'État ou par des variantes toujours changeantes des commissions de planification. La hiérarchie de planification idéale était, au mieux, optimiste.

En réalité, ses échelons supérieurs ont subi des changements administratifs presque constants tout au long du premier plan quinquennal, tandis que les ministères et bureaux inférieurs ont été chargés de relier entre elles des unités productives de tailles et de structures multiples, chacune utilisant des formes variées de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre. Dans le même temps, ces bureaux devaient d'une manière ou d'une autre quantifier et rationaliser la production de cet empire, ce désordre industriel. La période a été marquée par des « pics d'activité jumeaux », l'un en 1953 et l'autre en 1956, au cours desquels ces changements organisationnels ont été particulièrement rapides ¹⁰⁷.

Néanmoins, au cours de ces années, on peut soutenir que, dans certaines régions, le PCC a réussi à rendre opérationnel le « modèle soviétique » de façon inédite, que ce soit en Mandchourie ou en URSS. Mais cela ne signifie pas que nous pouvons considérer la théorie originale du modèle soviétique ou ses variantes comme des descriptions précises du fonctionnement de l'industrie chinoise. Il s'agit là de l'erreur majeure de la littérature existante sur le sujet, qu'elle soit élogieuse ¹⁰⁸ ou critique ¹⁰⁹. La vérité est que, même lorsque le

¹⁰⁷ B. Naughton, *The Chinese Economy : Transitions and Growth*, MIT Press, 2007, p. 65-67.

¹⁰⁸ P. Corrigan, « Socialist Construction and Marxist Theory : Bolshevism and Its Critique », « Chapter 4 : Mao », *Monthly Review Press*, New York, 1978. L'œuvre de C. Bettelheim est également typique, en particulier « Cultural Revolution and Industrial Organization in China », *Monthly Review Press*, New York, 1974. Et ces erreurs chez leurs adeptes ne se limitent pas aux années 1970, mais continuent chez certains communistes aujourd'hui, comme le montre une récente interview d'A. Badiou : *L'antique Badiou répond au fringant Laurent Joffrin*, Verso, 29 octobre 2014 ; et dans l'ouvrage de H. Jiang sur la Révolution culturelle, *The Paris Commune in Shanghai: The Masses, the State, and Dynamics of Continuous Revolution*, thèse dans le cadre du programme de littérature, Duke University, Durham, 2010.

¹⁰⁹ Deux exemples récents typiques sont les textes de L. Goldner et de Chino, cités dans notre introduction. L'article de L. Goldner est essentiellement une image négative des maoïstes, qui s'accordent sur la plupart des principes de base du fonctionnement de l'économie chinoise, en utilisant une méthode essentiellement maoïste d'exégèse textuelle et de preuve par citation de Mao, mais en soutenant ensuite que ce système fictif n'était pas communiste. Le récit de Chino est plus

modèle soviétique était en pleine ascension, son déploiement était profondément inégal et contradictoire.

Il est en partie correct d'affirmer que le modèle soviétique, avec sa base dans le Nord-Est, était en constante concurrence avec le modèle de la Chine orientale basé dans les villes portuaires. Au fil du temps, ils se sont mutuellement transformés, et tous deux ont été contestés et périodiquement révolutionnés de bas en haut par des révoltes ouvrières atteignant des sommets au milieu des années 1950 et à la fin des années 1960. Toutefois, même ce modèle bipolaire est trop simple, car il ne tient pas compte des divisions qui ont résulté de la collision de ces deux systèmes. Même le terme « modèle » donne trop d'intentions au développement de ces systèmes qui étaient en réalité des adaptations aléatoires bricolées à partir des matériaux disponibles.

Néanmoins, cette division est acceptable si nous comprenons les deux « modèles » comme les noyaux de deux mouvements industriels différents, chacun animé d'une trajectoire distincte par sa propre inertie, bien qu'impacté par l'attraction de son système frère. Ces systèmes avaient des noyaux dans leurs villes et régions respectives, mais ne pouvaient exercer une quelconque « attraction » que parce qu'ils opéraient à travers le champ de l'« océan » agricole chinois, d'où ils tiraient leur surplus de céréales. Le centre de gravité de ces systèmes n'était donc pas purement métaphorique, mais prenait forme dans les ratios très réels selon lesquels les céréales étaient siphonnées de la campagne vers les noyaux industriels.

Dans le Nord-Est, centre de gravité du modèle soviétique, l'héritage de l'infrastructure industrielle lourde à grande échelle construite par les Japonais exigeait une gestion de haut niveau, une stricte division du travail, une vaste collecte de données et des formes d'administration normalisées à appliquer aux usines et aux réseaux logistiques standardisés. L'afflux de techniciens russes et l'assistance soviétique pour la

complet, mais il commet finalement la même erreur, confondant le contenu du manuel de Shanghai avec le fonctionnement de l'industrie chinoise, et confondant la philosophie politique maoïste avec la politique réelle en Chine.

modernisation de ces usines n'ont fait qu'exagérer ces caractéristiques, et l'accent mis par le Parti sur ce modèle au milieu des années 1950 en a amplifié sa gravité.

Avant cela, le modèle de la Chine orientale avait été plus dominant dans la politique nationale, en raison de l'accent mis par le Parti sur la reconstruction des villes portuaires par le biais d'investissements internationaux. Ce modèle avait hérité d'un maillage diversifié d'entreprises industrielles, avec plusieurs grandes entreprises à flot au milieu d'une masse de petits et moyens ateliers coordonnés par des marchés et des réseaux familiaux, de patronages et de formes de fraternité plus informelles. Il avait également hérité de vestiges plus forts de l'époque impériale et de la période suivante des seigneurs de la guerre, y compris de puissantes élites locales, de violents gangs de rue, d'obscur guildes de travailleurs et de millions de colporteurs, d'artisans et d'autres micro-unités de production et de distribution. Cela exigeait des formes de gestion plus nuancées et localisées, la capacité de faire face à la fluctuation de la demande de main-d'œuvre, la prise en compte des traditions plus anciennes, la création d'organes capables de coordonner la production entre des unités de tailles et de styles différents, et la simple capacité de rendre compte de ce qui était produit et de ce qui ne l'était pas.

Le premier plan quinquennal (1953-1957) a marqué l'ascension provisoire du modèle soviétique par rapport au modèle de la Chine orientale, qui avait prédominé pendant l'ère de la Nouvelle Démocratie. En termes purement économiques, le résultat a été l'une des phases d'industrialisation les plus profondes et les plus étendues jamais vues. Le revenu national a doublé entre 1949 et 1954 et a plus que triplé en 1958 ¹¹⁰, et la production industrielle a connu une croissance étonnante de 17 % chaque année entre 1952 et 1957, « pratiquement tous les secteurs de l'économie ayant été

¹¹⁰ C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, *op. cit.*, p. 109-112.

Notez que la variation des revenus provient de la divergence entre les statistiques de l'État et les estimations indépendantes, comme le résume C-Y Cheng. Dans ce texte, nous présentons cette divergence sous la forme d'une fourchette allant des estimations les plus basses aux estimations les plus élevées pour la période, partout où une telle fourchette existe.

réhabilités, et les bases d'une croissance future soutenue ayant été posées par des investissements massifs dans l'éducation et la formation ». Cela a permis « une mobilité sociale rapide, les agriculteurs s'installant en ville et les jeunes entrant à l'université ». Pendant des décennies, on se souviendra avec nostalgie de cette période comme d'une sorte d'âge d'or pour les citadins, marqué par la paix, le progrès et la prospérité ¹¹¹.

Dans la répartition des investissements, le plan a entièrement remplacé les incitations par les prix par des mesures « quantitatives » décidées par les planificateurs eux-mêmes dans un processus appelé « planification du bilan matière ». Bien que les prix, les bénéfices, les salaires, les banques et l'argent existent toujours en théorie, « le système financier était « passif », ce qui signifie que « les flux financiers étaient affectés à l'exécution du plan (qui était établi en termes de quantités physiques), plutôt qu'à l'influence indépendante des flux d'allocation des ressources ». Les caractéristiques de l'ancien système financier, telles que les prix et les bénéfices, étaient désormais « utilisées pour contrôler et surveiller les performances, et non pour orienter les décisions d'investissement ». Dans sa forme idéale, la « planification du bilan matière » permettrait à un planificateur « d'utiliser un tableau d'entrées-sorties pour calculer les besoins interdépendants de l'ensemble de l'économie » ¹¹². En réalité, cependant, la complexité et l'inégalité du système ont empêché les planificateurs de jamais se rapprocher de cet idéal.

Les planificateurs : [...] ont réparti des blocs de ressources entre les différents acteurs, ont établi leurs propres listes de souhaits concernant les projets prioritaires et les ressources dont ils avaient besoin, puis ont alloué ce qui restait aux nombreux besoins non satisfaits. Le secteur étranger pouvait être utilisé en dernier recours pour compenser les pénuries et vendre les excédents ¹¹³.

L'accent mis par le plan sur l'industrie au détriment de l'agriculture était donc tout à fait intentionnel. Entre 1952 et 1958, « sur le total des investissements en capital, 51,1 % sont

¹¹¹ B. Naughton, *op. cit.*, p. 68.

¹¹² *Ibid.*, p. 59, 61.

¹¹³ *Ibid.*, p. 61.

allés à l'industrie et seulement 8,6 % à l'agriculture » ¹¹⁴, l'investissement total en « construction de capital » ¹¹⁵ passant de 1,13 milliard de yuans en 1950 à 26,7 milliards en 1958. La valeur nette de la production des biens de consommation a connu un recul similaire par rapport à l'industrie au cours de la même période ¹¹⁶.

Cette disproportion était également géographique, le plan visant à « déplacer le centre de gravité industriel des enclaves côtières », ordonnant que la quasi-totalité des 156 grands projets industriels prévus soient « construits dans les régions intérieures ou dans le Nord-Est » ¹¹⁷, 472 des 694 entreprises industrielles, grandes et petites, « devant être situées à l'intérieur des terres » ¹¹⁸. « Séparé des marchés mondiaux et limité à un petit nombre de partenaires commerciaux socialistes – à savoir l'URSS, qui représentait la moitié de tout le commerce international pendant cette période ¹¹⁹ – l'accent mis sur l'intérieur visait également à « construire de nouvelles industries plus proches des sources de matières premières et des zones de consommation et de distribution ». ¹²⁰

Dans le même temps, l'élimination de l'artisanat et des réseaux de marché qui avaient sous-tendu les relations entre la ville et la campagne a fait en sorte que la majeure partie de l'activité industrielle de la Chine était désormais urbaine et que la population serait plus strictement concentrée dans les

¹¹⁴ C-Y Cheng, *Communist China's Economy, 1949-1962*, *op. cit.*, p. 115.

¹¹⁵ Le terme est utilisé ici de manière vague, afin d'être cohérent avec nos sources. Tel qu'utilisé par les économistes libéraux, le « capital » est une catégorie ahistorique qui définit à la fois les quantités d'argent et les quantités investies dans des choses physiques comme des bâtiments, des machines et même des terrains. Bien que nous l'utilisions ici par souci de cohérence avec les sources primaires, il convient de souligner que le « capital » au sens marxiste n'existait pas dans la Chine socialiste, ni en tant que classe cohérente ni en tant que masse de fonds d'investissement d'État et d'infrastructures physiques. Le capital n'est revenu qu'avec la transition de la Chine hors du socialisme et son intégration dans l'économie mondiale.

¹¹⁶ C-Y Cheng, *op. cit.*, p. 116-119.

¹¹⁷ B. Naughton, *op. cit.*, p. 66.

¹¹⁸ M. Meisner, *Mao's China and After : A History of a People's Republic*, The Free Press, New York, *op. cit.*, p. 112.

¹¹⁹ B. Naughton, *op. cit.*, p. 379.

¹²⁰ M. Meisner, *op. cit.*, p. 112.

industries urbaines ou dispersée dans les collectifs agricoles en cours de création à cette époque. Plus important encore : la fracture entre les villes et les campagnes devenait désormais une division géographique claire entre les régions productrices et consommatrices de céréales, les consommateurs de céréales étant les premières cibles de l'industrialisation.

Cependant, une grande partie de cette industrialisation était clairement destinée à la production des producteurs agricoles. L'État « achetait les produits agricoles [...] à bas prix à la campagne [...] et échangeait des biens industriels à prix élevé »¹²¹. Le but était autant de moderniser l'agriculture que de construire une base industrielle puissante. Mais, après avoir éliminé de la campagne une grande partie de son industrie indépendante et des réseaux commerciaux qui les accompagnaient¹²², le premier plan quinquennal n'a pas réussi à doter le secteur rural d'une infrastructure pleinement opérationnelle capable de remplacer ce qui avait été perdu.

Faute de routes, de rails, d'électricité et d'accès aux produits pétroliers, une grande partie de la campagne chinoise nécessitait d'énormes investissements pour rendre opérationnelles les technologies modernes telles que les tracteurs et les usines électrifiées de transformation alimentaire ou d'engrais. Mais les planificateurs centraux étaient pris dans un piège : pour investir dans ce type d'infrastructure, il fallait développer l'industrie urbaine, mais pour développer l'industrie urbaine, il fallait moderniser l'agriculture pour nourrir la main-d'œuvre industrielle croissante, composée en grande partie de nouveaux migrants venus des campagnes.

La solution des planificateurs centraux à cette contradiction insoluble ne fut pas de ralentir le processus et de mettre en œuvre la modernisation au coup par coup, option politiquement irréalisable lorsque la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale était encore d'actualité, mais d'intensifier l'extraction des surplus de la paysannerie, de forcer davantage de travailleurs des anciens métiers artisanaux à travailler dans l'agriculture et d'introduire des technologies « intermédiaires »

¹²¹ M. Selden, *The Political Economy of Chinese Development*, M.E. Sharpe, New York, *op. cit.*, p. 77.

¹²² *ibid.*, p. 77-79, pour plus de détails sur le processus.

dans la production agricole qui nécessitaient moins de soutien infra-structurel et moins de prouesses techniques. En fin de compte, cela impliquait également de limiter l'exode rural par la mise en place de contrôles administratifs stricts sur les mouvements de population.

Échelles de salaire

Durant la même période, les bureaucraties étatique et industrielle ont grossi, les grades et les échelles de salaires ont proliféré alors même que les hiérarchies de fait correspondaient rarement au plan officiel. Couvrant la croissance de l'industrie elle-même, la bureaucratie du Parti et du nouvel État (encore peu séparés) a été le secteur à plus forte croissance entre 1949 et 1957. Les grandes bureaucraties d'État avaient été la marque de fabrique de la structure industrielle japonaise et de la production étatique du GMD, mais l'échelle du nouvel État a largement dépassé celle de ses prédécesseurs. Alors que la bureaucratie du GMD avait atteint un pic de 2 millions de fonctionnaires en 1948, le nouvel État a vu le nombre de cadres monter en flèche, passant de 720 000 en 1949 à 3,31 millions en 1952. Et ce n'était que le début : « En moins d'une décennie, de 1949 à 1957, le nombre de cadres a été multiplié par dix, à la fois en nombre absolu et en pourcentage de la population, pour atteindre 8,09 millions et passer de 0,13 à 1,2 % de la population. ¹²³

La reproduction de l'État est devenue de plus en plus coûteuse : « en 1955, les cadres du gouvernement absorbaient près de 10 % du budget national, soit près du double du plafond de 5 % prévu à l'origine par les dirigeants nationaux » ¹²⁴, ce coût direct se traduisant en grande partie par les salaires des cadres, qui ont augmenté et se sont stratifiés en fonction du rang ¹²⁵. La croissance du coût et de la

¹²³ Y. Wu, *The Cultural Revolution at the Margins*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 2014. p. 24.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*, p. 25, voir également le tableau 1, p. 26.

complexité de la bureaucratie d'État eut son pendant dans les secteurs industriels, où les salaires des ouvriers subirent une série de réformes. À mesure que les investissements nationaux affluaient dans l'industrie lourde, la divergence déjà existante entre les revenus ruraux et urbains s'est consolidée en politique d'État. Dans le même temps, les salaires urbains ont eux-mêmes été découpés en de nombreuses catégories, bien qu'il soit rare que la distribution réelle des salaires corresponde aux catégories prévues dans le plan. Alors que les cadres de haut niveau percevaient clairement les revenus les plus élevés, les techniciens et les intellectuels étaient censés bénéficier de privilèges importants à cette époque par rapport aux autres citoyens.¹²⁶

Parmi les travailleurs urbains, on a tenté de mettre en place une hiérarchie des salaires qui mettait l'accent sur les priorités de la stratégie d'investissement de l'État central. Dans ce plan, les travailleurs employés dans l'industrie lourde auraient les salaires les plus élevés pour les travailleurs manuels, les plus hauts gradés de ces catégories gagnant un peu moins que le salaire des cadres moyens tels que les chefs de section de bureau, et pratiquement le même salaire que les professeurs d'université et les ingénieurs assistants. Les travailleurs de l'industrie lourde les moins bien rémunérés ne gagneraient cependant qu'un peu moins que la moyenne des enseignants du primaire. Cela indique que les niveaux de salaire conçus par le Parti devaient exister non seulement pour les classifications industrielles dans les villes, mais aussi au sein des usines elles-mêmes¹²⁷.

Le revenu réel des travailleurs urbains a en effet augmenté de quelque 42,8 % entre 1952 et 1957, mais cette augmentation n'a pas été répartie uniformément entre les professions. Les travailleurs à la chaîne ont vu la mise en place d'une « série complexe de primes et de récompenses individuelles versées en plus des salaires ». Dans les entreprises « mixtes » (c'est-à-dire nouvellement nationalisées, principalement dans les villes portuaires), les salaires ont en fait baissé, comme à Shanghai,

126 C-Y Cheng, *op. cit.*, p. 123-124, pour les salaires des ouvriers, techniciens et intellectuels, et Y. Wu *op. cit.*, tableau 1, p. 26-27, pour les salaires des cadres.

127 *Ibid.*

où « les travailleurs des usines textiles nouvellement nationalisées ont vu leurs revenus réels chuter de 50 à 60 % », une perte qui n'a été que partiellement compensée par une augmentation des prestations sociales ¹²⁸.

De nombreuses industries, en proie à des statistiques médiocres et à des pratiques chaotiques sur le terrain, ont également mis en place des tarifs à la pièce pour les travailleurs : « En 1952, plus d'un tiers des travailleurs industriels étaient soumis à des systèmes de rémunération à la pièce et en 1956, ce pourcentage était passé à 42 %. » En plus des grades salariaux pour les cadres de niveau industriel, il y avait des grades supplémentaires pour le « personnel de service », huit grades pour le « personnel technique » et cinq pour les « techniciens », quatre pour les « techniciens assistants » et toute une série de « primes versées au personnel de direction et technique à tous les niveaux du système industriel lorsque les objectifs étaient atteints ou dépassés » ¹²⁹.

Ces échelles de salaires, primes et hiérarchies à la pièce correspondaient à la tentative de rationalisation de l'industrie chinoise, construisant de nouvelles usines sur le modèle soviétique et adaptant de force les pratiques préexistantes dans les villes portuaires pour en faire des unités industrielles semblables à celles du Nord-Est. Mais, là encore, la forme idéale du modèle soviétique ne s'est jamais matérialisée. Non seulement il y avait des tensions entre les doubles hiérarchies de ceux qui avaient des privilèges techniques et politiques au sein de l'usine, mais il y avait aussi la simple absurdité d'essayer de contraindre les diversités industrielles des villes portuaires en un modèle unique et rationalisé conçu à l'origine pour répondre aux besoins de l'industrie lourde.

Vers la fin des années 1950, les planificateurs chinois ont commencé à se rendre compte que « le système ne convenait pas aux conditions technique, économique ou politique chinoises ».

¹²⁸ M. W. Frazier, *The Making of the Chinese Industrial Workplace*, Cambridge University Press, *op. cit.*, p. 142.

¹²⁹ S. Andors, *op. cit.*, p. 55-56.

La fusion de dizaines, voire de centaines de milliers de petits artisans, d'ateliers et d'usines en grandes entreprises industrielles a créé un cauchemar logistique dans de nombreuses villes, provoquant de vastes «conflits sur l'évaluation de la valeur et la compensation» ainsi que des «problèmes concernant le personnel et l'autorité de gestion», dans lesquels les «directeurs, propriétaires et personnel technique» des anciennes usines se disputaient la responsabilité et le pouvoir dans la nouvelle structure ¹³⁰.

Plus important encore, les hiérarchies salariales complexes basées sur les compétences, l'industrie et la relation avec l'État ne se sont jamais matérialisées. Bien que les grades aient été établis de manière parfaitement détaillée, ils n'ont jamais correspondu aux tendances réelles des salaires et des avantages observés au cours de la période. Certaines des divisions encouragées par l'État central se sont en fait aggravées, comme ce fut le cas avec la préférence accordée aux travailleurs des industries lourdes appartenant à l'État, par rapport aux entreprises collectives sous-financées, qui employaient davantage de travailleurs temporaires et contractuels. Mais d'autres hiérarchies, telles que les classes de salaire basées sur les compétences techniques, n'ont jamais été mises en œuvre sous la forme prévue, malgré la propagande contraire. Ce qui s'est matérialisé, ce sont de nouvelles hiérarchies chaotiques, de nouvelles relations avec l'État et de nouvelles formes de subsistance, dont beaucoup, bien que nouvelles, pouvaient remonter autant à des institutions chinoises prérévolutionnaires qu'à des institutions soviétiques.

Au sein de ces nouvelles hiérarchies, certaines régions étaient privilégiées. Les villes portuaires souffraient d'un financement insuffisant et d'une structure industrielle qui ne ressemblait guère à celle que présumaient les directives centrales de planification. Il en est résulté la nécessité de nombreuses solutions à court terme, dont beaucoup sont devenues par inadvertance le fondement de nouvelles configurations de pouvoir et de méthodes de production. Parmi les problèmes les plus urgents figurait le risque d'inflation. Alors que les salaires augmentaient, le PCC

¹³⁰ *Ibid.*, p. 56.

craignait l'apparition d'un nouveau cycle inflationniste similaire à celui qui avait paralysé les régimes japonais et GMD, et le premier «pic» d'investissement rapide en 1953 a en fait commencé à relancer l'inflation¹³¹. En réponse, les gouvernements locaux ont été encouragés à proposer des alternatives aux salaires. De nombreux chefs d'entreprise ont ainsi relancé les pratiques des précédents «industrialisateurs», qu'ils soient seigneurs de guerre, nationalistes ou japonais, qui avaient tous cherché des solutions locales au chaos inflationniste en temps de guerre en internalisant la reproduction du travail dans l'usine par la fourniture directe de choses comme la nourriture, le logement et les soins médicaux sans recours au marché.

NdT : [*] traduction de « Tiers ».

Le travail sans la valeur

Les nouvelles institutions de protection sociale du PCC remontaient en fait historiquement à des solutions anciennes à court terme, locales et souvent indépendantes, plus qu'à une quelconque directive de l'État central pour l'octroi de prestations : « L'aide sociale sur le lieu de travail en tant qu'institution s'était développée de manière indépendante dans les villes chinoises, pendant l'hyperinflation des années 1940. Les efforts du PCC pour éradiquer l'inflation ont été facilités par la poursuite de la pratique consistant à demander aux usines de fournir de la nourriture et d'autres produits de première nécessité aux travailleurs »¹³². Ce fut le début du système de la Danwei, ou « unité de travail », qui allait bientôt s'étendre à l'ensemble de l'industrie chinoise. Dans ce système, « le nouveau régime exerçait le pouvoir par la pénétration des unités de base de la société, y compris les

¹³¹ B. Naughton, *op. cit.*, p. 66.

¹³² M.W. Frazier, *op. cit.*, p. 129.

usines et autres entreprises »¹³³, tout en réduisant la rotation de la main-d'œuvre, en évitant l'inflation et en rendant les travailleurs directement dépendants des allocations de ressources de l'État central au niveau de l'entreprise, plutôt que des salaires monétaires.

Cette relation entre les travailleurs et l'État deviendra l'une des caractéristiques marquantes du régime socialiste développementiste, qui gère de plus en plus le travail comme s'il était un élément de l'usine elle-même. Les ressources destinées à la reproduction du travail, plutôt que d'être intégrées dans le salaire, étaient tirées de fonds dits « d'Investissement dans la Construction de Capital » (ICC), destinés à l'origine à l'achat de nouvelles machines et à la construction de complexes industriels. Le total des ICC « est passé de 2,9 milliards de yuans en 1952 à 10,5 milliards de yuans en 1957 », ce qui correspond à l'accent mis par le plan quinquennal sur l'expansion des installations industrielles. Mais au cours des années 1950, des montants croissants de ces fonds d'investissement ont commencé à être affectés à des « ICC non productives », ce qui impliquait « des projets tels que la construction d'unités résidentielles, d'hôpitaux et d'autres installations qui ne contribuaient pas directement à la production économique ». Entre 1951 et 1954, ces projets non productifs (ou, plus précisément, reproductifs) ont absorbé plus de 50 % du total des ICC.

Le premier plan quinquennal était donc trompeur. En réalité, la construction de nouvelles institutions de reproduction était tout aussi essentielle que la priorité accordée à l'industrie lourde. Ces institutions ont créé de nouvelles interfaces entre les travailleurs et l'État et ont facilité de nouvelles méthodes de contrôle social. Pendant ce temps, la reproduction et le contrôle des travailleurs étaient, en pratique, traités comme contigus ou identiques aux investissements dans les usines en tant que telles, le Welfare n'étant pas géré ou distribué au niveau du gouvernement national, provincial ou même local, mais au niveau de l'entreprise industrielle, tout comme les investissements dans les usines et les machines.

¹³³ *Ibid.*, p. 128.

Cet arrangement a effectivement forcé l'État à tirer un surplus absolu de l'industrie, ne serait-ce que pour maintenir ce Welfare. Mais il garantissait également que ce surplus ne pourrait jamais se transformer en plus-value, en raison de son détachement croissant du salaire et de l'absence quasi-totale de tout ce qui ressemble à un marché du travail, empêchant la force de travail de se constituer en marchandise, même si le travail en tant que tel était traité par les planificateurs comme n'importe quel autre bien de production¹³⁴. De fait, ce surplus absolu de l'industrie était lui-même un surplus tiré d'un surplus, le produit des ouvriers n'étant toujours qu'une dérivation secondaire du surplus extrait des travailleurs agricoles. Les céréales ont toujours été le principal moteur productif du régime socialiste d'accumulation, et sa transformation alchimique en acier était le produit excédentaire des consommateurs nets de céréales du système – la main-d'œuvre industrielle.

D'autres hiérarchies nouvelles se sont formées au sein de cette main-d'œuvre industrielle, ainsi qu'au sein des Danwei individuelles. La proximité de l'État central et la priorité donnée au secteur industriel lourd était l'une de ces hiérarchies, les personnes «à la périphérie de l'emploi industriel, dans le vaste secteur de l'artisanat urbain» recevant «les salaires les plus bas et seulement de maigres prestations sociales, quand il y en avait»¹³⁵, mais toutes étaient en fait des hiérarchies dans la distribution du surplus absolu de céréales extraites de la paysannerie ou issus de processus environnementaux non humains (dans les nouvelles vagues de déforestation et de colonisation des frontières, par exemple).

En revanche, les hiérarchies fondées sur la compétence technique voulues par les planificateurs centraux n'ont jamais réellement pris forme. Dans les années 1950, dans les centres industriels tels que Shanghai, «il n'y avait guère de différence de salaire entre travailleurs qualifiés et non qualifiés»¹³⁶, l'État

¹³⁴ Il y a aussi le fait non négligeable que ni l'investissement, ni les méthodes, ni le produit de l'industrie n'ont été intégrés dans les circuits mondiaux d'accumulation du capital.

¹³⁵ M.W. Frazier, *op. cit.*, p. 141.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 144.

ne pouvait pas déterminer les salaires, même dans les entreprises d'État, en raison de l'énormité de la tâche. Au cours de la nationalisation, « les fonctionnaires de la RPC ont pris le contrôle de la masse salariale de plus de 7 millions de travailleurs industriels dans tout le pays »¹³⁷, forçant l'État à permettre aux différents ministères de déterminer leurs propres taux de rémunération et aux entreprises de les mettre en œuvre.

Mais cette mise en œuvre a rarement été conforme aux taux déterminés par ces ministères. Les entreprises recevaient des autorités de planification une masse salariale fixe, et les travailleurs de l'entreprise étaient fréquemment autorisés à exercer une influence considérable sur la répartition de cette somme. Ici, les aspects liés au Haut-Stalinisme du modèle soviétique étaient bien visibles, avec des salaires qui n'étaient pas fixés par les directeurs d'usine, selon le système de « gestion par un seul homme », mais plutôt fixés dans le cadre de « campagnes » d'ajustement salarial de mobilisation de masse, dans lesquelles « les travailleurs discutaient et débattaient ouvertement entre eux de qui méritait ou non des promotions salariales ». Le résultat, dans la grande majorité des cas, était que ces réunions « tendaient à orienter les hausses de salaire vers les travailleurs relativement âgés ayant une famille plus nombreuse à charge », créant ainsi un « système informel de salaire à l'ancienneté » qui allait persister tout au long de l'ère socialiste, renforcé par la représentation des travailleurs âgés qui avaient souffert dans les régimes de travail prérévolutionnaires, et considéraient souvent les jeunes comme gâtés par la prospérité relative du socialisme¹³⁸.

En plus de la division croissante entre jeunes et vieux travailleurs dans l'usine, le réseau familial a refait surface comme forme importante de répartition du travail et de distribution des surplus. Avec l'effondrement du marché du travail et la fixation des travailleurs par le système de la Danwei, et plus tard du Hukou, les entreprises durent se tourner vers les ministères centraux de l'industrie pour augmenter leurs effectifs. Le problème du turn-over a été

¹³⁷ *Ibid.*, p. 145.

¹³⁸ *ibid.*, p. 148-149.

efficacement résolu en limitant la capacité des travailleurs à migrer vers différentes villes et en liant le droit à la pension aux années de travail dans une entreprise donnée – ce qui a renforcé la hiérarchie de l'ancienneté. La difficulté de trouver de nouveaux travailleurs a encouragé les entreprises à accumuler de la main-d'œuvre, même en période de ralentissement économique, mais l'incapacité à recruter « dans la société » – c'est-à-dire à embaucher librement des chômeurs urbains ou des migrants ruraux – a imposé de fortes contraintes géographiques sur le réservoir de main-d'œuvre disponible¹³⁹.

La solution la plus simple à ce problème, adoptée comme arrangement local par les entreprises de tout le pays, était la pratique du « remplacement (dingti) », dans laquelle l'entreprise engageait les parents et les enfants des employés dans la même unité de travail. En raison des contraintes à l'embauche, « le gouvernement chinois a par inadvertance encouragé une pratique intensément localiste d'héritage professionnel de l'unité de travail »¹⁴⁰. Ce faisant, le PCC a fait revivre la cellule familiale comme source intégrale de privilège social, en la fusionnant avec la Danwei et donc avec l'État lui-même. Les familles mal placées ou peu influentes dans leurs entreprises avaient peu de pouvoir de négociation et voyaient donc leurs membres déplacés vers des villes lointaines (souvent à l'intérieur du pays) par les exigences de l'allocation nationale de main-d'œuvre. Cela a créé un stress financier et émotionnel qui a empêché ces familles de gravir les échelons de la hiérarchie de la distribution.

Même la coordination inter-entreprises développée plus tard dans les années 1950 ne correspondait pas à la structure établie du plan quinquennal. En dehors du Nord-Est, les ministères de l'industrie ont été contraints de déléguer des pouvoirs importants aux fonctionnaires locaux. À Shanghai et Canton, cela a eu pour conséquence de gonfler l'importance des départements du travail industriel par rapport aux

¹³⁹ Comme beaucoup d'autres politiques officielles, cette politique devait rapidement s'effondrer pendant le Grand Bond en avant, après quoi elle n'a été appliquée que par le biais de contrôles administratifs stricts sur la migration et le statut d'enregistrement.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 157.

fonctions qui leur étaient assignées. En apparence une institution mineure sous la direction du Comité municipal du Parti, ces départements ont finalement «joué un rôle de médiation essentiel dans la traduction des directives politiques et administratives centrales dans la pratique réelle au sein des usines [...] et ont finalement pris en charge la plupart des fonctions de supervision de certaines usines dans leurs villes», bien qu' on ne leur ait pas attribué un tel rôle dans la hiérarchie envisagée par les autorités de planification¹⁴¹. À la fin des années 1950, cette décentralisation allait prendre des formes extrêmes.

Collectiviser le travail rural

Mais tous ces changements dans les villes ont été soutendus par des transformations très profondes dans les campagnes. En même temps que la mise en œuvre des premières nationalisations et du premier plan quinquennal, la production rurale a été collectivisée en quatre étapes qui se sont étalées sur les années 1950. Les deux premières étapes impliquaient la formation de « coopératives », tandis que les deux dernières impliquaient la formation de « collectifs ». Pendant la réforme agraire, des équipes d'entraide composées de six ménages ou plus s'étaient formées dans le but d'aider à la production dans les exploitations individuelles. Bien que guidé par le Parti, ce fut en grande partie une réponse locale et volontaire au fait que les moyens agricoles, notamment les animaux de trait, devaient être répartis entre les ménages car ils étaient pris aux propriétaires. Ces équipes d'entraide étaient saisonnières, se réunissant généralement au moment des récoltes et des plantations, et elles permettaient à l'économie des petites exploitations d'être « économiquement viable » en partageant des ressources rares¹⁴². Des coopératives d'approvisionnement et de commercialisation ont également été créées, cette fois par le Parti, car il était en concurrence avec

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 164-165.

¹⁴² J. Unger, *The Transformation of Rural China*, East Gate, 8.

les marchands locaux pour le contrôle de la production excédentaire. Une équipe d'entraide, par exemple, pouvait recevoir des intrants tels que des engrais de l'une de ces coopératives en échange d'une quantité spécifique de céréales. À leur tour, les coopératives d'approvisionnement et de commercialisation ont fait pression sur les familles de paysans et ont constitué des incitations à la collectivisation¹⁴³. Ces coopératives ont été intégrées au système unifié d'achat et de commercialisation à partir de l'automne 1953, lorsque les marchands privés ont été contraints de quitter le marché agricole.

En 1954 et 1955, au cours de la deuxième étape de la collectivisation, la plupart des équipes d'entraide ont été converties en « coopératives de producteurs agricoles de base », composées de groupes d'environ 20 ménages. Au sein du parti, l'idée avait émergé qu'un niveau de coopération plus élevé était nécessaire pour qu'il soit plus facile d'organiser la main-d'œuvre rurale inutilisée, surtout pendant la saison creuse. Si le processus était trop lent, on pensait que de nouvelles inégalités s'installeraient à mesure que certains ménages ou équipes d'entraide obtiendraient des ressources au détriment d'autres, et vers le milieu des années 1950, des rapports sur les inégalités apparaissent¹⁴⁴. Ces opinions devinrent une force motrice majeure au sein du Parti, tant au centre qu'à la campagne, pour une plus grande collectivisation par le biais du Grand Bond en avant (GBA).

Bien que guidées par le Parti, les coopératives ne furent pas simplement imposées à la paysannerie. Des crédits financiers et une aide technique ont été offerts pour encourager l'adhésion¹⁴⁵, et il y a peu d'indications d'une résistance majeure à ce stade, car les paysans restaient propriétaires de leurs moyens de production et de leurs terres, qui étaient désormais utilisés collectivement, mais dont les ménages étaient toujours propriétaires sur le plan technique. Les récoltes étaient divisées en fonction de l'apport en main-d'œuvre et en terre. La méthode exacte de calcul de cette

¹⁴³ A. Doak Barnett, « China's Road to Collectivization », *Journal of Farm Economics*, volume 35, mai 1953, disponible en ligne, p. 195.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 196-197.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 195-196.

rémunération était difficile et variait selon les lieux, bien que le parti ait préféré les systèmes qui mettaient l'accent sur les contributions en travail plutôt que sur la propriété¹⁴⁶.

La contribution individuelle en travail était comptée en « points de travail ». Jusqu'à la décollectivisation de la fin des années 1970, le système de points de travail était complexe et en constante évolution. Différents nombres de points étaient attribués à différents emplois, la moyenne étant généralement de 10 pour une journée de travail complète d'un homme et de 8 pour celle d'une femme. Dans les coopératives, le total des points de travail d'un paysan était échangé avec le collectif à la fin de l'année contre des céréales, d'autres produits et de l'argent. Leur « valeur » était « obtenue en divisant le produit net total du collectif (après déduction des fonds collectifs et de l'accumulation) par les points combinés de tous les membres »¹⁴⁷. La complexité de ce problème de rémunération a probablement contribué à la disparition des coopératives.

Alors que seulement 2 % des ménages ruraux étaient membres de coopératives en 1954, à la fin de 1956, 98 % y avaient adhéré. Cette année-là, la réorganisation de la vie rurale s'est rapidement accélérée¹⁴⁸, mais la production d'excédents agricoles a augmenté plus lentement que prévu et, de ce fait, des désaccords au sein du parti ont commencé à apparaître concernant la rapidité de la transformation rurale. Mao et d'autres ont fait pression pour un changement plus rapide, malgré l'absence d'une base industrielle pouvant assurer la mécanisation de l'agriculture, car ils considéraient le ralentissement de la croissance de la production agricole comme un obstacle à une industrialisation rapide. La majorité du Comité central du PCC semble avoir craint qu'une expansion trop rapide des coopératives ne soit désordonnée et ne perde potentiellement le soutien des masses rurales. Cela a temporairement ralenti le processus au début de 1955, avant que Mao ne pousse avec succès à un processus plus rapide au cours de l'été de la même année. Si les deux parties du débat

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 197.

¹⁴⁷ P. Huang, *The Peasant Family and Rural Development in the Yangzi Delta, 1350-1988*, Stanford University Press, *op. cit.*, p. 200.

¹⁴⁸ B. Naughton, *op. cit.*, p. 67.

ont utilisé la question de la différenciation croissante des classes comme preuve de leur propre position, elles partageaient également une préoccupation concernant la productivité rurale et le contrôle de l'État sur le surplus. La question était de savoir comment garantir au mieux les gains de la production agricole.

De 1956 à 1957, au cours de la troisième étape de la collectivisation, ces coopératives de producteurs «de niveau inférieur» ont été transformées en collectifs, appelés «coopératives de producteurs agricoles de niveau supérieur», dans lesquels les ménages individuels cédaient leur propriété de la terre, du bétail et des outils agricoles à des collectifs de 40 à 200 ménages¹⁴⁹. Il y a eu plus de résistance à ce stade (bien que la question de savoir dans quelle mesure soit un sujet de débat), et le parti a été plus coercitif pour pousser ce processus également. Dans ce système, les revenus étaient divisés uniquement en fonction de la contribution individuelle en travail et le bétail, les outils et les terres étaient collectivisés. En réponse, de nombreux paysans semblent avoir consommé une grande partie de leur bétail comme une forme de résistance rationnelle. La taille plus importante de ces collectifs permettait à l'État de se procurer plus facilement le surplus agricole nécessaire pour nourrir les villes, car l'extraction de ce surplus concernait moins d'unités.

En 1958, le Grand Bond en avant (GBA) a commencé avec l'émergence de collectifs encore plus importants appelés communes – la quatrième et dernière étape de la collectivisation. Ces communes rurales comprenaient un bourg commercial et ses villages environnants, avec des dizaines de milliers de membres. La forme communale n'a pas été planifiée dès le départ, mais elle a émergé dans certaines régions en réponse aux conditions locales et à la nécessité de déployer une main-d'œuvre plus importante pour les travaux d'infrastructure massifs, en particulier l'irrigation et les réservoirs. Les cadres de niveau inférieur ont joué un rôle moteur dans ce processus. Les paysans étaient souvent déplacés sur de longues distances et restaient loin de leur

¹⁴⁹ J. Unger, *op. cit.*, p. 8 ; P. Nolan « The Political Economy of Collective Farms : An Analysis of China's Post-Mao Rural Reforms », *Westview Press*, Boulder, 1988, p. 49, estime la taille moyenne à 160 ménages.

village d'origine pendant des mois. Ce n'est qu'après l'apparition du phénomène au niveau local qu'il a été reconnu par l'État comme faisant partie du GBA. Cette reconnaissance, à son tour, a conduit à la propagation de la forme communale dans toute la Chine rurale. Les communes en sont venues à être présentées comme faisant partie d'une rapide « transition d'une société socialiste à une société communiste », tant au niveau national qu'international (dans le cadre de la concurrence croissante avec les russes). En août 1958, après qu'elles avaient commencé à apparaître dans les campagnes, le Comité central a adopté une résolution sur les communes populaires, déclarant : « La réalisation du communisme dans notre pays n'est pas loin. Nous devons exploiter activement le modèle des Communes populaires et découvrir les moyens concrets de faire la transition vers le communisme »¹⁵⁰.

Dans les années 1950, en particulier pendant le GBA, la réalisation du communisme dans les campagnes a également signifié l'industrialisation rurale. Un slogan clé de l'époque était « marcher sur deux jambes », ce qui signifie que les industries urbaines à grande échelle et à forte intensité de capital devaient se développer parallèlement aux industries principalement rurales à faible intensité de capital et à forte intensité de main-d'œuvre qui produisaient pour le secteur agricole¹⁵¹. Alors que le système traditionnel de l'artisanat rural avait constitué un « lien organique entre la culture et la transformation des produits agricoles » – dont une grande partie était ensuite vendue sur le marché urbain – ce « lien organique » avait été coupé par le système d'achat de l'État¹⁵². Les revenus des ménages dans les zones qui s'étaient spécialisées dans la production artisanale ont chuté avec le début de la collectivisation¹⁵³. Pourtant, pendant le GBA, les collectifs et surtout les communes ont maintenu et même étendu l'industrialisation rurale.

150 Xin Yi, « On the Distribution System of Large-Scale People's Communes », in *Eating Bitterness : New Perspectives on China's Great Leap Forward and Famine*, University of British Columbia Press, 2011, p. 132.

151 C. Riskin, *China's Political Economy : The Quest for Development Since 1949*, Oxford University Press, *op. cit.*, p. 116.

152 B. Naughton, *op. cit.*, p. 272.

153 *Ibid.*, p. 272.

L'agriculture devait être modernisée technologiquement, non par l'importation d'intrants industriels urbains mais par une production locale à faible technicité, un processus d'autosuffisance. La campagne devait mobiliser sa propre main-d'œuvre pour son propre développement, tout en laissant l'État accaparer une grande partie de son surplus pour le développement industriel urbain.

Cela signifiait également mobiliser et détourner la main-d'œuvre rurale (principalement masculine) vers la production non agricole, supplantant ainsi de nombreuses anciennes industries artisanales qui fonctionnaient encore au sein des ménages ruraux. Au début du GBA, sept millions et demi de nouvelles usines ont été créées en moins d'un an¹⁵⁴. Durant l'hiver 1957-1958, pas moins de 100 millions de paysans ont travaillé dans des projets d'irrigation et de stockage de l'eau¹⁵⁵. On le sait, des usines de fer et d'acier ont vu le jour dans toute la Chine rurale en réponse à un appel lancé pour que la production industrielle dépasse la production agricole – un appel qui a été pris comme objectif pour chaque localité et pas uniquement au niveau national global. Ce détournement de la main-d'œuvre ne s'est pas produit uniquement pendant la saison creuse. La part de la main-d'œuvre agricole dans l'emploi rural total a diminué au cours du GBA, et la production n'a pas tardé à suivre. Alors que les premières estimations montraient que les rendements agricoles en 1958 étaient deux fois plus élevés que ceux de l'année précédente, elles se sont avérées fausses, et à l'été 1959, elles ont été révisées à la baisse d'un tiers¹⁵⁶. Avec le détournement des travailleurs de l'agriculture, les récoltes ont été négligées et la nourriture a pourri.

Le système de distribution (*fenpei zhidu*) fut à nouveau modifié de sorte que le peu qui restait de l'économie privée fut complètement supprimé. Jusqu'au GBA (et tout au long des trois premières étapes de la collectivisation), les ménages paysans avaient entretenu des parcelles privées représentant environ 10 % du total des terres arables. Celles-ci ont été supprimées au cours du GBA, mais bientôt, elles devaient

154 B. Riskin, *op. cit.*, p. 125-126.

155 *Ibid.*, p. 119.

156 *Ibid.*, p. 125-127.

revenir, dans le cadre du repli des années 1960. Bien qu'ayant existé quelques années seulement, la suppression de ces parcelles privées a eu une importance cruciale, car elles servaient de dernier rempart contre la famine. De même, le dernier des marchés privés de céréales et de produits agricoles a disparu. Un système de « libre approvisionnement » (gongjizhi) a remplacé la rémunération selon le travail (gongzizhi), les produits de première nécessité étant fournis à tous les membres dans de nombreuses communes, mais pas dans toutes¹⁵⁷. Les réfectoires communaux, devenus un élément clé de la distribution, surgirent dans de nombreuses communes, même si cela était contraire aux dispositions du Comité central¹⁵⁸. Le Parti ayant changé de position, Mao déclara en août 1958 que « lorsque les gens peuvent manger dans les salles à manger publiques sans être facturés pour la nourriture, c'est du communisme »¹⁵⁹. La pratique de la distribution gratuite se répandit de commune en commune, avec le soutien de Mao. Le système qui en est résulté s'est toutefois répandu de manière inégale et, finalement, il a également été instable. Les communes ont ignoré les réglementations et ont adopté différents niveaux de distribution gratuite, allant des céréales aux repas, en passant par tous les produits de première nécessité¹⁶⁰. Les communes les plus pauvres ont adopté des systèmes de distribution mixtes, certains produits étant liés au travail et d'autres non. La plupart ont conservé un certain degré de paiement par les points de travail.

Comme dans la ferme familiale patriarcale, une division genrée du travail était essentielle à la gestion du travail rural dans les communes. Au fur et à mesure que la main-d'œuvre masculine s'est mise à travailler à l'extérieur, les femmes ont de plus en plus pris en charge l'agriculture, où leur travail se voyait généralement allouer moins de points de travail que celui des hommes¹⁶¹.

¹⁵⁷ Xin 2011, p. 130.

¹⁵⁸ Xin 2011, p. 133.

¹⁵⁹ Cité in Xin 2011, p. 132.

¹⁶⁰ Xin 2011, p. 133.

¹⁶¹ Gail Hershatter, *The Gender of Memory: Rural Women and China's Collective Past*. University of California Press, 2011. p. 133.

En même temps, le travail reproductif des femmes ne fut jamais pleinement rémunéré. Dans les coopératives de producteurs agricoles de niveau supérieur, les femmes travaillaient dans les champs le jour pour les points de travail et à la maison pour produire des vêtements pour leur famille le soir, pour lesquels aucun point de travail supplémentaire ne leur était attribué. Le travail artisanal des femmes, qui avait rapporté de l'argent au ménage dans le passé, était maintenant plus invisible que jamais¹⁶². Pendant le GBA, il y a eu une certaine socialisation du travail reproductif des femmes, notamment sous la forme des cantines collectives, mais l'État n'a pas investi dans ces changements ni poussé les communes à le faire, et les femmes ont continué à travailler plus d'heures, la plupart du temps non rémunérées¹⁶³. Ce travail non rémunéré était à la base de la stratégie d'accumulation de l'État¹⁶⁴.

Le système des réfectoires s'est répandu de commune en commune, tout comme la concurrence sur la production. La « politique au poste de commandement » et la planification ayant été remplacées par des objectifs décentralisés, prétendre à une production plus élevée était une façon de montrer sa bonne politique, et l'incitation à mentir sur la production s'est accrue. Mais à mesure que les communes gonflaient leurs chiffres de production, l'État augmentait ses extractions et il déplaçait également plus de main-d'œuvre rurale vers les villes. Par rapport à 1957, les achats de céréales par l'État ont augmenté de 22 % en 1958, de 40 % en 1959 et de 6 % en 1960¹⁶⁵. Combinée au détournement de la main-d'œuvre rurale vers la production secondaire d'acier et d'autres projets non agricoles, la production agricole ne répondait plus à la demande.

Les réfectoires collectifs et la taille énorme des communes rendaient presque impossible pour les paysans de voir comment leur travail affectait leur propre subsistance. Les systèmes de comptabilité et de points étaient fondamentalement en panne. Avec la chute des rendements

162 *Ibid.*, p. 138.

163 *Ibid.*, p. 246-247. Voir C. Riskin, *China's Political Economy : The Quest for Development Since 1949*, *op. cit.*, p. 130.

164 G. Hershatter, *op. cit.*, p. 265.

165 B. Riskin, *op. cit.*, p. 138.

agricoles en 1959, la nourriture a commencé à manquer dans les cantines et les paysans sont restés chez eux pour économiser leurs dépenses physiques¹⁶⁶. Le contrôle collectif du travail s'est désintégré. La plupart des cantines gratuites ne duraient que trois mois, et à l'automne 1958, même les salaires des cadres communaux ont été suspendus¹⁶⁷. Les repas dans les cantines qui continuaient à exister en 1959 devaient être achetés avec des tickets-repas distribués en fonction du travail¹⁶⁸. Au printemps 1959, le Comité central a essayé de pousser les communes à revenir à un système de rémunération selon le travail : « Le principe de la répartition selon le travail signifie que l'on calcule la rémunération en fonction de la quantité de travail que l'on fait. Plus on travaille, plus on gagne ». Et 60 à 70 % des récoltes d'été devaient être ainsi réparties selon la quantité de travail¹⁶⁹.

Alors que le recul initial avait déjà débuté, la famine a commencé à frapper ce printemps-là. Ce n'est qu'en 1960 que le système d'approvisionnement gratuit a de nouveau été mis en veilleuse, cette fois de manière permanente. En juin, la réglementation sur la distribution communale stipula que « les équipes de production doivent consciencieusement mettre en place un système de distribution selon le travail, avec plus de salaire pour plus de travail, afin d'éviter l'égalitarisme que l'on trouve actuellement dans la distribution aux membres de la commune »¹⁷⁰.

La production de céréales a chuté, la production de 1962 ne représentant plus que 79 % de celle de 1957, et celle des autres produits agricoles de façon encore plus spectaculaire¹⁷¹. Des dizaines de millions de personnes sont mortes dans les campagnes au cours de ces années¹⁷². Comme cela est analysé

166 J. Unger, *op. cit.*, p. 74.

167 H. Xin, *op. cit.*, p. 135.

168 *Ibid.*, p. 139.

169 *Ibid.*, p. 137.

170 *Ibid.*, p. 140.

171 P. Nolan, « *The Political Economy of Collective Farms : An Analysis of China's Post-Mao Rural Reforms* », Westview Press, Boulder, *op. cit.*, p. 49.

172 Le nombre exact de morts est inconnu, et n'a pas d'importance pour l'argument général de cet essai. Il convient également de noter que les catastrophes naturelles ont joué un rôle.

dans “Gleaning the Welfare Fields” (Glaner les champs de la protection sociale) [--] dans le numéro I de *Chuǎng* [*][--] la survie et la résistance sont allées de pair avec l’effondrement du GBA et des institutions rurales¹⁷³. L’institution a perdu le contrôle de la population rurale, qui a pris les choses en main en volant dans les magasins communaux, en fouillant les poubelles pour trouver de la nourriture, en mangeant les pousses immatures des plantes et en fuyant la campagne.

La résistance a été punie, à son tour, par la violence et la rétention des rations alimentaires, une condamnation à mort potentielle à l’époque. Au lendemain de la famine, la reconstruction des institutions de l’État et du pouvoir du Parti dans les campagnes s’avéra une tâche très difficile.

La relation Ville-Campagne

La volonté du Parti de transformer la société et la production rurales dans les années 1950 visait à établir une base économique pour le développement industriel de la Chine. Cela a nécessité la construction d’une nouvelle relation ville-campagne. Les institutions de cette nouvelle relation, mises en place entre le milieu et la fin des années 1950, ont été créées pour extraire le surplus rural, principalement par le contrôle du marché des céréales. Avec l’accroissement de la population urbaine, dû à la fois à l’accroissement naturel et à la libre migration autorisée au début des années 1950, les prix des denrées alimentaires de base, alors encore principalement contrôlés par des marchands privés, ont augmenté. Cette croissance de la demande a entraîné une augmentation rapide des revenus des paysans jusqu’en 1954¹⁷⁴, ce qui, bien qu’étant le signe d’une prospérité relative, a également engendré des contraintes sur le développement national. Alors que l’État contrôlait 72 % des excédents de céréales commercialisables en

¹⁷³ Voir également R. A. Thaxton, Jr, « How the Great Leap Forward Famine Ended in Rural China : “Administrative Intervention” versus Peasant Resistance », in *Eating Bitterness : New Perspectives on China’s Great Leap Forward and Famine*, Kimberley Ens Manning et Felix Wemheuer eds. UBC Press, 2011.

¹⁷⁴ P. Nolan, *op. cit.*, p. 65.

1952, l'année suivante, il n'a réussi à en acheter que 52 %, les marchands envahissaient le marché, ce qui eut pour effet de réduire l'assiette fiscale¹⁷⁵. En effet, les villes payaient davantage pour les céréales, la capacité de l'État à investir dans l'expansion de la production industrielle était limitée.

Les bénéfices des marchands de céréales constituaient une préoccupation seconde par rapport à la production excédentaire (après celle de la noblesse rurale) que l'État visait à éliminer. Le moyen d'éliminer cette concurrence était le système « d'achat et de commercialisation unifiés » (tonggou tongxiao) institué à l'automne 1953, un élément institutionnel crucial de la nouvelle formation sociale, et le mécanisme de financement qui a rendu possible le premier plan quinquennal (et tous les plans ultérieurs). Dans ce système, qui a duré jusque dans les années 1980, seul l'État avait le droit d'acheter et de vendre des céréales, et il le faisait à des prix et des quotas fixes. Cela signifiait que l'État pouvait fixer les « prix » comme il le souhaitait, en contrôlant la consommation rurale et en extrayant les excédents¹⁷⁶. Il est évident que les « prix » ont ici perdu la fonction qu'ils avaient dans les économies de marché, prenant le caractère de simples quantités. Entre 1952 et 1983, on estime que les achats de l'État et la fiscalité agricole représentaient 92 à 95 % des ventes agricoles¹⁷⁷. Alors que la quantité de céréales extraites des campagnes par le biais des taxes est restée la même tout au long des années 1950, l'abaissement du prix des biens ruraux par rapport aux biens urbains est devenu une forme de plus en plus importante de fiscalité cachée¹⁷⁸. Au fil du temps, le marché privé des biens agricoles entre zones rurales et urbaines a largement cessé d'exister.

Une deuxième institution clé de la nouvelle économie nationale a été le Hukou ou système d'enregistrement des ménages développé tout au long des années 1950. Comme pour le nouveau système de commercialisation des céréales

¹⁷⁵ M. Selden, *The Political Economy of Chinese Development*, M.E. Sharpe, New York, *op. cit.*, p. 121.

¹⁷⁶ T. Sicular, *A Key Link in Chinese Economic Policy*, Modern China, 14(4), 1988, p. 253-254.

¹⁷⁷ P. Nolan, *op. cit.*, p. 54-55.

¹⁷⁸ M. Selden, *op. cit.*, p. 119.

mentionné ci-dessus, les préoccupations de l'État concernant la nourriture, tant pour l'exportation que pour nourrir la population urbaine, ont transformé le Hukou, qui était un système relativement minimal utilisé pour traquer les ennemis potentiels en une institution de grande envergure qui divisait les Chinois en producteurs (détenteurs de Hukou agricoles) et consommateurs de céréales (détenteurs de Hukou non agricoles). Le flot incontrôlable de migrants vers les villes au cours des années 1950, d'abord à la recherche d'emplois dans les nouvelles industries, puis fuyant la famine dans les campagnes – a donné l'impulsion nécessaire à l'utilisation des Hukou pour fixer les gens dans leurs villages d'origine. Ce résultat a été obtenu par la répartition des prestations d'État en fonction du statut de la personne, ce qui a empêché les émigrants ruraux d'obtenir des emplois en ville. Grâce au système urbain de la Danwei, les détenteurs de Hukou urbains recevaient un quota de céréales à un prix subventionné par l'État, tandis que les détenteurs de Hukou ruraux étaient tenus de produire des céréales et ne recevaient pas de rations, recevant plutôt des droits sur une parcelle de terre ou une partie directe de la production agricole coopérative, puis collective¹⁷⁹. Avec la crise migratoire qui a accompagné le Grand Bond en avant, le système du Hukou est devenu le principal outil de contrôle de la migration et du taux d'urbanisation, créant un net fossé entre les sphères rurales et urbaines en permettant des expulsions massives de nouveaux migrants. L'achat et la commercialisation unifiés et le Hukou, ainsi que la collectivisation rurale, ont été les institutions structurantes de base qui ont permis la stratégie d'accumulation du PCC pendant la période socialiste, créant un système fracturé et instable qui n'a été maintenu que par les extensions successives de l'intervention de l'État.

179 J. Brown, *City Versus Countryside in Mao's China : Negotiating the Divide*, Cambridge University Press, *op. cit.*, p. 30.

La première vague de grèves

Si le GBA a été la première période de troubles majeurs dans les campagnes, les conflits dans les villes ont commencé à s'intensifier dès 1956, pour finalement culminer en 1957 dans l'une des plus grandes vagues de grèves de l'histoire chinoise. Géographiquement les troubles étaient centrés dans les villes portuaires côtières et fluviales, où des réseaux de production plus anciens avaient précédé les propres campagnes d'industrialisation et de nationalisation de l'État, et où le mouvement ouvrier chinois avait été le plus fort.

Dans la nouvelle division du pouvoir, de nombreuses villes portuaires régressaient dans la hiérarchie politique et économique. Des villes comme Shanghai et Canton étaient puissantes en termes de population et de production, mais aussi relativement sous-financées dans le premier plan quinquennal. Les nationalisations dans ces villes impliquaient des investissements moins importants que ceux proposés pour les nouvelles zones d'industrialisation et les autorités ont plutôt été amenées à consolider de nombreuses petites entreprises dans des complexes industriels d'État à grande échelle, « en copropriété ». La composition industrielle préexistante de ces villes, fondée sur des industries légères telles que le textile et les biens de consommation durables, a encore renforcé leur position médiocre par rapport au plan quinquennal, qui mettait l'accent sur l'industrie lourde.

Les travailleurs de ces entreprises « en copropriété » se sont donc retrouvés non seulement privés des privilèges de leurs homologues de l'industrie lourde d'État, mais ils ont également vu les avantages qu'ils avaient arrachés aux propriétaires d'usines au cours de la dernière décennie leur être progressivement retirés. Dans le cadre de la « copropriété », ils ont de plus en plus perdu leur accès à la gestion, témoignant de la dégénérescence des institutions démocratiques construites au sein de l'entreprise comme contre-pouvoir à celui des propriétaires privés. Beaucoup de ces propriétaires privés, à côté du personnel de direction qu'ils avaient employé, ont simplement été transférés à des postes d'autorité au sein de la nouvelle structure industrielle, ce qui a rendu l'effacement des institutions propres aux travailleurs

d'autant plus insupportable. Plus important encore peut-être, le nombre de directeurs, superviseurs et autres personnels administratifs est monté en flèche, représentant « plus d'un tiers de l'ensemble des employés des entreprises mixtes de Shanghai »¹⁸⁰, cette augmentation étant rendue nécessaire par l'ampleur du regroupement et le caractère chaotique de l'infrastructure industrielle préexistante des villes portuaires. Néanmoins, cette pratique est apparue purement improductive du point de vue de la plupart des travailleurs de base, suscitant un nouveau ressentiment.

Lorsque la nationalisation des entreprises privées restantes a été achevée au début de 1956, de nombreux travailleurs des nouvelles sociétés par actions ont vu leur salaire nominal baisser, remplacé seulement en partie par de nouvelles prestations sociales et des systèmes de rémunération à la pièce. Dans le même temps, une pression soudaine s'est exercée pour augmenter la production alors que l'échéance du premier plan quinquennal approchait. Cela a entraîné « un nombre excessif d'heures et de postes supplémentaires », dont une grande partie n'a pas été payée, car « les organes de décision ont approuvé les heures ou les postes supplémentaires demandés, mais ont ensuite refusé de fournir des fonds supplémentaires pour les salaires, de sorte que l'entreprise a dû réduire les primes et autres paiements aux travailleurs pour compenser ce montant »¹⁸¹.

En outre, la ruée de dernière minute pour atteindre les objectifs de planification a forcé l'État à assouplir les restrictions à l'embauche, ce qui a entraîné la première « perte de contrôle sur le recrutement de la main-d'œuvre » (*zhaogong shikong*), à partir de 1956, où « le ministère du Travail a décentralisé les pouvoirs de recrutement en permettant aux entreprises de passer par les bureaux locaux plutôt que par les ministères de l'industrie pour les nouvelles embauches ». Le résultat fut que les entreprises furent de nouveau autorisées à embaucher « en tant que société » et que « le nombre d'ouvriers doubla presque celui prévu dans

180 J. Sheehan, *Chinese Workers: A New History*, Londres, Routledge, *op. cit.* p. 54.

181 *Ibid.*, p. 56.

les plans nationaux »¹⁸². Cette nouvelle poussée d'urbanisation a amené de nouveaux migrants ruraux dans les villes, a commencé à intégrer davantage les femmes dans la main-d'œuvre industrielle et a augmenté la pression sur les coûteuses infrastructures urbaines.

Pour mettre les choses en perspective : sur les cinq millions de travailleurs attirés dans le secteur public en 1956, « la moitié étaient des ruraux migrant vers les villes »¹⁸³. Cette tendance à l'urbanisation va brièvement régner en 1957, parallèlement à la répression des grèves, pour exploser à nouveau lors du Grand Bond en avant. Bien que la population urbaine du pays ait augmenté par paliers au début des années 1950, entre 1955 et 1958, les citadins sont passés de 13,5 à 16,2 % de la population, les paysans étant attirés par la prospérité et le privilège des villes, puis à 20 % en 1960, les paysans fuyant les effets de la famine dans les campagnes. Par la suite, les nouveaux contrôles sur les mouvements de population ont fait en sorte que cette croissance est restée essentiellement stable pendant le reste de la période socialiste, pour augmenter à nouveau pendant la période de réforme¹⁸⁴.

Fin 1956 et début 1957, sentant les troubles et effrayé par les récentes révoltes contre les régimes d'Europe orientale soutenus par l'Union soviétique, le PCC a parrainé une vaste « politique de libéralisation et de démocratisation (limitées) et de possibilités accrues de critique du Parti », dans le cadre de ce qu'on a appelé la campagne des « Cent Fleurs »¹⁸⁵. Dans les représentations classiques de l'époque, Mao appelle à la critique du Parti, et les étudiants et les intellectuels lui emboîtent le pas. Une fois le mouvement devenu incontrôlable, accompagné de lourdes critiques adressées au Parti et de comparaisons avec la révolution hongroise, le Parti lance la « campagne Antidroitiers » en 1957, pour écraser le mouvement et punir ceux qui avaient trop durement critiqué la direction. Dans ces récits, il y a souvent une ambiguïté sur la

182 M. W. Frazier, *The Making of the Chinese Industrial Workplace*, Cambridge University Press, *op. cit.*, p. 156

183 B. Naughton, *op. cit.*, p. 67

184 K. W. Chan, *Fundamentals of China's Urbanization and Policy*, in *The China Review*, printemps 2010, p. 63-94.

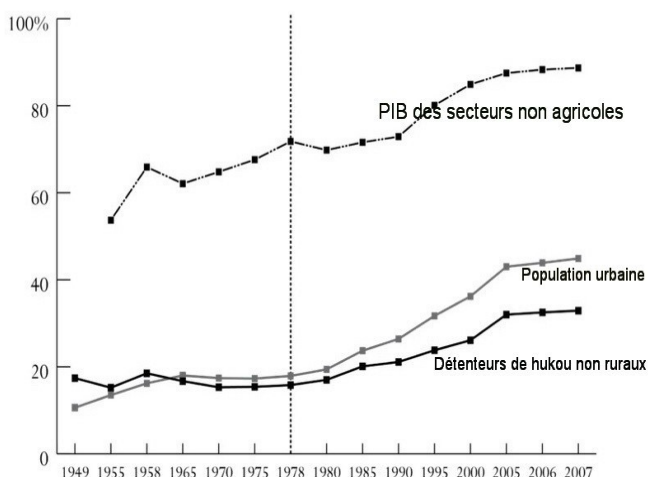
185 J. Sheehan, *op. cit.*, p. 48.

question de savoir si le mouvement des « Cent Fleurs » a été ou non une sorte de ruse pour démasquer les ennemis potentiels de la direction du Parti¹⁸⁶. Mais, qu'il s'agisse d'une ruse ou d'une tentative sérieuse de réforme, la plupart de ces récits convergent dans leur description d'un mouvement de haut en bas, impliquant principalement des étudiants et des intellectuels.

En réalité, la campagne des « Cent Fleurs » était une réponse aux conflits sociaux extrêmes qui avaient surgi au cours du premier plan quinquennal. Elle se contentait de prendre en compte les dynamiques qui atteignaient déjà un point d'ébullition dans la société chinoise et les dissimulait sous les plaintes des étudiants et des intellectuels, figures qui pouvaient facilement être rejetées comme vestiges de l'ancienne société. Reconnaître directement l'opposition qui existait chez les travailleurs urbains aurait, en effet, soulevé la question de savoir si le Parti avait perdu le mandat de la classe ouvrière. Cela impliquait également qu'après coup, les travailleurs devaient être rayés de l'histoire des « Cent Fleurs » en tant que protestataires, n'étant présents que comme défenseurs du Parti pendant la « campagne Antidroitiers »¹⁸⁷. Mais la réalité était tout autre.

¹⁸⁶ Ce récit s'étend également à d'autres périodes historiques, comme le mouvement de rectification à Yan'an, et constitue une représentation assez courante, bien que quelque peu conspiratrice, de l'exercice du pouvoir par le PCC. Voir : G. Hua, *Hong taiyang shi zhenyang shengqi de. Hong Kong* : Chinese University Press, 2000. Et, pour une revue anglophone, voir David C-Y Cheng Chang, *Hong taiyang shi zhenyang shengqi de (review)*, *China Review International*, 15:4, 2008, p. 515-521.

¹⁸⁷ J. Sheehan, *Chinese Workers: A New History*, Londres, Routledge, *op. cit.*, p. 49.



Données tirées de Kam Wing Chan, « The chinese hukousystem at 50 » (le système du hukou chinois a 50 ans), *Eurasian Geography and Economics*, volume 50 (numéro 2), 2009, p. 197-211.

Les grèves de l'année des « Cent-Fleurs » ont commencé en petit nombre en 1956, pour exploser dans tout le pays en 1957. Elles sont mises en perspective par rapport aux rébellions précédentes, en utilisant Shanghai, l'épicentre de cette vague de grèves et des précédentes, comme unité de comparaison :

En 1919, Shanghai n'a connu que 56 grèves, dont 33 étaient liées au 4 mai. En 1925, elle en a connu 175, dont 100 en relation avec le 30 mai. L'année de la plus grande activité de grève de la période républicaine, Shanghai, 1946, en a connu 280 au total¹⁸⁸.

Mais rien qu'au printemps 1957 :

de graves conflits du travail (naoshi) ont éclaté dans 587 entreprises de Shanghai [...] impliquant près de 30 000 travailleurs. Plus de 200 de ces incidents comprenaient des

¹⁸⁸ E. Perry, Shanghai's Strike Wave of 1957, *The China Quarterly*, n° 137, mars 1994, p. 1-27.

arrêts de travail dans les usines, tandis qu'une centaine d'autres impliquaient des ralentissements organisés de la production. En outre, plus de 700 entreprises ont connu des formes moins graves de troubles du travail (maoyan)¹⁸⁹.

Les travailleurs commencèrent à établir des parallèles avec la révolution hongroise, scandant « Créons un autre incident hongrois ! » et menaçant de porter le conflit « du district à la ville jusqu'au Parti central de l'Internationale communiste »¹⁹⁰. Lorsque les revendications ne furent pas rapidement satisfaites, les travailleurs commencèrent également à créer une nouvelle infrastructure pour s'organiser – une infrastructure qui commença à dépasser les limites de leurs unités de travail individuelles et qui imitait explicitement les formes d'organisation que les communistes eux-mêmes avaient utilisées au début de la guerre révolutionnaire prolongée :

[...] les travailleurs distribuaient des tracts pour faire connaître leurs revendications et formaient des syndicats autonomes (souvent appelés pingnan hui, ou sociétés de réparation des préjudices). Dans le district de Tilanqiao, plus de 10 000 travailleurs ont rejoint un « Parti démocratique » (minzhu dangpai) organisé par trois ouvriers locaux. Certains manifestants ont utilisé des mots de passe secrets et ont conçu leurs propres cachets. Dans un certain nombre de cas, des « quartiers généraux de commandement unifié » ont été établis pour donner une direction martiale aux luttes¹⁹¹.

Néanmoins, la composition des grévistes n'a jamais surmonté les divisions imposées par la restructuration industrielle même qui avait contribué à la vague de grève au départ : « certaines catégories de travailleurs, comme les employés d'anciennes entreprises privées, les apprentis et les jeunes travailleurs, ont été beaucoup plus nombreux dans les troubles ». Et ce, malgré le fait que « nombre des griefs ayant donné lieu à des protestations étaient communs à toutes les entreprises en 1956-1957 »¹⁹², Au sein même de l'entreprise :

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² J. Sheehan, *op. cit.*, p. 48-49.

« Habituellement [...] moins de la moitié des travailleurs d'une usine étaient impliqués, les jeunes travailleurs jouant un rôle actif disproportionné »¹⁹³. Ici, les « lignes de division les plus saillantes » étaient entre « les catégories socio-économiques et spatiales – travailleurs permanents contre travailleurs temporaires, vieux contre jeunes travailleurs, locaux contre étrangers, citoyens contre ruraux »¹⁹⁴.

Dans certains cas, cette division intra-entreprise a pris des formes extrêmes et les grèves ont été écrasées par les travailleurs les plus privilégiés eux-mêmes, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir des directives du gouvernement central. Lors d'un conflit à la Shanghai Fertilizer Company en mai 1957, 41 travailleurs temporaires à qui l'on avait promis un statut d'employé permanent mais qui ont ensuite été brusquement licenciés ont attaqué des responsables syndicaux, exigeant d'être réintégrés en tant que travailleurs permanents. Après avoir presque battu à mort le directeur et le vice-directeur du syndicat, le syndicat, la ligue des jeunes et les travailleurs permanents ont juré de résoudre le conflit eux-mêmes, et les travailleurs permanents « ont même stocké des armes en vue de tuer les travailleurs temporaires ». Mais avant que cela n'arrive, les autorités municipales sont intervenues et ont arrêté les dirigeants des travailleurs temporaires¹⁹⁵.

Compte tenu des dangers que représentait la révolte ouvrière ouverte, le parti s'est non seulement rangé du côté des membres les plus privilégiés de la main-d'œuvre industrielle, c'est-à-dire les travailleurs permanents plus âgés dont les familles vivent en milieu urbain et qui sont employés dans l'industrie lourde, mais il a également cherché, dans un premier temps, à réformer les systèmes de gestion industrielle et politique. Dès l'automne 1956, les dirigeants du Parti avaient compris que la vague de grèves, encore balbutiante, trouvait sa source dans des conflits plus profonds, eux-mêmes engendrés par la politique industrielle nationale. Les événements en Europe orientale ont confirmé ces craintes. Lors du huitième congrès du Parti, le modèle soviétique, influencé par les plans quinquennaux des années 1930, avec la « gestion par un seul

193 E. Perry, *op. cit.*, p. 13.

194 *Ibid.*, p. 14.

195 *Ibid.*, p. 13.

homme » en son cœur, fut rejeté au profit du modèle soviétique alternatif, basé sur les principes du Haut-stalinisme, qui favorisait la mobilisation de masse, la participation des travailleurs, ainsi que la supervision et la gestion directes par les comités du Parti au lieu d'une direction technocratique des directeurs d'usine et des ingénieurs.

Bien qu'approuvées à un niveau élevé et intégrées dans la mythologie socialiste par le biais de comparaisons historiques avec l'URSS, les politiques de mobilisation qui en résultaient étaient souvent davantage le produit de solutions locales et pratiques à des conflits à l'échelle des usines et des villes et, dans de nombreux cas, allaient finalement au-delà de ce que les autorités centrales considéraient comme des concessions acceptables pour les travailleurs. Dans de nombreuses usines, des organisations de travailleurs furent créées, « composées de représentants directement élus qui pouvaient être révoqués à tout moment », une forme d'organisation qui avait été préconisée par le président de la Fédération chinoise des syndicats (All-China Federation of Trade Unions - ACFTU) de l'époque, Lai Ruoyu, qui « identifiait la démocratisation de la gestion comme la caractéristique qui distingue les entreprises socialistes de celles capitalistes »¹⁹⁶.

En raison de leur caractère local, la mise en œuvre de ces réformes a été inégale. Les travailleurs qui avaient mis en œuvre de tels changements acceptaient volontiers la reconnaissance officielle, tandis que les travailleurs des entreprises où l'activité autonome avait été moindre réagissaient avec méfiance. Certains travailleurs refusaient d'élire des représentants aux congrès, qui n'avaient souvent que des pouvoirs vaguement définis¹⁹⁷. Étant donné que les plans de production formulés aux niveaux les plus élevés de l'État restaient intangibles, il n'était pas clair qu'une telle réorganisation administrative – même s'il s'agissait d'une véritable dévolution aux travailleurs des décisions au niveau des usines – résoudrait les contraintes de base imposées aux entreprises. Bien que de nombreuses autorités du Parti à l'époque, en particulier au sein de la direction de l'ACFTU,

¹⁹⁶ J. Sheehan, *op. cit.*, p. 71.

¹⁹⁷ *Ibid.*

semblent s'être sérieusement rangées du côté des travailleurs dans leurs conflits, il était également clair que les attaques contre le « bureaucratisme » et les privilèges des cadres produisaient, au mieux, des améliorations mineures dans la vie des travailleurs défavorisés. Elles ne faisaient pas grand-chose pour éliminer les tensions concrètes liées au sous-financement des entreprises, au statut du travail temporaire ou aux heures supplémentaires.

Ces réformes se sont non seulement révélées incapables de répondre aux revendications fondamentales des travailleurs, mais elles n'ont pas non plus empêché l'augmentation rapide des grèves, qui ont dangereusement dépassé les craintes du parti. Le résultat fut une intensification de la répression contre les meneurs de grève, un remaniement de la direction de l'ACFTU et une série de concessions au niveau des usines qui allaient constituer la base de la prochaine période de réorganisation industrielle pendant le Grand Bond en avant.

En termes de répression, les travailleurs ont souffert bien plus que les étudiants ou les intellectuels. Bien que la répression des grèves ait été concomitante à la campagne anti-droite, les travailleurs ne se sont pas vus appliquer le statut politique de « droitiers ». On les a classés comme « mauvais éléments », impliquant une simple criminalité plutôt qu'une opposition politique de principe. La différence n'était pas que sémantique : « les travailleurs, et certains responsables syndicaux, ont en fait été emprisonnés et envoyés dans des camps de travail à la suite du mouvement des « Cent Fleurs », et certains ont été exécutés »¹⁹⁸. Lorsque des responsables de haut rang de l'ACFTU tels que Lai Ruoyu, Li Xiuren et Gao Yuan ont soutenu les travailleurs, allant même jusqu'à plaider pour des syndicats indépendants, il en est résulté une campagne de diffamation, des licenciements et une purge générale de l'ACFTU.

L'agitation parmi les travailleurs a continué après la fin de la campagne anti-droite, ce qui a entraîné de nouvelles concessions et d'importantes réformes anti-bureaucratiques pendant le Grand Bond en avant. Mais, malgré son ampleur, la vague de grèves de 1956-57 ne s'est jamais transformée en une

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 78.

véritable grève générale. L'une des caractéristiques de l'agitation ouvrière du milieu des années 1950 était qu'elle « n'avait pas de grief politique central [...] autour duquel l'opinion publique pouvait être galvanisée »¹⁹⁹. Le résultat fut que la rébellion resta fragmentée, étant donné qu'elle était largement limitée à des questions spécifiques au lieu de travail. Aucune nouvelle forme substantielle d'organisation ne s'est imposée parmi les travailleurs en grève, ni n'a pu réformer de manière significative les organes existants du PCC.

Il n'est donc pas tenable de simplement attribuer l'échec de la vague de grève aux mesures répressives de l'État. Dans la plupart des cas, l'État n'a tout simplement pas eu à intervenir. Les divisions au sein de la main-d'œuvre, en particulier en fonction de l'ancienneté et du statut de travailleur permanent ou temporaire, ont souvent suffi à empêcher les revendications des grévistes de susciter un soutien plus large. Les grévistes étaient souvent minoritaires dans leurs propres entreprises, et leurs revendications étaient tout aussi souvent violemment contestées par d'autres travailleurs, comme dans l'exemple de l'entreprise Shanghai Fertilizer.

Le Parti ne tarda pas à en tirer profit, présentant les grévistes comme de « mauvais éléments » issus de familles non prolétariennes qui tentaient d'entraîner les autres travailleurs dans une conspiration anticomuniste. Malgré l'exagération de cette propagande, le noyau de vérité était simplement qu'une grande partie de la main-d'œuvre industrielle nationale était suffisamment satisfaite de ses positions pour craindre de les perdre. Cela était particulièrement vrai pour les travailleurs âgés, qui non seulement avaient des salaires plus élevés et plus d'avantages sociaux, mais se souvenaient aussi des conditions de travail épouvantables d'avant la révolution.

Les divisions qui ont empêché la généralisation de la grève étaient également le produit des inégalités géographiques. Des villes comme Shanghai étaient uniques par leur pourcentage élevé d'entreprises « en copropriété » moins privilégiées, alors que les zones nouvellement industrialisées et les villes du nord-est avaient une proportion plus élevée d'entreprises d'industrie

199 E. Perry, *op. cit.*, 1994, p. 24.

lourde appartenant à l'État, et recevaient donc une plus grande part de l'excédent net au cours des années 1950. Malgré la baisse sensible des salaires et des avantages sociaux des travailleurs de Shanghai, les tendances au niveau national étaient alors soit ambiguës, soit opposées. Au niveau national, «la production de céréales alimentaires par habitant et la disponibilité des nutriments ont atteint un sommet en 1955-56 », et une part disproportionnée de ce qui a été produit pendant ce pic a été donnée aux centres industriels urbains, plutôt qu'aux paysans qui l'avaient produit. Cette part a légèrement baissé en 1957, mais ce n'est qu'avec les politiques désastreuses du Grand Bond en avant que la plupart des centres urbains ont connu une véritable baisse du niveau de vie²⁰⁰.

Les origines du Grand Bond en avant dans les villes

Les politiques industrielles du Grand Bond en avant (GBA) peuvent être comprises comme une réponse quelque peu désordonnée à plusieurs crises naissantes de l'économie. Malgré le succès de l'interruption de la transition vers le capitalisme, les premières étapes de ce qui allait se consolider en régime du régime socialiste développementiste ont finalement été forcées de mimer mécaniquement la dynamique qu'elles avaient cherché à renverser. Près d'un demi-siècle de guerre périodique avait pris fin et le niveau de vie moyen s'était amélioré, mais les concessions accordées à la main-d'œuvre urbaine commençaient à limiter la quantité de surplus qui pouvait être extraite, de seconde main, des travailleurs industriels consommateurs de céréales, entravant ainsi l'expansion et la modernisation de l'industrie. Dans le même temps, les années 1950 avaient vu les effectifs du personnel administratif et technique de l'État monter en flèche

200 M. Selden, *op. cit.*, p.18. Voir également le tableau 1.3 sur M. Selden, *op. cit.*, p. 21.

bien au-delà des restrictions budgétaires prévues, limitant encore davantage l'excédent disponible pour l'investissement.

Tout cela avait généré une situation qui, bien que relativement prospère, risquait de créer de nouvelles formes non capitalistes d'inégalité extrême par la réinvention involontaire d'un mode de production quasi tributaire ou simplement un retour aux seigneurs de la guerre. En même temps, il y avait le risque que les modèles de croissance et de transition démographique évidents dans les années 1950, par leur imitation de la dynamique capitaliste, conduisent finalement à l'achèvement de la transition capitaliste sous les auspices de l'État lui-même. À la fin des années 1950, c'est ce deuxième risque qui est devenu le plus important. À l'automne 1956, parallèlement au deuxième «pic» du plan quinquennal et peu après que les changements de pouvoir en URSS aient marqué la détérioration des relations sino-soviétiques, la première session du huitième congrès du parti (le premier congrès complet depuis 1949) «a tracé un programme de modération économique», qui «envisageait un système économique laissant un rôle important, bien que subsidiaire, au mécanisme du marché, et qui envisageait même la renaissance et la coexistence de différentes formes de propriété». L'esprit du congrès «devait plus tard trouver des échos dans de nombreux programmes de 1978 »²⁰¹, qui, bien sûr, ont effectivement repris finalement la transition de la Chine vers le capitalisme.

En 1957, le surinvestissement avait entraîné un goulet d'étranglement industriel. Les pénuries perpétuelles de produits de base avaient déjà nécessité un «rationnement strict des biens de consommation essentiels» depuis 1953, et la pression inflationniste du deuxième pic d'investissement (parallèlement à l'agitation ouvrière) a entraîné une réduction des objectifs de planification en 1957. L'année suivante, on a assisté à «une augmentation du chômage dans les quartiers urbains et dans les campagnes», particulièrement grave chez les travailleurs nouvellement immigrés qui n'avaient pas de statut d'employé permanent dans leur entreprise. Les politiques de contrôle des naissances ont été mises en œuvre à

201 B. Naughton, *op. cit.*, p. 68.

une échelle sans précédent et les interdictions de migration ont été à nouveau renforcées²⁰². Les réformes économiques libérales et axées sur le marché proposé lors de la première session du huitième congrès du parti ainsi que les programmes du GBA qui ont finalement pris leur place doivent donc être compris comme des tentatives divergentes de réponse à ce même goulet d'étranglement économique.

Au début, le GBA ne semblait rien d'autre qu'une version accélérée de la « grande poussée » (« big push ») d'industrialisation déjà tentée lors des deux pics du premier plan quinquennal. Bien que nombre de ses éléments fondamentaux aient été formulés au cours des crises des années précédentes et déjà mis en œuvre à l'échelle nationale, le GBA a été officialisé lors de la deuxième session du huitième congrès du parti (en mai 1958), au cours de laquelle nombre des politiques libérales exposées lors de la première session, dont la plupart n'avaient jamais été mises en œuvre, ont été carrément abrogées.

Les progrès réalisés au début des années 1950 avaient rendu le parti confiant dans les retours productifs sur investissement, malgré le goulet d'étranglement industriel, et un nouveau cycle d'industrialisation lourde était ostensiblement au centre d'un deuxième plan quinquennal, avec la production d'acier en son cœur. Plutôt que la modération et la marchandisation, l'objectif était d'accélérer le passage au-delà du goulet d'étranglement pour y échapper. Conformément à l'industrialisation du premier plan quinquennal, le GBA allait voir « une augmentation massive du taux de transfert des ressources de l'agriculture vers l'industrie »²⁰³, ainsi qu'une expansion sans précédent de l'emploi public, puisque « près de 30 millions de nouveaux travailleurs ont été absorbés par le secteur public en 1958 »²⁰⁴, dont beaucoup étaient de nouveaux migrants ruraux vers les villes, les contrôles migratoires récemment renforcés ayant été largement abandonnés.

202 C-Y Cheng, *op. cit.*, p. 137-138.

203 B. Naughton, *op. cit.*, p. 69.

204 *Ibid.*, p. 70.

Le revirement politique qui s'est produit entre la première et la deuxième session du huitième congrès du parti est, dans la littérature existante, attribué soit au simple caprice, soit au zèle idéaliste de visions concurrentes parmi les dirigeants²⁰⁵. En réalité, ces changements politiques étaient profondément liés à la nature instable du régime socialiste développementiste. La transition vers le capitalisme ayant été effectivement interrompue et la Chine ayant été retirée des circuits mondiaux de marchandises, il n'y avait pas d'incitations stables ni de normes sociales guidant l'accumulation, l'organisation industrielle ou les nouveaux cycles de développement et d'investissement. Il en est résulté un va-et-vient chaotique entre des possibilités disparates ancrées dans les structures industrielles et agricoles du pays héritées du passé, sans parler de la géographie physique du pays et de son ratio terre/homme. Aucune politique nationale de cette période n'a jamais été mise en œuvre sous la forme prévue, et aucune n'a jamais été achevée comme prévu. Mais chaque politique a créé une boucle de rétroaction, modifiant les possibilités au sein du système en créant de nouvelles dispositions géographiques de la production, en générant de nouvelles crises et en conditionnant l'éventail des réponses possibles à ces crises.

Il en est résulté qu'aucun mode de production ne s'est réellement déployé pendant le régime socialiste développementiste, et c'est précisément pour cette raison que l'État lui-même, de plus en plus fusionné avec le Parti (et, en fin de compte, l'armée) a joué le rôle mécanique d'organisateur de la production, de la distribution et de la croissance. Dans certains cas, cela impliquait de reproduire les modèles observés lors de la transition vers le capitalisme, dans d'autres d'importer des pratiques, des techniciens et des usines entières d'URSS, et dans d'autres encore de reproduire ou réinventer des formes de déploiement de la main-d'œuvre, de développement des infrastructures et de mobilisation culturelle qui ressemblaient beaucoup aux pratiques historiques dans la région.

205 Pour des exemples typiques, voir : B. Naughton, *op. cit.*, p. 62-64, 69-72 et M. Meisner ch. II.

En même temps, comme ces méthodes d'accumulation étaient mécaniques, l'État avait tendance à s'engluer dans une bureaucratie rigide si une politique ou une méthode était en place depuis trop longtemps. À chaque fois, de nouvelles pratiques ont été adoptées, non pas par attachement idéologique ou comme outils neutres dans les batailles entre factions, mais le plus souvent comme un bricolage de réponses improvisées à une accumulation de myriades de crises locales. Tout au long de l'ère socialiste, chaque changement de politique était aussi une méthode pour re-huiler les mécanismes étatiques ossifiés par la modification et la réinvention. Dans les cas extrêmes, ces changements s'accompagnaient de purges et de réaménagements de personnel à grande échelle.

Sous l'apparence d'une simple poussée d'industrialisation conforme à celle du début des années 1950, le GBA a également entraîné des changements significatifs et durables dans la structure industrielle de base de la Chine. En réponse aux troubles de 1956-57, le Parti a adopté une politique consistant à «traiter durement ceux qu'il considérait comme les plus coupables, dont les paroles et les actions étaient allées bien au-delà de ce qui était permis, et [à] faire quelques concessions limitées aux autres [...]»²⁰⁶. Ces concessions ont pris principalement la forme d'attaques contre le «bureaucratisme» par le biais de séances publiques où les travailleurs pouvaient exprimer leurs critiques à l'égard des techniciens, du personnel du Parti et des cadres.

Cela avait l'avantage supplémentaire de détourner l'attention des inégalités structurelles qui se creusaient au sein du nouveau système en se concentrant presque exclusivement sur « les questions d'attitude et de style de travail », tout en concédant aux travailleurs des degrés plus élevés de participation à la gestion²⁰⁷. Simultanément, cela a donné une nouvelle vie aux hiérarchies de l'État et du Parti, car les structures ossifiées établies dans le premier plan quinquennal ont été brisées et remaniées.

²⁰⁶ J. Sheehan, p. 80.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 81.

Bien que les critiques les plus virulentes contre l'État aient été réduites au silence dans le « Mouvement Antidroitier », les occupations, grèves et attaques directes de plus en plus vigoureuses des cadres par les jeunes scolarisés et les travailleurs en 1957 ont convaincu de nombreux dirigeants, tant au niveau local que national, de la nécessité de réformes profondes au sein du Parti. Le « Mouvement Antidroitier » comprenait donc une campagne de rectification, visant principalement les cadres et les techniciens au niveau des entreprises, campagne particulièrement répandue dans les villes portuaires qui avaient connu les plus grands troubles. Des réunions de masse au sein de l'entreprise permirent aux travailleurs d'exprimer leurs griefs et de cibler leurs supérieurs, dont beaucoup étaient ensuite rétrogradés ou déportés à la campagne. Dans l'industrie des biens d'équipements industriels de Shanghai, la campagne « a vu l'envoi d'un total de 810 personnes à la campagne », dont « la grande majorité étaient des cadres et des techniciens »²⁰⁸, beaucoup d'entre elles étant renvoyées à leur poste après un an ou deux, car leurs compétences étaient nécessaires pour répondre aux exigences de production du GBA. Mais, une fois de retour, ils se trouvaient tout aussi souvent rétrogradés de fait, car la politique des « deux participations » exigeait que les travailleurs participent à la gestion et les cadres au travail physique.

Malgré ce remaniement des tâches, l'expansion du secteur public exigeait cependant une nouvelle augmentation du nombre de cadres du Parti, qui passa d'un total de 7,5 millions en 1956 à 9,7 millions en 1959²⁰⁹. Plus important encore peut-être, le GBA officialisa la dévolution du pouvoir aux comités du Parti sur le lieu de travail, qui opéraient souvent par le biais de campagnes de mobilisation de masse. Mais les campagnes de cette période ont dépassé l'échelle de leurs homologues précédentes. Plutôt que de simples réunions sur le lieu de travail ou une gestion par le directeur de l'usine, les méthodes de déploiement de la main-d'œuvre pendant le GBA impliquaient une mobilisation totale. Les cadres et les

208 M. W. Frazier, *The Making of the Chinese Industrial Workplace*, Cambridge University Press, *op. cit.*, p. 200.

209 Y. Wu, *op. cit.*, p. 25.

techniciens participaient au travail physique tandis que tous les membres de l'entreprise participaient à un certain degré de gestion. Les primes et autres incitations matérielles ont été éliminées, alors même que « les ouvriers de tous les niveaux étaient poussés à faire des heures supplémentaires, sept jours sur sept, dans une tentative frénétique de tout faire en même temps »²¹⁰.

Plus important encore, le GBA a vu la décentralisation de l'autorité de planification vers les autorités provinciales, locales et même vers les entreprises, qui s'est accompagnée d'un changement d'orientation, passant de projets industriels lourds exclusivement à grande échelle à la création d'un nombre record de nouvelles entreprises à échelles multiples et dans une plus grande diversité géographique. Appelée « ligne générale pour la construction socialiste », la deuxième session du huitième Congrès a adopté un ensemble de politiques qui préconisaient explicitement « le développement de petites entreprises locales avec des méthodes de production indigènes »²¹¹, ce qui a marqué un glissement massif de plans à forte intensité de capital dirigés par le pouvoir central vers un modèle de planification décentralisée et de production à forte intensité de main-d'œuvre. Cela a également déplacé une fois de plus le centre de gravité industriel, en dispersant les investissements industriels dans les campagnes et en plaçant les villes portuaires dans une position légèrement plus favorable, puisqu'elles avaient accès à une importante main-d'œuvre urbaine sous-employée et à une riche histoire de réseaux de production décentralisés.

La Grande Décentralisation

Dans un sens, ces nouvelles politiques n'étaient qu'une formalisation de pratiques qui étaient *de facto* en place depuis un certain temps. La structure ordonnée des ministères centraux de planification avait toujours été plus un mythe

²¹⁰ B. Naughton, *op. cit.*, p. 70.

²¹¹ C-Y Cheng, *op. cit.*, p. 138-139.

qu'une réalité, et le GBA a cherché à transformer cette faiblesse en force. Des institutions telles que le département du travail industriel du comité municipal du parti à Shanghai, qui s'était constituées en tant que structures locales s'occupant de toutes les complications insolubles du régime socialiste développementiste, se sont vu officiellement accorder bon nombre des pouvoirs qu'elles exerçaient déjà. Dans le même temps, les objectifs de planification centrale n'étaient plus inviolables, puisque les autorités locales étaient autorisées à fixer, et, en fait, encouragées à spéculer de façon concurrentielle sur leurs propres objectifs de production. Les entreprises « devaient toujours remettre l'essentiel de leurs bénéfices au gouvernement central », mais les autorités provinciales « étaient désormais autorisées à conserver 20 % des bénéfices »²¹², ce qui créait des pressions concurrentielles au niveau local, à la fois pour se mobiliser en vue d'atteindre les taux de production les plus élevés possibles et pour surestimer les chiffres de production réels.

L'ampleur de la réorganisation a été stupéfiante. « À l'échelon national, les 9300 entreprises sous administration centrale en 1957 furent réduites à 1200 à la fin de 1958²¹³. » La majorité des entreprises restant sous l'autorité centrale étaient celles considérées comme essentielles à la sécurité nationale, telles que « l'industrie lourde et la fabrication de machines, ainsi que les mines à grande échelle, les usines chimiques, les centrales électriques, les raffineries de pétrole et les entreprises militaires ». Une grande partie de la production autrefois couverte par les « ministères de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire devait être transférée aux gouvernements locaux », ce qui donnait aux villes portuaires, avec leur forte concentration d'industries légères, un contrôle local de la production bien plus important que dans le Nord-Est, qui restait largement sous l'autorité centrale²¹⁴.

Mais cette décentralisation a également provoqué de nouvelles formes de chaos concurrentiel, car différents segments des hiérarchies locales se sont disputés le contrôle des nouveaux pouvoirs dévolus aux villes et aux provinces. Dans

²¹² M.W.Frazier, *op. cit.*, p. 201.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ *Ibid.*, p. 203.

certaines villes, comme Canton et Shanghai, les comités municipaux du Parti ont effectivement pris le contrôle direct d'une grande partie de l'industrie lourde des villes, malgré les directives du Parti qui ordonnaient que ces industries soient administrées par les autorités centrales de planification. Pendant ce temps, les entreprises décentralisées (représentant plus de 85 % de l'emploi total à Shanghai) ont été placées sous « le contrôle direct des comités municipaux du Parti », ce qui signifie que «jouissant de liens avec les responsables locaux du Parti, les comités d'entreprise du Parti ont obtenu le contrôle des tâches de production». Jusqu'aux unités les plus élémentaires de la vie urbaine, la politique visait à « garantir la direction absolue du Parti dans la production industrielle »²¹⁵. La décentralisation a donc représenté une fusion plus forte entre le parti et l'État, puisque les tâches de production quotidienne, la fixation des objectifs de production et la communication des chiffres de production finale ont été confiées aux comités du parti plutôt qu'à des techniciens et à des gestionnaires.

La décentralisation de la planification a également entraîné la décentralisation de l'autorité sur la distribution de la main-d'œuvre, ce qui a permis une augmentation sans précédent de la main-d'œuvre industrielle. Les entreprises étaient non seulement autorisées mais aussi encouragées à « recruter dans la société », car des réseaux de production à forte intensité de main-d'œuvre étaient reconstitués dans le but « d'atteindre des objectifs de production utopiques fixés par des fonctionnaires locaux qui avaient peu de connaissances de l'industrie, et encore moins de capacités administratives macroéconomiques »²¹⁶. Entre 1957 et 1959, la population urbaine a augmenté de 19 %, atteignant un pic en 1960 à 20 % de la population totale, une tendance qui allait être effectivement inversée lors du repli consécutif au GBA, la population urbaine ne retrouvant un pourcentage aussi élevé que dans les années 1980²¹⁷.

De la fin de 1958 au début de 1959, en l'espace de quelques mois, environ trois millions de paysans ont migré vers les

²¹⁵ *Ibid.*, p. 203-204.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 205.

²¹⁷ Chan, *op. cit.*, p. 203.

zones urbaines, ce qui a constitué l'essentiel de l'augmentation de la population urbaine pour toute la période. Mais dans le même temps, « l'augmentation de la main-d'œuvre industrielle a été évaluée à vingt millions de nouveaux travailleurs pour la seule année 1958 ». D'où venaient ces travailleurs additionnels ? Un nombre important de ces 17 millions de nouveaux travailleurs industriels non migrants se trouvaient dans les campagnes, pour accompagner l'expansion des industries rurales. Mais il y a également eu une augmentation substantielle de l'emploi dans la population urbaine préexistante, car les entreprises ont recruté « de la main-d'œuvre de ruelle », une main-d'œuvre semi-employée composée principalement de femmes qui se sont installées dans les rues et ruelles de la ville et ont pris du travail sur une base temporaire »²¹⁸.

La mobilisation totale du GBA verra également la formation de « communes urbaines » (visiblement le stade final de la nationalisation) dans lesquelles le travail domestique lui-même sera socialisé, libérant davantage de travailleuses pour la production, créant de nouvelles industries à partir du travail précédemment effectué au sein du ménage, et organisant la population urbaine en structures cellulaires dépassant la taille du ménage – comme l'avait fait la collectivisation dans les campagnes. Une grande partie du produit des nouvelles activités des communes urbaines, consistant principalement en artisanat et en prestation de services, alimentera directement les structures de prestations sociales [welfare structures] des entreprises de plus en plus autarciques sans être prise en compte dans aucune directive de planification, et souvent sans être médiatisée par des échanges monétaires sous forme de prix ou de salaires. Comme cela s'était produit lors des cycles d'investissement expansionnistes précédents, l'inflation a été endiguée par l'élargissement de l'accès à des biens de consommation non tarifés, fournis par l'entreprise et financés par des distributions de biens matériels inscrits dans la planification en quantités forfaitaires plutôt qu'en prix.

²¹⁸ M.W. Frazier, *op. cit.*, p. 206.

Pour donner une idée de l'ampleur du phénomène, les « communes urbaines » ont considérablement étendu les prestations sociales de la Danwei, selon les statistiques (gonflées) datant du début des années 1960, le GBA aurait vu diverses villes mettre en place « 53 000 cantines [...] pour servir des repas à quelque 5,2 millions de personnes ». Ce nombre, en 1960, aurait représenté un peu moins de 40 % de la population urbaine. Les données citées sont certainement exagérées, mais même la moitié ou le tiers de ce chiffre serait encore significatif.

Entre-temps, « environ 50 000 crèches hébergeaient quelque 1,46 million d'enfants » et, « au début du mois de mars 1960, il y avait 55 000 centres de services qui fournissaient une assistance à environ 450 000 personnes ». Ces centres de services offraient « des services de blanchisserie, de couture, de réparation, de coiffure, de bain, de nettoyage de la maison et de protection de la santé ». À Chongqing, des centres de services ont été « installés dans chaque rue et chaque ruelle ». Résultat : « en mars 1960, les communes urbaines avaient fourni aux entreprises d'État plus de 3,4 millions de travailleurs, dont 80 % de femmes »²¹⁹.

Ne voulant pas relancer les conflits entre temporaires et permanents, jeunes et vieux, ou nouveaux migrants et citadins établis, les autorités ont supprimé les primes et les salaires à la pièce, elles ont veillé à ce que les superviseurs et cadres supérieurs participent au travail manuel, et que les travailleurs participent à la gestion. Cela en intégrant les migrants et autres nouveaux travailleurs urbains, en particulier les femmes, dans un emploi régulier avec un accès complet (ou presque) aux prestations de la Danwei. Cela a entraîné des dépenses massives de temps et de ressources pour la construction de nouveaux logements, d'installations médicales et éducatives, en plus des divers services mentionnés ci-dessus. Cette pression sur les ressources a encouragé les entreprises à se mobiliser totalement, car les travailleurs ont compris le lien direct entre la disponibilité de divers avantages non salariaux et les performances de leur entreprise par rapport aux autres.

²¹⁹ C-Y Cheng, *op. cit.*, p. 80.

Cela signifiait également que la crise spéculative qui allait voir l'appareil de planification décentralisé du GBA accélérer de façon incontrôlée n'était pas simplement le produit de l'incompétence des fonctionnaires locaux, mais également le résultat d'une pression croissante visant à maximiser la concurrence entre les entreprises afin de conserver des pourcentages plus importants de l'excédent pour les unités autonome, les travailleurs comprenant qu'une grande partie de cet excédent résiduel reviendrait sous forme de dépenses sociales. La crise de la spéculation en matière de planification avait, à bien des égards, été générée de manière organique à partir des unités les plus basses de la structure industrielle, et plus profondément engendrée par l'établissement de hiérarchies dans les privilèges urbains lors du premier plan quinquennal.

Un exemple extrême en est la pratique de plusieurs usines à Canton, qui ont adopté « une politique anarchique de “non gestion” ». Cette politique impliquait que les entreprises « pratiquent les “huit par-soi-même”, dans lesquels les travailleurs élaborent leurs propres plans, quotas de production, technologie, plans au sens de documents techniques (“bleus”) ou projets, opérations, intrants de produits semi-transformés, contrôle de qualité et comptabilité ». La pratique était devenue si extrême que les banques « distribuaient de l'argent liquide à tout travailleur qui arrivait avec des bons de commande. Les employés qui connaissaient le numéro de compte bancaire de l'entreprise pouvaient retirer des fonds pour se procurer les articles dont ils avaient besoin pour leurs usines »²²⁰ [129]. Pourtant, même avec l'abolition presque complète de la gestion au niveau de l'entreprise les travailleurs s'accordant collectivement sur leurs propres quotas de production, tout porte à croire que ces usines quasi-syndicalistes ont subi la même spéculation de production que les usines qui ont conservé des structures de gestion plus traditionnelles. L'effet ultime de la crise de la production n'a pas été atténué à Canton.

Le GBA a été largement couronné de succès en tant que tentative de mettre fin aux troubles sociaux dans les années

220 M.W. Frazier, *op. cit.*, p. 207.

qui ont suivi 1957. Il a donné de nouvelles et fortes incitations aux travailleurs par l'extension des avantages sociaux et la gestion participative, tout en encourageant une forme de mobilisation totale qui, en fin de compte, avait un caractère disciplinaire. Parallèlement, les politiques de l'époque ont également réussi à redynamiser les hiérarchies de l'État et du Parti, qui étaient en train de s'ossifier, grâce à la décentralisation et au remaniement du pouvoir. Les tendances les plus marquantes qui sont apparues au cours des années du GBA peuvent être considérées comme une évolution typiquement chinoise du haut Stalinisme. C'est la période où le modèle soviétique et le modèle de la Chine orientale se sont rencontrés avec une force égale, les deux noyaux gravitationnels sont entrés en collision de telle manière qu'ils explosèrent tous les deux.

Mais cela ne signifie pas que ces expériences de courte durée tendaient vers le communisme, comme le prétendait la propagande de l'époque. Au contraire, elles constituaient une autre dimension de la nature fondamentalement instable du régime socialiste développementiste ; cette fois-ci, elles signalaient une forte tendance à la réinvention des pratiques productives traditionnelles. Le GBA a vu une tentative de relance des réseaux de production rurale, désormais sous les auspices du nouvel État plutôt que du marché rural, en les orientant vers ses objectifs de développement.

Dans les villes, le caractère de l'État tend à nouveau vers sa norme historique avec une hiérarchie gonflée au milieu, les responsabilités de l'exploitation étant déplacées des agences centrales vers les autorités provinciales, tandis que les autorités locales sont laissées à l'autogestion d'une part croissante de leur propre subsistance, à condition qu'elles fournissent à l'État central la part requise de leur production.

De même, la mobilisation totale de la main-d'œuvre dans les projets d'industrie urbaine et d'infrastructure rurale ressemblait beaucoup au déploiement de la main-d'œuvre corvéable utilisée dans les projets de travaux publics impériaux sous le mode de production tributaire et le régime expansionniste japonais. Plus que toute continuité avec les modes de production précédents, cette ressemblance pourrait

cependant suggérer que sa principale signification est que le régime socialiste développementiste s'est inspiré autant de l'expérience historique chinoise que des pratiques étrangères, qu'elles soient soviétiques ou capitalistes.

La dynamique fondamentale de la période ne peut être comprise en réduisant l'époque à l'une de ces dimensions. La Chine entre les années 1950 et 1970 n'était ni une réplique du socialisme russe, ni un « capitalisme d'État », ni un simple processus d'accumulation originelle proto-capitaliste facilité par le gouvernement comme dans les autres États en développement de la région, ni la continuation d'un certain « despotisme oriental » séculaire. Ce n'était pas non plus une période où les tendances persistantes au capitalisme luttaient avec les tendances naissantes au communisme dans une situation de « lutte des deux lignes », nécessitant une « révolution permanente » pour être menée à bien, comme le prétendaient certaines factions au sein du Parti. Il s'agissait d'un régime de développement inégal, en constante évolution, composé d'éléments incohérents. Son seul véritable facteur d'unification était la poussée du développement elle-même, fondée sur le siphonnage des surplus de céréales de la campagne vers la ville.